

« Sans visa »

# Le Monde

15, rue Valguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14688 - 6 F

SAMEDI 18 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

## L'Europe et la relance

En annonçant, jeudi 16 avril, qu'il venait d'écarter M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, et à M. Cavaco Silva, premier ministre portugais qui assure la présidence de la Commission, pour leur demander de relancer la coordination des politiques économiques des Douze, M. Pierre Bérégovoy avoue ses inquiétudes.

Le premier ministre français soumette avec impatience que la croissance ne repart pas. Si l'Europe n'évoque que stabilité des prix et des taux de change, si elle n'est pas porteuse de l'espoir d'une sortie rapide de la stagnation et d'une amélioration de l'emploi, alors cette Europe sera rejetée dans les esprits. Or les experts sont d'accord pour dire que la reprise économique sera lente et ne s'accroîtra vraiment qu'en 1993. D'ici là, le traité de Maastricht aura été soumis au vote des Parlements nationaux ou aura fait l'objet de référendums comme au Danemark et en Irlande. En France, les élections législatives approcheront et, avec elles, l'immence d'une réponse des citoyens aux questions qu'ils se posent sur l'Europe en gestation et ses attributs les plus marquants : monnaie unique, banque centrale commune indépendante.

M. BÉRÉGOVOY a mis en question au niveau européen, question qui sera évidemment reprise à Washington à la fin du mois lorsque les représentants des sept grands pays industriels se retrouveront dans le cadre des sessions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

La démarche du premier ministre n'en est pas moins fort ambiguë car on ne voit guère comment il peut obtenir un changement notable des politiques économiques déjà engagées par plusieurs pays de la Communauté. Certes, la France est assez bien gérée pour satisfaire dès maintenant aux critères d'admission à l'UEM (Union économique et monétaire) tout en étant capable de profiter des effets d'une reprise mondiale. Mais peut-on reprocher aux Allemands, empêtrés dans une gigantesque opération de sauvetage territorial, de pratiquer des taux d'intérêt élevés puisqu'il leur faut bien combattre l'inflation qui sera précisément l'objectif essentiel de la future banque centrale ?

Que dire, de même, des efforts déployés par un pays comme l'Espagne, qui, après avoir connu des taux de croissance élevés en 1989 et 1990, s'arc-boute maintenant pour réduire ses déséquilibres et lutter contre l'inflation afin de mériter une place au sein de l'UEM ? A l'évidence, la chose qu'a fait l'Espagne d'une certaine « convergence » va freiner pendant un certain temps sa croissance économique.

Quant à la Grande-Bretagne, elle se soucie déjà concrètement de relance, puisque ses finances publiques, excédentaires il y a peu, ont été volontairement déséquilibrées.

Pour l'heure, les « divergences » sont peut-être plus porteuses de croissance économique que les « convergences » européennes, qui apparaissent aussi bénéfiques à terme que dangereuses dans l'immédiat.

Lire nos informations pages 8 et 9

M0147 - 0418 0 - 6.00 F

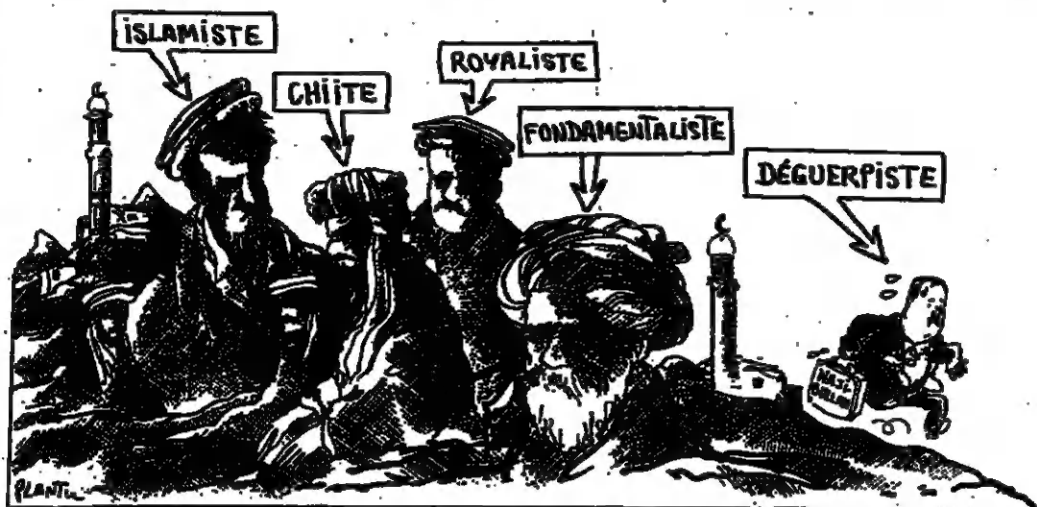


## Négociant avec les maquisards du commandant Massoud

### Des généraux tentent d'instaurer un pouvoir intérimaire à Kaboul

La situation était calme à Kaboul, dans la matinée de vendredi 17 avril. L'ex-président Najibullah se trouvait encore dans la capitale afghane où le groupe de généraux qui assure l'autorité négocie avec les milices et les maquisards islamistes du commandant Massoud pour tenter d'instaurer un pouvoir intérimaire. Le médiateur de l'ONU, M. Benon Sevan, a indiqué qu'il resterait à Kaboul jus-

qu'à ce qu'une solution politique ait été trouvée. Au même moment, les fondamentalistes islamiques du Hazb, qui ont ouvert le feu sur des rebelles proches de Kaboul, menacent d'attaquer la ville si les derniers éléments du régime ne se rendent pas. Enfin, à New-York, le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé toutes les parties concernées à faire preuve de retenue.



Lire page 3 nos informations et l'article de JEAN-PIERRE CLERC

## Le traité de Maastricht

Le Conseil d'Etat approuve le projet de révision constitutionnelle.

page 8

## L'ONU au Cambodge

M. Boutros-Ghali attendu à Phnom-Penh.

page 4

## La faillite de la banque Ambrosiano

Carlo De Benedetti et un autre homme d'affaires italien condamnés à des peines de prison.

page 17

## SANS VISA

■ Sévillan avant tout. ■ L'Andalousie en habit de lumière. ■ Bibliothèque nationale : les rayons de l'enfer. ■ Parcours : les cimetières de Paris.

pages 25 à 32

« Sur le rift » et la somme complète se trouvent page 24

## L'exil prémoderne

Un colloque franco-américain sur les Français à New-York durant la guerre, groupe composite et prestigieux

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Etrange destinée des situations, des hommes et des idées qui s'y agitent : il aura fallu un demi-siècle pour que nous puissions prendre toute la mesure d'un épisode pourtant superficiellement connu de la seconde guerre mondiale : l'installation à New-York d'un groupe composite de réfugiés français ou venus de France, dont beaucoup devaient jouer, ou reprendre, après le conflit, un rôle majeur dans des domaines différents.

C'est désormais possible après le colloque organisé, du 10 au 12 avril à New-York, par Antoine

Compagnon, professeur à l'université Columbia, le département de français et de philologie romane de cette université, et sa Maison française. Dans ce drame, « l'unité de lieu et de temps » (Antoine Compagnon) suite aux yeux tout autant que « l'absence d'unité d'action ». Et que d'acteurs disparates qui passèrent par New-York ou s'y installèrent, le temps de la guerre !

Des écrivains : André Breton, André Malraux, Jules Romains, Saint-Exupéry, le dramaturge Henry Bernstein. Des créateurs venus des autres arts : André Masson, Fernand Léger, Yves Tanguy, Darius Milhaud.

MICHEL KAJMAN  
Lire la suite page 12

## Un entretien avec M. François Léotard

« L'opposition doit avoir le courage de reconnaître que sur l'Europe M. Mitterrand a raison », nous déclare le président d'honneur du Parti républicain

« Voilà bientôt une semaine, M. Mitterrand lance le débat sur la ratification des traités de Maastricht. Au sein de l'opposition, les vieux clivages semblent ressurgir. Comment avez-vous accueilli l'intervention du chef de l'Etat, quelle attitude adoptez-vous dans ce débat ?

— L'opposition aurait tort de ne pas se situer dans une perspective historique. La seule force de M. Mitterrand, qui a commis bien des erreurs, c'est d'avoir compris que l'Europe, c'était la paix. Le chef de l'Etat a choisi une logique communautaire. L'opposition doit avoir le courage de reconnaître que, sur ce thème-là, il a raison. C'est un problème d'histoire, et non pas de politique quotidienne. Il n'est

pas de puissance économique — et l'Allemagne l'est à nouveau — qui ne devienne, un jour ou l'autre, une puissance militaire. Les partisans d'un nationalisme réhabilité devraient méditer cela : l'histoire n'est pas finie. Le vici reproché à faire à M. Mitterrand, c'est de ne pas avoir préparé la France à ce rendez-vous de l'acte unique, du grand marché et de l'union politique.

— La ratification de ces traités ne vous paraît-elle pas un problème ?

— Je suis personnellement favorable à leur ratification. Je souhaite que ce débat aille vite et jusqu'à son terme et que ces traités soient approuvés massivement par les parlementaires de

l'opposition. Ce sera une date très importante pour la France et pour l'Europe. On tente de nous présenter un débat absurde qui ferait qu'il y aurait, d'un côté, ceux qui choisissent la France et, de l'autre, ceux qui choisissent l'Europe. C'est inacceptable. L'entité France, ce miracle de culture et d'histoire, n'a pu se développer que dans un contexte européen, et l'Europe sans la France ne serait plus qu'un corps mutilé.

— Il est important que les Français s'engagent positivement et rapidement dans cette direction. Je suis inquiet de voir l'opinion allemande commencer à douter et de l'Europe et de nous. Or chacun sait bien que la vraie

question européenne, c'est la question allemande. Le nombre d'Allemands réticents vis-à-vis de l'intégration européenne s'accroît de semaine en semaine. Réticences par rapport à ce qu'ils appellent déjà la « monnaie espéranto ». Mais aussi vis-à-vis de la gestion de la crise yougoslave, leur donnant le sentiment que ce conflit pourrait être mieux réglé à Bonn qu'à Bruxelles. Et ce n'est pas totalement faux. Ce n'est donc pas le moment pour la France de retrouver, quarante ans plus tard, le « réflexe CED », une date noire dans l'histoire de notre continent.

Propos recueillis par DANIEL CARTON  
Lire la suite page 8

## Le cardinal Decourtray souhaite que Paul Touvier soit jugé

Dans un entretien au Monde, le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, exprime, pour la première fois, la réaction de l'Eglise catholique en France, après la décision de non-lieu concernant Paul Touvier et les poursuites menées contre l'ancien milicien pour crimes contre l'humanité.

Mgr Decourtray, qui avait commandé un rapport à des historiens pour faire la lumière sur les relations entre Paul Touvier et l'Eglise, souhaite aujourd'hui que la France aille plus loin dans la « purification de sa mémoire » et la recherche de la vérité sur tous les faits de collaboration de la période de Vichy, y compris « les plus insoutenables ». Regrettant la décision de non-lieu prise à propos de Touvier par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, l'archevêque de Lyon nous a déclaré : « Un procès pourrait, en servant la justice, servir aussi la réconciliation. »

Lire page 11 les propos recueillis par HENRI TINCQ

## La restructuration des forces armées suscite de vives critiques

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, a annoncé, jeudi 16 avril, une nouvelle vague de mesures de restructuration des forces armées. Prenant effet à partir de juillet 1993, elles concernent les trois armes ainsi que la Délégation générale pour l'armement (DGA), et touchent 24 000 militaires, dont 16 000 appelés, et 4 750 civils.

Ce plan a soulevé de vives critiques de l'opposition parlementaire, des responsables des régions concernées et des syndicats des personnels civils de la défense. Un fonds de 80 millions de francs est destiné à aider au financement des actions de reconversion sur les sites touchés. Le ministère de la défense prévoit, par ailleurs, de consacrer entre 200 et 500 millions de francs au traitement social de ces mesures.

Lire nos informations page 12 et page 2, l'article de M. Charles Pasqua : « Pour une pause dans la discussion »

Laurent Cohen-Tanugi

### L'EUROPE EN DANGER

FAYARD

252 p. 98 F

**LAURENT COHEN-TANUGI**

Une réflexion de fond en forme d'avertissement sur un enjeu aussi fondamental que mal compris.

**FAYARD**



## DÉBATS

Défense

## Pour une pause dans la dissuasion

par Charles Pasqua

Le contexte international est en pleine mutation : plusieurs années seront encore nécessaires pour qu'un réajustement de la partie orientale de l'Europe puisse s'effectuer d'une manière irréversible.

Le choc frontal entre les deux alliances est désormais exclu, mais les oppositions et les affrontements de toutes sortes sont encore possibles. Les lignes de force autour desquelles s'organiseront les 600 millions d'Européens sont encore insaisissables. La politique de sécurité des Douze est à l'état embryonnaire et le demeure vraisemblablement jusqu'à la fin du siècle, c'est-à-dire aussi longtemps que des abandons de souveraineté n'auront pas été consentis pour favoriser l'émergence d'un projet collectif permettant d'équilibrer les mondes asiatiques et américains par un pôle européen de même

envergure. Quoi qu'il en soit, ces abandons de souveraineté ne sont pas à l'ordre du jour et ne peuvent être improvisés.

L'implosion du monde soviétique et la facilité avec laquelle les « alliés » ont réduit la menace iranienne ont conduit les Français à rejeter les questions de défense hors du champ de leurs préoccupations ; les enjeux de politique intérieure ne devraient pas, dans les années à venir, remettre la défense au centre des débats d'autant que le renouvellement des équipes dirigeantes de l'Etat d'ici 1995 va se traduire par de nouveaux délais de réflexion et de maturation des idées dans ce domaine.

Les concepts vont demeurer, mais leur adéquation aux enjeux deviendra incertaine puisque les enjeux eux-mêmes deviendront plus flous.

Que reste-t-il aujourd'hui de la

cohérence d'une politique de défense conçue et voulue par la France il y a trente ans ?

Le concept de défense flotte comme un iceberg, les lois de programmation militaire sont laminées par les priorités économiques, la conscription nationale s'écroule à chaque exclusion de son emploi dans les interventions extérieures. La machine tourne à vide, les hommes et les outils sont atteints dans leur dignité et leur efficacité ; la seule certitude qui demeure est l'abandon avec laquelle les militaires servent l'Etat.

Comment reprendre l'initiative ? Comment redonner confiance à l'une des institutions fondamentales de l'Etat alors même qu'elle est exclue du débat politique ? Voilà le paradoxe que les hommes politiques doivent résoudre dans les années qui viennent sous peine de se retrouver dans une situation analogue à celle des années 20, au cours desquelles la « grande armée » a successivement perdu sa motivation, son savoir-faire et son âme avant d'être anéantie. Il n'existe pas de réponse simple et sûre ; une armée ne se construit pas à partir d'un pourcentage de PNB ou d'un ratio consacré aux études ; elle ne s'entraîne pas avec des « petits boulets » aux marges de l'action humanitaire ou du maintien de la paix ; elle ne fonctionne pas avec des hommes sans projet et sans mission. Même si l'environnement international, européen et national interdit de mettre en œuvre une politique défensive de défense, il faut au moins se déterminer sur quelques orientations : la conscription, les délais d'alerte de la dissuasion et le volume des forces classiques susceptibles d'être engagées.

## Une garde nationale

La conscription tout d'abord : à la fois ciment et garantie d'une défense populaire, elle ne répond plus aux objectifs politiques initialement recherchés. Le brassage de la population, l'émancipation des conscrits, l'entraînement républicain de l'armée sont aujourd'hui repères déformés et désormais sans objet : il faut couper ce nœud gordien qui lie l'armée dans des tâches de formation et oblige son efficacité ; il faut consacrer les moyens d'entraînement aux seuls individus appelés à servir plusieurs années ; il faut enfin s'abstraire des contraintes liées à l'emploi d'une jeunesse dont la vie ne peut être risquée que pour la défense du sol métropolitain. Sans remettre en cause le principe d'une contribution temporaire à la nation, une bonne solution serait d'utiliser cette jeunesse au sein d'une garde nationale. Cette garde au sein de laquelle garçons et filles (ou les seuls garçons) passeraient quatre à six mois de leur existence constitueraient une force d'action civique capable tout à la fois de garder les points sensibles, de renforcer les moyens d'assistance et de participer aux actions de proximité de l'Etat (santé, sécurité publique, éducation).

La discussion ensuite : chef de voûte incontestée de notre défense aussi longtemps que les facteurs de changement évoqués plus haut n'auront pas atteint une maturité suffisante pour engendrer une nouvelle politique ; mais la discussion en alerte permanente ne correspond sans doute plus aux menaces et aux enjeux actuels.

Il faut diminuer les contraintes

et les coûts que cette alerte permanente fait peser sur les forces nucléaires sans pour autant baisser la garde ; c'est au renseignement spatial que doit revenir désormais le soin d'assurer la surveillance et la détection des risques de déstabilisation de l'ordre établi. Confler la vigilance aux outils mais conserver aux hommes le soin de l'exploiter. Dans tous les cas, les armements nucléaires ne doivent pas suivre l'irrésistible progression de la science ; il est urgent d'attendre avant de lancer de nouveaux programmes nucléaires ; il est impératif de ne pas s'engager sur des voies étroites où nos partenaires européens ne pourraient ni ne voudraient nous suivre.

## Une réassurance collective

Les forces classiques enfin : ces forces susceptibles d'être mises en œuvre doivent faire l'objet d'un contrat entre les responsables politiques et les responsables de nos armées ; nous ne devons plus légiférer sur des programmations aussi ambitieuses que stériles ; nous ne pouvons plus afficher des objectifs que les professionnels savent ne pas pouvoir atteindre.

Il nous faut faire preuve de pragmatisme et définir un noyau dur de quelques dizaines de milliers d'hommes, de deux à trois centaines d'avions de combat et de quelques dizaines de navires, qui auront la charge de remplir en tout temps et en tout lieu leurs missions, soit dans le cadre national soit en coopération. Il nous faut donc parallèlement négocier avec nos principaux partenaires des accords de soutien en commençant par les équipements strictement défensifs ; l'objectif est de disposer de véritables « droits de tirage » permettant, en cas de besoin, de mobiliser les matériels faisant défaut à l'un ou l'autre. Il n'y a pas de meilleure amorce de solidarité européenne que de concevoir cette sorte de réassurance collective ; batteries de défense aérienne, moyens de lutte contre les mines et les agressions chimiques, avions et navires de transport, assistance médicale et logistique, voilà quelques exemples parmi lesquels nous pourrions choisir de commencer.

Conscription, dissuasion et forces d'action, voilà les trois volets de la défense sur lesquels nous devrions prendre position sans attendre que la décomposition des bouleversements internationaux, européens et nationaux en cours nous permette d'élaborer, vers la fin de ce millénaire, le concept d'emploi, la nature et le volume des armées de demain.

Charles Pasqua, ancien ministre, est président du groupe RPR du Sénat.

Religions

## Espérance et utopie

par Paul Valadier

L'ÉVÉNEMENT pascal que célèbrent les chrétiens en ce mois d'avril concerne-t-il seulement une dévotion privée respectable, mais sans portée sur notre actualité historique, ou offre-t-il au contraire une lumière décisive mais très problématique sur notre présent et notre avenir ? Pour beaucoup (la plupart ?) de nos contemporains, la réponse s'impose : même s'ils ne parlent pas de croyance plus ou moins absurde concernant la résurrection d'un individu lointain, ils poignent vraisemblablement selon la tolérance courtoise qu'il convient de manifester en pareil domaine vers une acceptation bienveillante de manifestations culturelles qui au fond ne dérangent personne. Mais c'est sans doute plutôt pour ce qu'il dit de notre histoire que l'événement pascal sera repoussé, car il semble bien qu'il contient des propositions mal supportables à beaucoup d'oreilles, non point à cause d'une prétendue absurdité dogmatique, mais parce qu'il est lourd de prétentions dangereuses en parlant d'espérance et de salut.

Dans ces mêmes colonnes, Edgar Morin (*Le Monde* du 26 novembre 1991) a avancé qu'avec la mort en Jésus des idéologies totalitaires nous devions désormais « renoncer au salut », car au fond, disait-il, avec Marx les Européens gobaient encore « le Messie juif, le salut chrétien », donc entretenaient subrepticement ces conceptions mortelles dont un « espoir tragique » enfin mûr devrait se passer. Ainsi donc, si l'on comprend bien et si l'on prolonge une aussi féconde méditation, la célébration de Pâques entretiendrait encore chez quelques attardés la nostalgie totalitaire en leur faisant espérer un messie et attendre la réalisation de promesses dont nous ne savons que trop où elles conduisent (voyez Hitler, voyez Lénine ou Mao, dont la généalogie avec le « Messie juif » se peut échapper à aucun observateur attentif...). Dangereuse donc, perverse même, la Pâque chrétienne ?

## Les fausses promesses de l'histoire

Il est peu contestable qu'avec la déroute des idéologies totalitaires, c'est l'idée même d'utopie qui est ébranlée, et fortement contestée la conception d'une histoire porteuse d'une promesse d'aube nouvelle ou d'homme régénéré ; nous sommes bien et, semble-t-il, définitivement ancrés dans ce que Marx considérait comme la préhistoire, et nous nous méfions de ceux qui nous annoncent comme à portée de main le « règne de la liberté ». Faut-il dire que le deuil de telles utopies est non seulement signe de maturité, mais fondamentalement sain ? Sans nul doute.

Mais prenons garde à ne pas verser dans de nouvelles confusions ou à ne pas entretenir ces amalgames intellectuels qui permettent sans doute le développement de brillantes analyses, mais qui font violence au réel et (ce qui revient au même) ne respectent pas le contenu des croyances que l'on conteste. Car on peut et on doit faire le deuil des utopies, mais non sans apercevoir qu'avec leur effondrement s'écroulent les espérances d'hommes et de femmes innombrables ; ou encore qu'avec cet effondrement, c'est la perspective d'un avenir collectif et individuel meilleur ou plus gratifiant qui disparaît. Bref que la débâcle des idéologies de l'histoire risque d'entraîner avec elle la débâcle de l'espérance.

Mais s'il était vrai, vraiment vrai, et pas seulement le temps d'un propos de salon, que l'espérance est réellement morte, donc que toute promesse d'un avenir autre est vaine, voire dangereuse, où puiserions-nous encore l'énergie pour entreprendre ou simplement affronter avec lucidité et détermination les redoutables problèmes sociaux et mondiaux qui nous concernent ? A quel bon même envisager une gestion pragmatique du présent si réellement nous ne sommes soulevés par aucune espérance ? Le présent lui-même ne perd-il pas toute épaisseur sans un horizon qui lui donne sens et dynamisme ? Est-il sûr que l'effondrement du communisme n'ait aucun effet sur la morosité politique qui trouble en profondeur nos sociétés, déconforte les responsables politiques et alimente les extrémismes nombreux ?

A vrai dire, lorsque les croyants célèbrent Pâques, ils ne se laissent pas entraîner par des promesses mirobolantes comme les faux messies qu'il semble bien audacieux de vouloir confondre avec le « Messie juif » célébré en ces jours. Les fidèles du Christ reconnaissent tout simplement en leur Messie que la mort n'est pas le dernier mot de

tout, que la pierre tombale qui semble englober à jamais tant de nos projets et boucher irrémédiablement notre histoire tant individuelle que collective n'est pas scellée pour toujours. Qu'une issue existe, qu'une lumière minuscule et fragile brille dans la nuit, visible et repérable sans doute seulement par quelques femmes au cœur simple comme au jardin des Oliviers, ou par ceux qui leur ressemblent. Petite lumière tenace comme l'espérance qui reste toujours dans l'émerveillement qu'effectivement la pierre tombale soit roulée un beau matin...

## Au-delà de la mort

Ces mêmes fidèles apprennent en suivant leur Messie que l'avenir radieux n'est pas promis au bout du chemin, sauf à ceux qui acceptent avec lui et comme lui de passer ici et maintenant par la mort, c'est-à-dire de perdre tout projet bien construit, toute utopie bien articulée, de s'abandonner quand tout a été accompli de ce qui devait l'être (et ce point est essentiel) à un Autre, souverain de l'histoire et seul maître de l'avenir qu'il est lui-même. La promesse ne les détourne donc pas vers ces utopies mortifères, frassées sous nos yeux ; elle les porte à chercher dans le présent la lumière, ou l'issue sensée décelable dans la nuit. Elle ne les met pas devant une histoire toute tracée, mais les dispose à l'œuvre avec tous jours après jour et sans illusion de succès assuré. A la différence des constructions imaginaires de lendemains qui chantent, la Pâque chrétienne offre un critère sûr qui coupe court à toute tentative d'évasion : la fidélité à la promesse ne porte pas à regarder vers le Ciel, mais à tenter d'honorer ici et maintenant le prochain, à se faire servir, comme le Messie lui-même lavant les pieds de ses disciples au soir du jeudi saint, selon l'évangéliste Jean. Curieux Messie dont le message à l'inverse des séducteurs de foules et des chanteurs de l'avenir radieux renvoie son disciple aux exigences sévères du service d'autrui, qui sont les conditions actuelles, concrètes et permanentes pour toute construction d'un avenir humain.

En proclamant cela, il est vrai que les croyants bousculent les morosités complaisantes ou la mode des philosophes du désespoir. Ils affirment pourtant tout simplement le triomphe de la Vie (de la Résurrection) sur la mort : non point une croyance absurde, mais le fondement actuel de notre espérance en un avenir sans doute, certes, à porter lui-même le poids du présent, plutôt que de la faire peser sur les épaules des autres. Une espérance qui croit en un avenir par-delà les mille morts de l'existence et la mort même, parce qu'elle affronte le présent et vérifie sa puissance en lui : dans l'affrontement accepté de tout ce qui la nie.

Paul Valadier est membre de la Compagnie de Jésus.

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc : 206.906F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde  
12, rue M. G. Gombosi  
94851 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 37 437  
ISSN : 0395-2607  
PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les rétrovisions  
et indices du Monde au (1) 40-65-25-33

**ABONNEMENTS**  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

| TARIF  | FRANCE  | SUISSE-BELGIQUE<br>LUXEMBOURG-PAYS-BAS | AUTRES PAYS<br>Valeurs moyennes-CEE |
|--------|---------|--|-------------------------------------|
| 3 mois | 460 F   | 572 F                                  | 790 F                               |
| 6 mois | 890 F   | 1 123 F                                | 1 560 F                             |
| 1 an   | 1 620 F | 2 086 F                                | 2 960 F                             |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Pr. 192 p. 80 f.

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**15 guides présentés par**

**VOYAGEURS DU MONDE**

Les *Annuaire Voyageurs* vous donnent l'actualité culturelle et politique du pays, le calendrier des fêtes, les informations pratiques et touristiques à jour, commentées par les voyageurs eux-mêmes. Les *Annuaire Voyageurs* chiffrent le coût d'une journée, luxe, confort ou économique.

Sri Lanka  
Italie  
Antilles  
New York  
Guatemala

Chine  
Mexique  
Japon  
Brésil  
Inde

Québec  
Thaïlande  
Russie  
USA west  
Tchécoslovaquie

Vendus en librairies ACTUALISATION GRATUITE SUR DEMANDE

Le Conseil en faveur

Quato



# ÉTRANGER

## AFGHANISTAN : après la chute de M. Najibullah

### Le Conseil de sécurité lance un appel « en faveur d'une solution politique »

La situation était confuse, mais calme, jeudi soir 16 avril à Kaboul, quelques heures après l'échec de la tentative de fuite du président Najibullah, sa démission et sa disparition. Un groupe d'officiers contrôlerait la situation dans la capitale, selon notre envoyé spécial, Bruno Philip, arrivé vendredi matin à Kaboul. Jeudi également, le Conseil de sécurité des Nations unies a lancé un appel « en faveur d'une solution politique ».

D'après certaines sources, c'est dans l'avion qui avait amené à Kaboul dans la nuit de mercredi à jeudi M. Benon Sevan, le médiateur des Nations unies, que M. Najibullah aurait tenté de quitter le pays. L'ancien dirigeant se serait réfugié dans des locaux de l'ONU. L'organisation internationale s'est refusée à tout commentaire, se bornant à indiquer qu'elle restait en contact avec lui, mais des membres de la garde présidentielle avaient pris position autour des bâtiments. Certaines informations à Kaboul indiquent que l'ONU tenterait de négocier le départ du dictateur déchu pour l'étranger. On a d'autre part appris le suicide de celui qui avait succédé, en 1986, à M. Najibullah à la tête de la police secrète, le général Ghoulam Farouk Yakoubi.

Tandis que M. Sevan poursuivait ses efforts pour une solution pacifique, le ministre des affaires étrangères du régime de Kaboul, M. Abdoul Wakil, a tenu jeudi une conférence de presse. Il a affirmé que les autorités en place étaient prêtes dès « demain ou après-demain » à remettre le pouvoir à un comité de transition constitué, sous l'égide de l'ONU, de personnalités acceptables par toutes les parties afghanes. Il a confirmé la destitution de M. Najibullah, qu'il a qualifié d'« ennemi de la paix, l'accusant d'avoir tenté de « créer une atmosphère de chaos et de terreur en laissant derrière lui un vide à la tête du pays ». Selon le ministre, M. Najibullah a été remplacé par les quatre vice-présidents et le parti Watan (ex-communiste, au pouvoir). Il a démenti les informations circulant dans Kaboul selon lesquelles le pouvoir serait assuré par un groupe de généraux.

Refusant de révéler où se trouvait l'ancien président — disant seulement aux journalistes qu'« il est tout près de vous » —, M. Abdoul Wakil s'est livré à une attaque en règle contre son ancien patron : « Je pense que cela ne vaut pas la peine de parler de lui. Les frères moudjahidins le détestent, mais le parti Watan le déteste aussi (...) Il était un obstacle important à la paix et à la conclusion d'un accord avec nos frères moudjahidins, qui ont empêché l'action du gouvernement et du parti ».

#### Soutien au plan de paix

En dépit des propos de M. Abdoul Wakil, il apparaît que le pouvoir était encore décliné, vendredi matin, dans la capitale par quatre officiers du régime de Kaboul, deux d'origine pashtoune, les généraux Babbar Khan et Asif Dilawar, et deux d'ethnie tadjike, les généraux Abdoul Mohmin et Mohammed Nabi Azimi. Ce dernier, qui est premier vice-ministre de la défense et chef de la garnison de Kaboul, aurait la primauté sur ses collègues. Avec le général Dilawar, il a lancé jeudi un appel à l'ONU pour qu'elle accélère ses efforts pour mettre fin à la guerre civile.

Ces généraux sont en contact étroit avec les miliciens du général Dostom, qui tiennent l'aéroport de la capitale — où se trouvent également des unités de gendarmerie — et avec les moudjahidins du commandant tadjik Ahmed Shah Massoud, membre du parti islamique modéré du Jamiat, dont les hommes campent non loin de Kaboul. Ce sont ces miliciens, alliés au commandant Massoud, qui contrôlent depuis un mois le nord du pays. Les responsables du Jamiat à Peshawar, au Pakistan, confirment les contacts entre le chef moudjahidin et les généraux modérés de Kaboul. Ils ont par ailleurs annoncé que l'importante ville méridionale de Ghazni était tombée aux mains du mouvement de résistance du Harakat Inqilab Islami de M. Mohammed Nabi Mohammadi.

La rapidité de l'évolution de la situation à Kaboul et la collaboration entre des généraux, les milices et le commandant Massoud paraissent inquiéter les mouvements de résistance d'origine pashtoune. En particulier le Hezb-e-Islami du fondamentaliste musulman Gulbuddin Hekmatyar. D'autant que, selon des sources militaires à Kaboul, l'aviation gouvernementale a repris ses

raids et bombardés des positions avancées du Hezb, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de la capitale. Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni jeudi soir à huis clos à New-York pour examiner la nouvelle situation en Afghanistan. Le président du Conseil, le Zimbabwéen Simbarashe Mumbengegwi, a appelé « toutes les parties concernées à faire preuve de retenue et à soutenir les efforts de l'émissaire du secrétaire général, M. Benon Sevan, en faveur d'une solution politique (...) qui est la seule solution ». Ce plan, a-t-il ajouté, « a pour objectif de mettre fin à la violence, de favoriser la réconciliation nationale, et de sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriale de l'Afghanistan ».

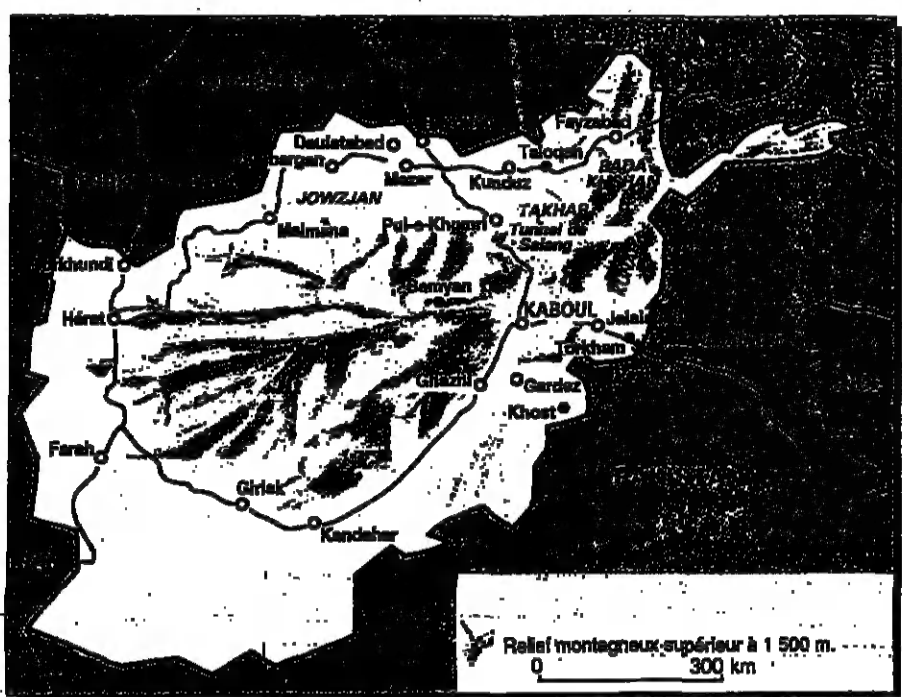
En l'absence d'« alternative viable », l'ONU continue de souhaiter la formation à Kaboul d'un conseil transitoire destiné à choisir un gouvernement provisoire. Pour sa part,

le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, qui achevait vendredi une visite en Chine, a exprimé sa « profonde préoccupation » et appelé toutes les parties afghanes à s'engager « sérieusement » dans la voie d'une solution pacifique.

La France avait été la première, jeudi, à annoncer la chute de M. Najibullah et à s'en « réjouir » (nos dernières éditions datées du 17 avril). Les autres réactions internationales sont toutes également en faveur d'un soutien aux initiatives de l'ONU, qui s'efforce depuis plusieurs années d'organiser une transition pacifique. Ainsi, à Washington, le département d'Etat, préoccupé par « la confusion et le désordre, qui ne doivent pas conduire à l'effusion de sang et à la violence », a « demandé à toutes les parties de soutenir les efforts de l'ONU, de faire tout ce qu'elles peuvent pour que la passation de pouvoir soit pacifique ». A Moscou, une

réunion d'urgence sur la situation en Afghanistan a été convoquée par M. Boris Eltsine.

Voisins de l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan affirment tous deux soutenir les efforts de l'ONU. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Alaeddine Boroujerdi, a ajouté que « la nature du pouvoir en Afghanistan importe beaucoup pour l'Iran ». Téhéran « est opposé à la prise du pouvoir à Kaboul par un seul groupe », qu'il a qualifié d'« instable ». Le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, a lancé un appel au cessez-le-feu pour « éviter le bain de sang et pour transmettre le pouvoir en douceur à une institution qui lui inspire confiance ». Il a demandé instantanément aux chefs de la résistance se trouvant au Pakistan de « prendre un avion immédiatement pour Kaboul » afin de participer au pouvoir provisoire.



### Quatorze années d'une sanglante guerre civile

**1973**  
- 17 juillet : coup d'Etat de Mohammed Daoud, frère et cousin du roi Zahir Shah, qui renverse la monarchie et prend le pouvoir.

**1978**  
- 27 avril : des miliciens proches du Parti démocratique du peuple (PDP), communiste, renversent et tuent Mohammed Daoud. Noor Mohammed Taraki, fondateur du parti et leader de sa faction Khalq (Peuple), est nommé chef du Conseil révolutionnaire.

**1979**  
- 27 décembre : Hafizullah Amin, chef de la République populaire depuis qu'il a renversé Taraki, le 14 septembre, est tué par des troupes soviétiques débarquées à Kaboul le 23. Il est remplacé par M. Babrak Karmal, chef de l'autre faction du PDP, le Parcham. L'Armée rouge envahit le pays.

**1980**  
- 4 janvier : le président américain Carter annonce des sanctions contre l'URSS. Le 14, l'ONU demande le « retrait immédiat et inconditionnel des troupes étrangères ».  
- 27 : formation d'une « Alliance islamique » de résistance.  
- 1-25 février : des émeutes à Kaboul font au moins trois mille morts. Instauration de la loi martiale et du couvre-feu.  
- 19 mai : rencontre à Varsovie entre M. Brejnev et M. Giscard d'Estaing, qui propose un « sommet des principaux pays responsables ».

**1981**  
- 5 janvier : Kaboul rend obligatoire le service militaire pour tous les Afghans de vingt ans, car les désertions ont fait fondre les effectifs de l'armée de 80 000 à 35 000 hommes.  
- 11 mars : le nombre des réfugiés afghans au Pakistan dépasse les deux millions. Il atteindra, à son maximum, les 3,5 millions, plus sans doute 2 millions en Iran.

**1982**  
- 16 août : des pourparlers s'engagent à Genève, sous l'égide de l'ONU, entre Kaboul et le Pakistan. Six sessions auront lieu jusqu'aux accords de 1983.

**1983**  
- 24 janvier : arrestation d'un médecin français, Philippe Augoyard,

en mission auprès des populations afghanes ; il est condamné à huit ans de prison, libéré puis expulsé le 9 juin. En 1984, le journaliste d'Antenne 2 Jacques Abouchar connaît le même sort, de même que, en 1987, Alain Guillo, photographe de l'Agence Sygma.

**1984**  
- 11 mars : l'Armée rouge lance ses opérations après le remplacement d'Andropov par Tchernenko.

**1986**  
- 4 mai : M. Karmal est remplacé à la tête du PDP par M. Najibullah, chef du Kland, la police politique.  
- 28 juillet : à Vladivostok, M. Gorbatchev annonce que l'URSS rapatriera, avant le 31 décembre, 8 000 de ses 110 000 hommes.  
- Décembre : M. Najibullah lance sa politique de « réconciliation nationale ».

**1987**  
- 15 janvier : Kaboul proclame un cessez-le-feu et une amnistie.  
- 29 novembre : une assemblée traditionnelle (Loya Jirga) adopte une nouvelle Constitution. M. Najibullah est élu président le 30.  
- 10 décembre : M. Gorbatchev annonce sa décision de retirer toutes ses troupes.

**1988**  
- 8 février : M. Gorbatchev annonce que le retrait militaire s'amorcera le 15 mai et s'achèvera sur dix mois.  
- 14 avril : signature des accords conclus à Genève sous l'égide de l'ONU par l'URSS, l'Afghanistan, les Etats-Unis et le Pakistan. Ils prévoient le retrait progressif des troupes soviétiques et l'arrêt de l'aide occidentale à la résistance.  
- 15 mai : début du retrait soviétique. Moscou reconnaît que 13 310 soldats ont été tués depuis fin 1979.  
- 27 septembre : dénonçant les violations de l'accord de Genève par les rebelles, l'URSS menace de suspendre son retrait. L'armée afghane lance des missiles Scud contre des bases de la résistance. Le 4 octobre, Moscou annonce l'envoi d'armes perfectionnées, en vue de faire pression sur Washington pour qu'il pousse la résistance à respecter les accords.

**1989**  
- 13 février : l'URSS achève son évacuation.  
- Mars : offensive majeure de la

résistance contre Jalalabad, troisième ville du pays, située sur la route reliant Kaboul et le Pakistan. Malgré l'appui des services spéciaux pakistanais (ISI), les moudjahidins ne parviendront pas à prendre la ville.

**1990**  
- 9 janvier : la France renvoie son ambassade à Kaboul.

- 6 mars : tentative de coup d'Etat du ministre de la défense contre M. Najibullah.

- 27 juin : le PDP se transforme en un front élargi, le Watan (Patrie).

**1991**  
- 31 mars : les moudjahidins prennent Khost, à la frontière de Pakistan.  
- 21 mai : le secrétaire général de l'ONU annonce un plan de paix en cinq points. Kaboul et Islamabad l'acceptent le 23, et la résistance, à contre-cœur, le 30.

- 13 septembre : les Etats-Unis et l'URSS annoncent la suspension, le 1<sup>er</sup> janvier 1992, de leur aide militaire à leurs alliés.  
- 4 novembre : l'ex-roi Zahir Shah, qui à Kaboul vient de rendre sa citoyenneté, est blessé dans un attentat à Rome.  
- 10-15 : une délégation de la résistance se rend à Moscou, qui accorde à ses interlocuteurs islamistes une légitimité égale à celle de Kaboul.

**1992**  
- 27 janvier : le Pakistan annonce son appui au plan de l'ONU et invite ses protégés islamistes à faire de même.  
- 28 : le nouveau secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, propose la tenue prochaine d'une réunion de toutes les parties combattantes.  
- 18 mars : M. Najibullah annonce qu'il remettra ses pouvoirs à un gouvernement intérimaire formé sous l'égide de l'ONU.

- 19 : un « conseil militaire », réunissant des miliciens ouzbèges négatifs favorables à M. Najibullah et des moudjahidins du commandant tadjik Massoud, prend le contrôle de Mazar-i-Sharif, deuxième ville du pays, et de onze provinces du Nord.  
- 10 avril : M. Boutros-Ghali annonce l'entrée en fonctions « immédiates » à Kaboul, d'un « conseil provisoire » de quinze personnalités « impartiales ».

- 16 avril : démission de M. Najibullah.

### Un véritable kaléidoscope ethnique

L'avenir de l'Afghanistan dépend de la façon dont ses nombreuses ethnies, séparées entre musulmans sunnites et chiites, parviendront à coexister après une guerre qui les a isolées, tendant ainsi à exacerber leurs contrastes.

Pourquoi sept partis sunnites et un parti chiite à Peshawar, au Pakistan, et neuf formations chiites, rapprochées depuis 1989 en un « Front islamique » (Wahdat), à Téhéran ? Pourquoi la résistance au régime communiste de Kaboul puis à l'invasion soviétique n'est-elle jamais parvenue à s'unifier autrement que de façon superficielle et temporaire, la dernière fois, en 1989, en un « gouvernement intérimaire » dont nul n'imaginait qu'il pourrait s'installer à Kaboul ?

L'intolérance bien connue des Afghans envers toute imposition extérieure explique assez que ces hommes n'acceptent de se plier qu'à un pouvoir émanant de leur propre communauté. Or la géographie tourmentée et l'histoire tumultueuse de ce pays en ont fait un véritable kaléidoscope ethnique, et une mosaïque religieuse sur un fonds islamique commun. Pour l'essentiel, les divisions de la résistance reflètent cette diversité, que les pouvoirs centraux successifs ont tenté d'unifier.

Pourquoi des partis, alors que l'essentiel, la guerre, était le fait d'hommes de terrain, les commandants ? C'est que ceux-ci, par définition très isolés, avaient besoin de « correspondants » extérieurs leur fournissant armes et fonds. L'efficacité des contacts internationaux — avec le Pakistan, l'Iran et l'Arabie saoudite, ainsi que les Etats-Unis, voire la Grande-Bretagne et la France — était un élément non négligeable dans le choix de leur affiliation. Mais les considérations religieuses et ethniques sont devenues déterminantes.

#### Une minorité chiite qui s'affirme

Un clivage majeur parmi les quelque quinze millions d'Afghans passe, naturellement, entre sunnites et chiites — qui représentent, respectivement, 80 % et 20 % de la population. Pour l'essentiel, les chiites vivent dans le centre montagneux, singulièrement dans le Hazarajat, et à Kaboul, où ses paysans pauvres se sont dirigés en masse pour exercer les métiers rebutants dont personne ne veut.

Les partis proches de l'Iran représentent des origines géographiques différentes et sont liés avec les diverses factions de la révolution iranienne. Le Hazarajat (près d'un million d'habitants) s'est constitué dès 1981 en une entité indépendante du centre. L'affiliation à Téhéran n'est pas une allégeance, elle est un débouché indispensable à un territoire enclavé et d'une terrible pauvreté. Deux millions de chiites afghans seraient réfugiés en Iran.

Le Harakat-i-Islami est le seul

parti chiite installé à Peshawar. Dirigé par Cheikh Asaf Mohseni, il représente les chiites éduqués des villes. Hostile à Téhéran, il a fini par obtenir une petite place dans le concert des formations sunnites.

#### Traditionalistes et fondamentalistes sunnites

Parmi les sunnites, la division passe, selon Olivier Roy, spécialiste de l'Afghanistan, entre « traditionalistes » et « fondamentalistes ». Pour l'essentiel, les premiers sont partisans d'un retour, après la guerre, aux structures immémoriales du pays, dont la monarchie est, pour la plupart, un élément central. Plus que des nuances les séparent dans la manière dont ils ont vécu leur islam avant la « révolution communiste », et dont ils souhaitent le retrouver.

Mais, pour l'essentiel, ce traditionalisme s'enracine dans l'éthnie pashtoune, forte de six millions d'hommes mais terriblement affaiblie par l'émigration de trois millions des siens au Pakistan. Les confédérations tribales qui la composent gardent vive la mémoire des luttes qui les ont opposées. Mais elles demeurent unies dans leur perception que l'Afghanistan est d'abord « leur » pays. Les formations de MM. S. Mojaddedi (Front de libération nationale), président du « gouvernement intérimaire » de Peshawar, Nabil Mohammadi (Mouvement de la révolution islamique) et Ahmed Gailani (Front national islamique), partisan d'un retour de l'ex-roi Zahir Shah, représentent cette mouvance.

#### Pashtouns en déclin, Tadjiks qui montent

Entre les quatre formations fondamentalistes, qui militent pour l'instauration d'un Etat islamiste, les clivages sont vifs. Mais la frontière la plus visible passe entre celles qui représentent des Pashtouns et le Tadjik, dominé par des Tadjiks. Le Hezb-i-Islami de M. Hekmatyar Gulbuddin, réputé le plus « dur », a longtemps été perçu comme le plus important. La perte de l'aide américaine et pakistanaise lui a, cependant, porté un coup très dur. Un mouvement scissionniste en son sein, dirigé par M. Yunus Khalles, a le mérite de compter plusieurs « grands » commandants. Quant à l'Itihad de M. Rasoul Sayyaf, il a dû sa fortune, désormais déclinante, à l'aide de Ryad.

Enfin, le Jamiat est le parti qui a le plus constamment « monté » durant les quatorze années de guerre. Il le doit tant aux bouleversements que le conflit a provoqués dans les populations — les Tadjiks, qui sont près de trois millions, constituent sans doute, désormais, la première minorité vivant en Afghanistan — qu'à sa manière modérée d'agir sur le terrain, accueillant très volontiers les autres ethnies, et aux succès remportés par leur principal commandant, Ahmed Shah Massoud.

JEAN-PIERRE CLERC

Pendant un an, des élèves du collège Gabriel-Hervé de Creil, dont beaucoup d'origine étrangère, ont raconté leur vie. Des copies qui tracent un portrait inédit de la France.

Sous la direction de  
**GUILLAUME MALAURIE**  
LA FRANCE, ELLE A BESOIN DE TOUS  
DE TOUTES LES IDEES QUE L'ON A

ROBERT LAFFONT

Notre monde vu par des enfants : des mots parfois cruels qui sonnent juste



## ASIE

## Cambodge : l'ONU prend ses quartiers

La visite, samedi 18 avril, de M. Boutros-Ghali marquera officiellement le début de la mission de paix des Nations unies

## PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Sur la route de l'aéroport de Pochentong, on finit de réparer, à l'aide de capitaux thaïlandais, l'hôtel Ambassador. Juste derrière, les militaires français, en majorité des aviateurs, occupent deux rangées de maisons bordant une rue. Quant au patron local de l'ONU, le Japonais Yasushi Akashi, anglophone et francophone, il va finalement prendre possession de l'hôtel Wat-Phnom, ancien palais des résidents généraux français.

Ce bâtiment avait été réaménagé l'an dernier pour accueillir le Conseil national suprême du Cambodge (CNS). Le Quai d'Orsay a payé la note - 5 millions de francs - mais les Khmers rouges ont, pour leur part, renoncé à y loger et pris possession d'un terrain vague, derrière le palais royal, qu'ils ont déjà muré. Lorsque la grille s'ouvrira pour laisser passer des ouvriers, on s'aperçoit, à l'intérieur, qu'un petit bâtiment blanc.

A la tombée de la nuit, quand deux douzaines de boîtes de nuit s'apprêtent à accueillir une clientèle fortunée et de plus en plus cosmopolite, des centaines de maçons et d'apprentis vietnamiens regagnent à pied leurs dortoirs sans électricité à

CHINE : un dissident fait état de tortures. - Un dirigeant syndicaliste chinois, M. Han Dongfang, détenu pendant près de deux ans après l'écrasement du « printemps de Pékin » en 1989, a raconté, jeudi 16 avril, au New York Times qu'il avait été nourri de force et torturé (par un acupuncteur). Il a, en outre, affirmé être devenu tuberculeux après avoir été envoyé dans l'unité des maladies contagieuses d'une prison et enfermé dans une cellule avec une vingtaine de malades. - (Reuters)

la périphérie de la capitale ou dans le quartier du Stade olympique. A la même heure, le personnel civil et militaire de l'ONU rejoint, dans le centre, des hôtels qui se multiplient, à bord de voitures ou de minibus blancs frappés d'un bel acronyme : UNTAC, pour United Nations Transitional Authority for Cambodia, APRONUC en français.

C'est le symbole du pouvoir à venir, assurément populaire, avec ses couleurs traditionnelles : blanc et bleu clair. L'ONU, arbitre sans sifflet, emménage Phnom-Penh, avec près de 1 million d'habitants, se réorganise autour de ce qui n'est que le contingent le plus voyant de légions d'étrangers qui découvrent, ou parfois redécouvrent, le Cambodge.

## 10 % de militaires français

Le loyer d'une spacieuse villa, qui était de 1 500 dollars par mois (près de 9 000 F), passera en mai, à l'occasion d'un changement de locataire, à 5 000 dollars, avec un an payable d'avance. L'exploitation d'un appareil de jeux vidéo, que la jeunesse khmère découvre, rapporte à la société malaisienne qui en détient le monopole 500 à 1 000 dollars par mois. Une nuit d'hôtel au Cambodien, le palace le plus luxueux, coûte plus de 100 dollars.

Depuis la signature en octobre des accords de Paris, la plupart des hôtels ont doublé leurs prix, et ceux qui vont ouvrir leurs portes dans les prochaines semaines proposeront des chambres entre 50 et 100 dollars la nuit. Selon les statistiques de l'ONU, le revenu par tête au Cambodge est évalué à 110 dollars par an. Le pays compte plus de sept mille tuberculeux et les exploitations de mines y sont encore plus

de 500 victimes par mois, 90 % d'une population de 7 à 8 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable.

Les contingents de l'ONU continuent de débarquer. Sur les quinze régiments prévus, trois sont déjà sur place et trois autres doivent s'installer d'ici au 20 avril. Aviateurs, contrôleurs et gendarmes français sont arrivés. Un régiment mixte d'intervention est attendu à la mi-mai et, au bout du compte, les 1 500 Français représenteront le plus gros contingent, soit 10 % des effectifs militaires de l'ONU. Ces troupes seront, au fur et à mesure, dispersées dans les provinces, surtout là où il faut montrer le drapeau bleu ciel pour rétablir l'ordre. Il s'agit de pacifier sans fusil, et le meilleur moyen de le faire est de mener à bien une opération de saturation. Ou d'anesthésie.

Entre-temps, dans la capitale du Cambodge, l'opération paraît d'autant plus « surréaliste », selon l'expression d'un diplomate averti, que Phnom-Penh n'a pas connu de guerre véritable depuis une douzaine d'années. Il y a bien eu, ces derniers mois, une manifestation contre le retour des Khmers rouges et, surtout, la répression brutale de mouvements de protestation contre la corruption. Il y a eu aussi quelques attentats politiques dont on n'a jamais retrouvé les auteurs et que certains mettent sur le compte de la police parallèle du régime.

Mais, pour l'essentiel, les Phnom-Penhais, à l'exception d'une minorité qui s'enrichit très vite, ont pour principale préoccupation de se nourrir, à défaut de pouvoir décemment se vêtir. C'est une deuxième bonne raison de se réjouir de voir les étrangers débarquer, du cartographe mozambicain au général australien, de l'administrateur français au patron japonais.

Tout en s'installant, l'ONU commence à prendre sérieusement les choses en main. Aux prises avec

cette machine internationale au droit de regard indiscutable, les mouvements politico-militaires cambodgiens seront peu à peu contraints de lâcher du lest ou, au mieux, de faire le dos rond. On joue encore à cache-cache avec l'état-major de l'APRONUC. Pour leur part, les Khmers rouges devront, un jour, ouvrir les pistes qui traversent leurs zones.

## Réinstaller les réfugiés

De son côté, l'armée de Phnom-Penh alignera les chars, qu'elle déplace encore discrètement, pour rouvrir des routes coupées par ses adversaires, comme ce fut encore le cas, en mars-avril, dans la région de Kompong-Thom. Les coups tordus sont de moins en moins permis. Il s'agit surtout de préserver quelques forces pour une campagne électorale, prévue dans un an, qui promet d'augmenter de nouveaux les appétits.

D'ici là, sous cette tutelle « provisoire » de l'ONU, la plupart des responsables cambodgiens sont saisis par la contagion ambiante, faire des affaires. « Le fric, c'est la plaie », résume un diplomate tout en reconnaissant que « la tentation est irrésistible après la tragédie de la guerre et des massacres suivis d'une longue période de stricte austerité ».

En un jour, un chauffeur peut gagner le salaire mensuel d'un soldat ou, même, avec 15 dollars, celui d'un enseignant du secondaire. Que dire de celui qui peut louer une villa ? Tous les métiers sont bons et, dans une société où la richesse s'affiche, pas mal de femmes se parent rapidement de bijoux.

A Phnom-Penh, où l'on roulait encore à vélo ou en cyclo-pousse il y a quatre ou cinq ans, posséder une limousine japonaise flambant neuve est de moins en moins excep-

tionnel. Les rapatriés, pour leur part, commencent à être réinstallés. Un peu moins de 3 000 mille réfugiés, sur les 370 000 de Thaïlande, sont déjà revenus avant le Nouvel an cambodgien, le 13 avril. De 8 000 à 10 000 seront rentrés fin avril. Mais il est déjà excité de fournir à chaque famille les deux boîtes de terre cuite prévues : les voies d'accès sont trop souvent minées. A moins d'orienter une partie des rapatriés vers d'autres régions, notamment le centre du pays.

De toute façon, le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), chargé de l'opération, entend remplir son contrat : donner aux gens de quoi se construire un logement, travailler et se nourrir pendant un an. « Nous voulons éviter au maximum un processus de déshabilitation. Mais, s'il se produit dans un deuxième temps, on ne pourra pas l'empêcher et, de toute façon, ce ne sera plus de notre ressort », résume l'un de ses dirigeants.

Dans les rangs de l'ONU, la volonté de réussir est indéniable. Le moteur s'est mis en marche, la période de rodage est avancée et l'intervention trouve sa propre dynamique. Une structure se met en place, paix des riches contre guerre des pauvres. « C'est la thérapie du Rambo sans armes, se montre-t-il suffire », résume un observateur. « Aucun pays du tiers-monde, et encore moins l'un des plus ravagés, ne peut soutenir un tel choc », estime un autre. Il ne reste plus que quelques noyaux de Cambodgiens encore motivés par l'intérêt général et qui s'inquiètent de la mise que tenteront de ramasser les Khmers rouges une fois que l'ONU aura plié bagages, en principe dans moins d'un an et demi.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## DIPLOMATIE

L'application des sanctions de l'ONU contre la Libye

Tripoli déclare rechercher une solution « honorable »

Les deux Libyens mis en cause dans l'attentat de Lockerbie, sont prêts à être jugés en Ecosse ou aux Etats-Unis, a déclaré, jeudi 16 avril, leur avocat libyen. Mais ils veulent d'abord la garantie que leur procès sera équitable, a dit M. Ibrahim Lagwell. Tripoli avait commencé à expulser, jeudi 16 avril, des diplomates occidentaux, notamment italiens. L'agence officielle IANA a indiqué que plusieurs ambassadeurs, entre autres français et japonais, s'étaient vu signifier l'expulsion d'un nombre non spécifié de leurs collaborateurs « dans un cadre de réciprocité », après l'annonce du renvoi de diplomates libyens dans plusieurs pays, mercredi, au premier jour de l'application de la résolution 748 du Conseil de sécurité de l'ONU.

De nouveaux pays, principalement européens mais aussi la Chine, ont annoncé qu'ils appliqueraient les sanctions de l'ONU. En visite à Pékin, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a déclaré que son pays respecterait l'embargo aérien et militaire bien qu'il n'y soit pas favorable. Dans la capitale saoudienne avec Tripoli, mais, jeudi, un vol de la compagnie Syrian Airlines à destination de Tripoli a été annulé.

En dépit de témoignages de solidarité à l'égard de la Libye, les pays arabes ont commencé à appliquer l'embargo. La seule manifestation populaire de soutien à Tripoli dans le monde arabe a eu lieu, jeudi, dans les territoires occupés par Israël, où les Palestiniens ont massivement répondu à un appel à la grève générale, lancé par la direction unifiée de l'intifada. Selon IANA, le colonel Kadhafi s'était entretenu au téléphone, jeudi, avec son homologue égyptien, M. Hosni Moubarak avec lequel il se serait « mis d'accord sur la nécessité de poursuivre conjointement leurs efforts en vue de désamorcer la crise ».

De son côté, M. Ibrahim El Bechari, le ministre des affaires étrangères, avait affirmé que Tripoli était à la recherche d'une solution « honorable et acceptable » pour régler son différend avec l'ONU. « Nous ne sommes pas enclins comme on nous accuse de l'être », a-t-il déclaré. - (AFP, Reuters)

# Merci!

Plus de 100 sociétés françaises aident Boeing à construire des avions et d'autres produits aérospatiaux destinés à des clients dans le monde entier.

Au cours des cinq dernières années, les hommes et les femmes de ces sociétés françaises nous ont fourni

des produits et des services de qualité, d'une valeur de quelque 4 milliards de dollars.

Ce faisant, ils ont acquis une réputation qui les place au tout premier rang de l'industrie aérospatiale dans le monde, en qualité et en fiabilité. Et ils

ont contribué ainsi à faire bénéficier Boeing de la même réputation.

A toutes ces sociétés, à ces hommes et femmes, nous adressons un grand merci pour leurs accomplissements et nos vœux de succès pour l'avenir.

BOEING



## EUROPE

RUSSIE : le Congrès adopte un double nom pour l'Etat

### M. Gaïdar confirme les mesures d'adoucissement de l'austérité

Au lendemain de sa victoire au Congrès des députés de Russie, l'économiste en chef du gouvernement Eltsine, M. Egor Gaïdar, a exposé jeudi 16 avril, les modifications qu'il entend appliquer à son programme de réformes. Mais il apparaît que les adoucissements apportés à sa « thérapie de choc », concertée avec le FMI, avaient déjà été annoncés, dans leurs grandes lignes, avant la bataille parlementaire.

Les députés, de leur côté, étaient lancés jeudi dans une nouvelle bataille, celle du nom que doit porter leur Etat. Abordant jeudi, pour la troisième fois en dix jours, cet épineux sujet, ils ont voté massivement pour la dénomination pré-révolutionnaire et impériale de « Russie », écartant le choix de « Fédération de Russie » fait fin décembre par le Soviet suprême. Le Parlement réduit. Les résultats du vote ont été accueillis

par une ovation des russo-patriotes, mais aussi par les véhémentes protestations des représentants des peuples minoritaires, que le président Eltsine avait — son sans peine et à l'exclusion des Tatars et des Tchétchènes — amenés à signer, à la veille du Congrès, un « traité de la Fédération ». « En prenant cette décision, le Congrès donne des arguments insurmontables aux séparatistes », a lancé un député, soutenu par le conseiller militaire du président Eltsine, le général Dmitri Volkogonov.

Vendredi, revenant sur le sujet, le Congrès a donc opté, par 759 voix contre 77 et 309 abstentions, pour un nom double : « Fédération de Russie, Russie ». Le vote prévoit que les deux noms peuvent aussi être utilisés séparément. [La veille] déjà, les travaux du Congrès avaient pris des allures de lécousse : les députés s'étaient ainsi occupés d'examiner les

plans d'un appartement de 400 mètres carrés habités par leur président Rouslan Khasboulatov, ainsi que des photocopies de factures de son récent voyage en Italie. M. Gaïdar, pour sa part, a estimé, lors d'une conférence de presse, que la « déclaration de soutien » à sa politique de réformes, votée mercredi par le Congrès, donne au gouvernement « les mains libres » pour les poursuivre. Mais il a confirmé le renforcement de la stricte politique d'austérité pour préserver la stabilité de milliers d'entreprises. Les mesures proposées — et déjà évoquées — ne « relanceront pas l'inflation », a-t-il affirmé.

Il s'agit de 200 milliards de roubles de crédits à débiter entre avril et octobre, du report de la libération des prix de l'énergie et de la relaxation des politiques fiscales et sociales.

CEI

### L'accord sur le transfert des armes nucléaires tactiques a été signé par MM. Kravtchouk et Eltsine

Les présidents Eltsine et Kravtchouk ont signé un accord sur le transfert des charges nucléaires tactiques du territoire ukrainien vers des bases russes afin d'y être détruites, a annoncé, jeudi 16 avril, le ministère russe des affaires étrangères.

Le président ukrainien a confirmé, auprès d'une délégation américaine, qu'il avait signé ce document. Les Etats-Unis, a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Margaret Tutwiler, sont « heureux » de l'apprendre. « D'après ce que nous avons compris, le transfert (de ces armes) va reprendre immédiatement », a précisé M. Tutwiler. M. Kravtchouk avait annoncé le 12 avril qu'il sus-

pendait les transferts jusqu'à la réception de garanties de Moscou que les armes seraient bien détruites.

Par ailleurs, la Russie et l'Ukraine ont repris jeudi à Kiev des discussions préliminaires aux négociations sur le partage de la flotte de la mer Noire. Un groupe d'experts russes, conduit par M. Iouri Doubina, ex-ambassadeur en France et aux Etats-Unis, a rencontré le groupe ukrainien dirigé par M. Anton Boutenko, premier conseiller au président aux affaires internationales. Alors que les dirigeants de Moscou ont réussi pour le moment à éviter que le Congrès de Russie ne débâte de l'épineuse question, auprès de l'appartenance

de la Crimée, un porte-parole de M. Eltsine a indiqué que le président russe avait prévu de débattre du problème de la flotte avec son homologue ukrainien.

Un accord de principe a par ailleurs été signé jeudi à Bakou pour le partage de la flottille de la mer Caspienne : un quart de celle-ci reviendra à l'Azerbaïdjan, un quart à la Russie, et le sort de la moitié restante sera décidé lors de négociations avec les deux autres Etats riverains : le Kazakhstan et le Turkménistan. L'Azerbaïdjan, estimant que le gros de cette flottille était basé et entretenu dans ses ports, revendique une plus grande part de celle-ci. — (AFP, Tass)

Pour que Belgrade cesse d'intervenir en Bosnie-Herzégovine

### Les Etats-Unis accentuent leur pression sur la Serbie

Accentuant leur pression sur la Serbie afin que celle-ci mette fin à son intervention en Bosnie-Herzégovine, les Etats-Unis ont indiqué qu'ils demanderaient une réunion d'urgence de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) pour envisager l'expulsion de la Yougoslavie (maintenant réduite à la Serbie et au Monténégro) si cette ingérence n'a pas cessé d'ici au 29 avril. La CSCE a déjà condamné l'intervention des forces serbes et fédérales en Bosnie (le Monde du 17 avril). De son côté, M. Roland Dumas a déclaré, jeudi 16 avril, que la France avait « mis en garde la Serbie pour ses agissements ». Sur place, l'envoyé spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance, a eu des entretiens avec toutes les parties en conflit.

BELGRADE

de notre correspondante

Estimant que « l'application de l'accord de cessez-le-feu conclu à Sarajevo le 12 avril sous l'égide de la CSCE est une priorité », M. Cyrus Vance a répété, jeudi 16 avril, à l'issue d'entretiens avec les dirigeants des trois communautés — musulmans, serbes et croates — de Bosnie-Herzégovine, que « l'on ne peut pas trouver d'issue à la crise par les armes ». Rejetant une demande du président bosnien Alija Izetbegovic, M. Vance a en outre réaffirmé que les troupes de l'ONU ne seraient pas déployées en Bosnie-Herzégovine. Avant de quitter Sarajevo, il a également déclaré : « J'ai de l'espoir mais le chemin sera long et pénible car la situation est particulièrement compliquée ».

Sarajevo fonde ses derniers espoirs sur la mission de l'ancien secrétaire d'Etat américain, tandis que le conflit s'étend et que l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine — pour laquelle

s'est prononcée une grande partie des musulmans et des Croates — est contestée par les milices serbes et l'armée serbo-fédérale qui prennent, chaque jour, le contrôle de nouveaux territoires.

Ajoutant même que l'émigration des Nations unies était sur place, des chars et des blindés de l'armée serbo-fédérale étaient déployés dans le sud-est de la capitale, empiétant l'accès des quartiers périphériques de Dobrinja et de Megenj aux autorités bosniaques. Ces quartiers ont été proclamés « territoires serbes » par le leader serbe Radovan Karadzic. De plus, les unités de l'armée venues de Serbie et qui encadraient depuis deux jours Visegrad (63 % de musulmans et 33 % de Serbes), dans l'Est de la République, près de la frontière avec la Serbie, sont entrées jeudi dans la ville. Son accès a été interdit aux observateurs européens ainsi qu'aux civils venus pour enterrer leurs morts.

AN HANC

des accusés

Les milices serbes, qui contrôlent désormais les principales villes de la vallée de la Drina, non loin de la frontière avec la Serbie, installent de nouvelles autorités locales dépendant de « la République serbe de Bosnie-Herzégovine », qui a proclamé son indépendance après la reconnaissance internationale de la Bosnie-Herzégovine. Ces autorités sécessionnistes serbes ont décrété la mobilisation générale sur l'ensemble de leur territoire. De plus, elles ont demandé la reconnaissance de la « République serbe de Bosnie-Herzégovine » par la CSCE et son adhésion à la CSCE. Cette « République » compte par ailleurs établir des relations diplomatiques avec la Serbie.

Les menaces de Washington et de la CSCE contre la Serbie ont provoqué un véritable choc dans la plus grande des six Républiques de l'ex-Yougoslavie, d'autant que le régime de Zagreb a été épargné par les critiques de la communauté internationale. Belgrade, qui s'est vantée d'avoir rejeté les « ultimatums » de la

Communauté européenne lors du conflit en Croatie, arguant qu'ils étaient le fruit de la « politique néo-mondiale allemande », est, cette fois-ci, mise au banc des accusés par plus de cinquante pays.

Les efforts de la diplomatie serbe pour rassurer du soutien des Etats-Unis — qui ont attendu le 6 avril pour reconnaître la Slovénie et la Croatie — ont échoué : le régime de M. Milosevic ne peut désormais plus prétendre, devant l'opinion serbe, avoir les faveurs d'une puissance étrangère. L'offensive diplomatique menée contre la Serbie peut entraîner deux sortes de réactions : une perte de confiance totale des Serbes dans la politique du président Milosevic ou, au contraire, le réveil d'un orgueil national démesuré qui pourrait engendrer un durcissement de M. Milosevic. Les accusations de l'Occident provoqueraient vraisemblablement une grave crise politique en Serbie, opposant les partisans de l'ouverture aux tenants de l'inflexibilité.

Déjà, le leader ultra-nationaliste du Parti radical serbe, M. Vojislav Seselj, qui, selon les derniers sondages, recueille plus de 17 % des intentions de vote, a accusé les Etats-Unis de s'être rangés du côté des ennemis de la Serbie et a songé, au nom de « la liberté et de l'indépendance du peuple serbe », de rejeter l'ultimatum américain. D'autre part, le premier ministre de Serbie, M. Radovan Karadzic, a affirmé que Belgrade « ne céderait pas aux pressions qui nuisent à la dignité de la Serbie et à sa souveraineté économique », soulignant toutefois que la Serbie était prête au dialogue. L'opposition démocratique, hostile à la guerre en Bosnie, insiste, pour sa part, sur le fait que Washington condamne avant tout le régime du président Milosevic et non le peuple serbe. Le ministre des affaires étrangères de Serbie, M. Vladislav Jovanovic, a, quant à lui, essayé de calmer les esprits en affirmant devant le Parlement que la déclaration de la CSCE « ne constituait pas un ultimatum ».

FLORENCE HARTMANN

## AMÉRIQUES

PÉROU : après la suspension des institutions démocratiques

### Le président Fujimori préconise un « large dialogue national »

Le président Alberto Fujimori a annoncé, jeudi 16 avril, lors d'une rencontre avec les correspondants de la presse étrangère, qu'il appelait, le 1<sup>er</sup> mai, à un « large dialogue national » sur les réformes arrêtées après son coup de force du 5 avril.

LIMA

de notre correspondante

« Il n'y aura aucune restriction à la participation des forces politiques », a déclaré M. Fujimori. Nous cherchons une représentativité totale, respectant les recommandations de l'Organisation des Etats américains (OEA). Mais nous défendons le point de vue de la population, c'est-à-dire la réforme de la Constitution. M. Fujimori a aussi annoncé que le pouvoir judiciaire sera restructuré sous deux mois et que le Parlement sera rétabli avant dix-huit mois, à la différence près que le nombre des représentants pourrait être réduit de moitié et les deux chambres fusionnées. Il s'est, d'autre part, engagé à organiser, le 8 novembre prochain, comme prévu, des élections municipales et régionales. Jusqu'où ira la participation des partis politiques au dialogue proposé ? « Ils doivent se renouveler de leur propre initiative et leurs représentants être élus sans manipulation », a insisté le chef de l'Etat. Faisant allusion à l'ancien président Alan Garcia, sous le coup de poursuites pour détention illégale d'armes, il a précisé qu'il n'y avait pas d'ordre d'arrestation des opposants.

M. Fujimori a reconnu qu'il n'avait pas mesuré le choc provoqué à l'étranger par sa décision de suspendre la démocratie. « Je n'avais pas pensé que cela se ferait avec l'intervention des chars, la censure de presse, etc. Mais c'est justement ce que nous sommes en train de corriger. » Il a assuré que

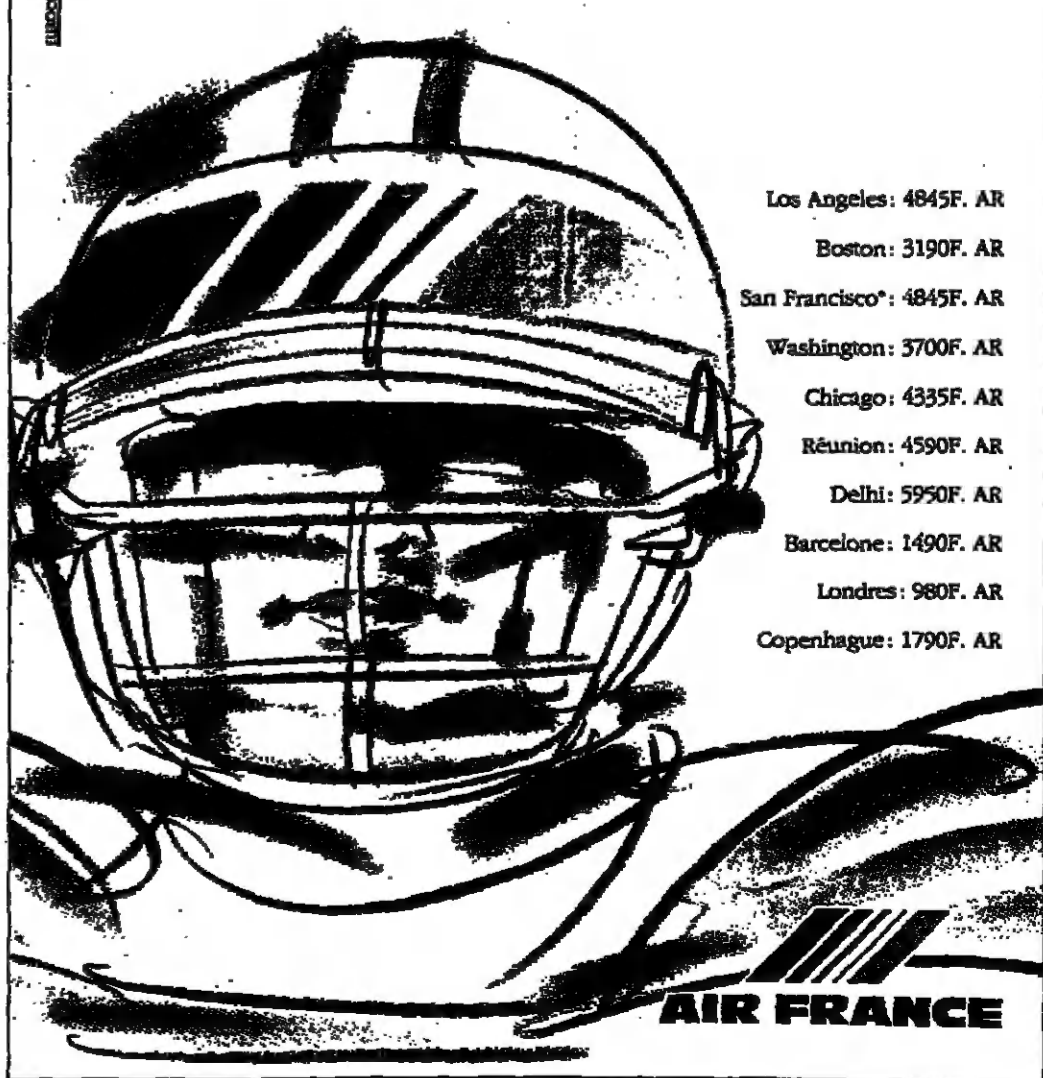
la liberté d'expression serait respectée et que les mesures prises, en novembre pour la limiter ne seraient pas appliquées.

De son côté, le sénateur Maximo San Roman, qui vient d'assister, à Washington, à la réunion extraordinaire de l'OEA en tant que représentant du régime constitutionnel et qui, dès son retour à Lima, devrait prêter serment devant le Congrès comme nouveau président, s'est élevé, dans une déclaration faite à l'hebdomadaire Caritas, contre « un retour à l'époque des monarchies absolues ». « Il est clair, a-t-il ajouté, que je n'ai pas été tenu au courant (du putsch) et que je ne pouvais deviner que [le chef de l'Etat] pouvait se lancer dans une piscine dépourvue d'eau et, ce qui est pire, jeter le pays dans un pré-éclipse. » A l'en croire, il aurait reçu l'appui de nombreux chefs militaires. « M. Fujimori, a-t-il conclu, a violé la Constitution, et s'il lui reste un peu de dignité, il n'a plus qu'à démissionner. »

NICOLE BONNET

HAÏTI : le président « provisoire » qualifie l'embargo de « raciste ». — Le président « provisoire », M. Joseph Nérette, a déclaré, jeudi 16 avril, que la levée de l'embargo international frappant son pays constitue une « condition préalable » à l'organisation de nouvelles élections, après le renversement du président Jean-Baptiste Aristide par l'armée au mois de septembre. Il a souligné les « graves menaces » qui pèsent sur la vie de milliers d'enfants haïtiens. A son avis, cet embargo « constitue une mesure de discrimination raciale. Les Etats-Unis et l'Organisation des Etats américains ont toujours fait deux poids deux mesures. Il y a une solution pour les Blancs et une solution pour les Nègres ». — (AFP)

### New York: 3190F. AR Embarquement immédiat



Los Angeles: 4845F. AR  
Boston: 3190F. AR  
San Francisco: 4845F. AR  
Washington: 5700F. AR  
Chicago: 4335F. AR  
Réunion: 4590F. AR  
Delhi: 5950F. AR  
Barcelone: 1490F. AR  
Londres: 980F. AR  
Copenhague: 1790F. AR

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France. • Vols UTA.

RENNES NOTRE SUPPLÉMENT  
RADIO  
Le Monde TÉLÉVISION



## PROCHE-ORIENT

IRAN : les résultats définitifs du premier tour des élections législatives

## Une victoire personnelle du président Rafsandjani

Les résultats définitifs du premier tour des élections législatives, rendus publics jeudi 16 avril, confirment l'écrasante défaite de la liste présentée par l'Association des religieux combattants (Rouhaniyoun) et de leurs sympathisants « radicaux », qui disposaient d'une confortable majorité dans l'Assemblée (Majlis) sortante. Ils n'ont réussi qu'à faire élire une dizaine de leurs en province, alors que la plupart des cent trente-trois nouveaux élus sont généralement considérés comme des partisans de l'Association - rivale - du clergé combattant (Rouhaniyoun), qui jouit de l'appui du président Rafsandjani. A Téhéran, seuls deux candidats, presque apolitiques, de la liste des Rouhaniyoun ont été élus au premier tour. Mais les partisans du président Rafsandjani sont bien placés pour remporter la quasi-totalité des vingt-huit autres sièges, lors du second tour, le 8 mai.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Beau joueur, l'hodjatolislam Mousavi Khoeini, mentor des étudiants de la ligne de l'imam Khomeiny, qui priment d'assaut l'ambassade des États-Unis en 1979, a reconnu jeudi la défaite des « radicaux », en affirmant que ses amis « respectaient la décision de la nation » et souhaitaient « un plein succès » aux nouveaux élus.

Il n'empêche que certains de ses amis ont souligné les « irrégularités » qui, selon eux, ont entaché le scrutin, notamment lors du dépouillement qui a eu lieu, conformément aux règlements en vigueur, en l'absence de représentants de l'opposition.

Même s'il y a bien eu quelques irrégularités, elles ne peuvent expliquer le véritable naufrage qu'ont subi les « radicaux », un effet de la faiblesse de leur organisation, de leur idéologie et de leurs élections. Ceux que, pour des raisons de com-



PANCHE

modité, on qualifie de « radicaux » constituant en fait un ensemble hétéroclite de groupements dont le seul lien est l'« anti-américanisme » et un attachement indéfectible à l'héritage populiste de l'imam Khomeiny en faveur des moustafines (les déshérités pour lesquels a été faite la révolution islamique). C'est sur cette base que les Rouhaniyoun critiquaient au Majlis la politique d'ouverture économique de M. Rafsandjani, favorable aux investissements étrangers et à un rapprochement avec l'Occident, qui pourrait compromettre l'indépendance de l'Iran, à laquelle l'imam défunt était particulièrement attaché. Ils n'ont cependant jamais proposé un programme de renouveau valable. La plupart des intellectuels radicaux, surtout parmi les jeunes khomeinistes, ne se reconnaissent pas dans les Rouhaniyoun et n'ont montré aucun enthousiasme pour appuyer leurs candidats.

Autre facteur de la défaite des « radicaux » : l'incroyable pression à laquelle ils ont été soumis de la part des responsables politiques et religieux de Téhéran. Théoriquement, la télévision et la radio, entièrement contrôlées par l'État, sont censées neutres dans la lutte électorale, les candidats des deux bords étant

interdits d'antenne. Mais elles ont largement rapporté les propos des officiels critiquant sévèrement les Rouhaniyoun. Ainsi, dans un sermon télévisé, le 28 mars, deux jours avant l'ouverture officielle de la campagne électorale, le « guide de la République », l'ayatollah Ali Khamenei, a-t-il implicitement mis les électeurs en garde contre les candidats radicaux. « Supposez, a-t-il dit, que vous élisiez un député et que ce dernier utilise la plateforme du Majlis pour insulter le gouvernement et empêcher son action. Que pensez-vous d'un tel candidat ? Est-ce que le peuple a besoin d'un tel candidat ? Est-ce que l'âme de l'imam veut cela ? » L'ayatollah Khamenei n'a pas cité de noms, mais tout le monde a compris qu'il s'agissait de bannir les « radicaux » du Majlis.

De même, en désignant quelques quatre-vingts candidats des Rouhaniyoun, le Conseil de surveillance de la Constitution, qu'un député radical qualifiait d'« épée brandie au-dessus de nos têtes », a lourdement pesé sur le résultat des élections. L'un de ses membres, l'ayatollah Khamenei, est allé même jusqu'à affirmer que le Conseil avait le droit d'empêcher l'entrée au Parlement des « mauvais éléments », « en les arrêtant éventuellement avec

du... DDT ». La pression officielle a été tellement forte que les Rouhaniyoun ont même envisagé à un certain moment de boycotter les élections. Ce n'est qu'à la suite d'un long débat interne qu'ils se sont rangés à l'avis de l'hodjatolislam Khomeini, qui a fait valoir qu'il ne fallait pas rompre les ponts avec le régime.

En tous les cas, on peut affirmer sans se tromper que la victoire des Rouhaniyoun est avant tout la victoire du président Rafsandjani, généralement considéré comme étant « celui qui est en train de détruire le carcan révolutionnaire et idéologique qui a frappé de paralysie le pays ». A tort ou à raison, une importante partie de la population, qui souffre de la hausse incessante du coût de la vie, estime que si on laisse faire le chef de l'État, ce dernier finira par ramener la prospérité dans le pays, « comme au temps du chah », disent les adversaires monarchistes du régime. Ces derniers, et c'est là l'un des paradoxes du premier tour, semblent avoir voté en masse pour les amis de M. Rafsandjani, « la moins mauvaise des solutions ». Ainsi que l'expliquait avec malice un *taghout* (terme péjoratif désignant les monarchistes), en citant un proverbe persan : « En enfer, il existe des scorpions qui venin tellement dangereux qu'il vaut mieux y côtoyer les serpents ».

JEAN GUEYRAS

Accord entre l'Iran et l'Irak sur le rapatriement des prisonniers. Des représentants de l'Iran et de l'Irak, réunis jeudi 16 avril à Genève à l'initiative du Comité international de la Croix Rouge (CICR), se sont mis d'accord sur un plan de rapatriement des prisonniers de guerre (le Monde du 17 avril). Ils ont décidé de reprendre les opérations de rapatriement avant le 1<sup>er</sup> mai. A Bagdad comme à Téhéran, on disposera de la documentation remise par le CICR. Toutefois, l'Irak a déclaré comme « disparus » des grades iraniens capturés. Téhéran, de son côté, a contraint durant la guerre des milliers de prisonniers à manifester leur foi chrétienne ou d'adhérer ces hommes à regagner leur pays, où ils craignent des représailles. (Corresp.)

Malgré les protestations israéliennes

## Washington refuse de dénoncer la rencontre entre M. Arafat et des Palestiniens des territoires occupés

Le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, et la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël ont dîné ensemble, mercredi 15 avril au Caire. M. Arafat est apparu « rayonnant, en pleine forme et de très bonne humeur » au cours de ce dîner, offert par l'ambassadeur de Palestine au Caire, M. Seld Kamal, en l'honneur des vingt-cinq membres de la délégation des territoires occupés, parmi lesquels M. Fayçal Hussein, chef du comité d'orientation, et M. Hanane Achraoui, porte-parole aux négociations israélo-arabes, qui reprendront le 27 avril à Washington.

A Jérusalem, le directeur général de la présidence du conseil israélien, M. Yossef Ben Aharon, a évoqué la possibilité de poursuites judiciaires contre ces personnalités pour avoir rencontré le chef d'une « organisation terroriste ». Pour leur part, les États-Unis ont estimé que les Palestiniens étaient libres de rencontrer qui ils voulaient et que leur entrevue avec M. Arafat n'aurait pas d'impact sur le processus de paix. « Nous ne contrôlons pas qui les gens doivent ou non rencontrer », a déclaré le porte-parole du département d'État, M. Margaret Tutwiler. (AFP)

M. Terry Waite et la tentation de l'évasion

## Les scrupules d'un otage

Aurait-il préché par exemple de pacifisme ? Rester en captivité, au Liban, pendant cinq ans, Terry Waite n'a pas saisi, en effet, le chaos de diriger contre son geôlier une arme chargée qui se trouvait à sa portée. C'est du moins ce que raconte l'ancien otage britannique, dans un entretien diffusé vendredi 17 avril par la chaîne américaine ABC.

L'occasion d'échapper à ses ravisseurs s'est offerte à lui un jour où on lui avait retiré ses menottes pour lui permettre d'aller aux toilettes. « La porte était fermée, se souvient-il. C'est alors que j'ai découvert une arme automatique au-dessus du réservoir de la chaise d'eau. Je me suis dit : voici une chance à saisir. Mais l'émissaire de l'archevêque de Canterbury, qui fut libéré au mois de septembre 1991, n'a pu se résoudre à en faire usage : « Si j'avais pris cette arme, j'aurais été un assassin... Et je me suis dit : non, je dois m'en tenir à ce que je crois. » (Rueux.)

Une modification au profit de l'émirat

## L'ONU fixe le tracé de la frontière terrestre entre le Koweït et l'Irak

Le Koweït a officiellement récapitulé, jeudi 16 avril, une partie de son territoire, riche en pétrole, jusqu'ici placé sous souveraineté irakienne. La commission spéciale de l'ONU, composée d'experts koweïtiens, irakiens, néo-zélandais et suédois, a décidé à la majorité - l'Irak n'ayant pas pris part au vote - de déplacer de quelque 600 mètres, au profit de l'émirat, une grande partie de la frontière terrestre irako-koweïtienne.

Cette modification permet au Koweït de récupérer plusieurs puits de pétrole, du champ de Roumeila notamment, et une partie de la ville portuaire irakienne d'Oum-Qasr, sur le Khor Abdallah, un bras de mer donnant accès aux eaux du Golfe. Oum-Qasr est l'un des seuls débouchés maritimes irakiens, celui de Basorah, sur le Chatt el Arab, n'étant plus praticable depuis la guerre entre l'Irak et l'Irak. La contestation de l'ancien tracé avait servi de prétexte à l'Irak pour envahir le Koweït en août 1990.

La commission de l'ONU se réunira en juillet prochain pour délimiter les 40 kilomètres de frontière maritime entre les deux pays, dans le Khor Abdallah. (AFP, Reuters.)

## AFRIQUE

MAURITANIE : passage d'un régime militaire à une démocratie « islamique »

## Les intégristes en terre de mission

L'investiture du colonel Maouya Ould Taya comme chef de l'État devait marquer, samedi 18 avril, le passage de la Mauritanie à un régime démocratique après treize ans de régime militaire. Cette « République » n'en est pas moins, comme la précédente, qualifiée d'« islamique », mais les intégristes entendent donner un véritable contenu à ce terme.

NOUAKCHOTT

de notre envoyé spécial

Drôle de « République islamique » qui tolère que les femmes déambulent à visage découvert, que les fumeurs tirent sur leurs cigarettes pendant le jeûne du ramadan, que les fidèles pratiquent sereinement leur religion. Encore très accroché à un mode de vie traditionnel, la Mauritanie n'est pas aussi violemment exposée aux agressions de la modernité que le sont ses voisins maghrébins. « Il n'y a pas, chez nous, de terreau favorable au développement de l'intégrisme », font observer beaucoup d'autochtones.

Et pourtant, la décision d'appliquer la charia (loi islamique) remonte au mois de juillet 1980, sous la présidence du lieutenant-colonel Ould Haidallah, qui l'avait prise non seulement pour plaire au bailleur de fonds saoudien mais encore pour rassurer les milieux ultraconservateurs, irrités par l'abolition de l'esclavage. Du régime civil de M. Moktar Ould Daddah, qui eut en main les destinées du pays au lendemain de l'indépendance, les militaires n'avaient voulu garder en héritage que « l'islam sans le socialisme ».

En brousse aussi bien qu'à Radio-Mauritanie, les chefs religieux haussent alors le ton tandis que le président consulte, pour un oui ou pour un non, son marabout, Ely Cheikh (1). Et, au nom d'Allah,

une dizaine de mauvais musulmans sont amputés ou exécutés. Les rigueurs des serviteurs de Dieu faibliront très vite. Shit installé au pouvoir, le colonel Ould Taya - aujourd'hui président de la République - a mis en veilleuse la charia dans ses dispositions les plus incongrues.

Malgré tout, les islamistes n'ont jamais cessé de creuser leur sillon. Jadis, ils s'appuyaient sur les chefferies traditionnelles et évoluaient dans les allées du pouvoir en tenant un discours très conservateur. Les liens qu'entretenait la Mauritanie avec l'Arabie saoudite et les Emirats du Golfe favorisaient leurs desseins. Reste, de cette époque, l'interdiction de la vente et de la consommation d'alcool sur toute l'étendue du territoire - pêcheurs et mineurs à Nouadhibou échappant toutefois au régime sec.

La guerre du Golfe puis l'ouverture démocratique ont redonné du tonus aux islamistes. Tenant un discours cette fois populiste et violent - leur chef de file, l'imam Sidi Yahya a déjà été interpellé deux fois - les intégristes ont alors adopté une stratégie d'opposition au pouvoir. Ils se font, pour les besoins de leur cause, les défenseurs des exclus et des opprimés, prêchant l'abolition effective de l'esclavage, la réconciliation entre Arabes et Nègro-Africains, et même l'émancipation de la femme.

« Très dociles »

Lorsque au mois de juillet dernier, les formations politiques sont autorisées à se constituer, les islamistes déposent pour la leur - l'Oumma - une demande d'agrément que les autorités rejettent aussitôt. Au mois de septembre, dans une lettre ouverte, 440 personnes qui évoluent dans la mouvance intégriste demandent au chef de l'État l'application de la charia dans tous les domaines. Lors de la

récente campagne présidentielle, M. Ahmed Ould Daddah, le candidat malheureux de l'opposition, promet de revenir sur le refus du pouvoir de reconnaître le parti de Dieu.

Faute de mieux, les intégristes trouvent leur place au sein de l'Union des forces démocratiques (UFD), le principal parti d'opposition, à la grande satisfaction de leurs compagnons de route, qui trouvent ces « marginaux » comme toute « peu inquiétants politiquement parlant et très dociles ». En revanche, les gens au pouvoir conviennent qu'il importe de définir une stratégie face au danger islamiste, et qu'en tout état de cause « il faut éviter de laisser pourrir la situation sociale ».

Déjà, dans les bidonvilles de Nouakchott, où beaucoup ont élu domicile, les islamistes sont à l'œuvre, géant, ici et là, des sortes de « restes du camp ». Dans ces quartiers pauvres, l'imam Sidi Yahya a même confié la charge de petites mosquées à des parias, des Haratines, descendants des esclaves noirs. Les intégristes, dont l'alle dure est composée de jeunes et d'enseignants et qui disposent de deux hebdomadaires en langue arabe - *la Réforme* et *la Vérité* - s'emploient à encadrer la population.

Des « frères » étrangers - algériens, pakistanais, soudanais et tunisiens - entre autres - leur prêtent main forte pour mener à bien tout ce travail de mission. Certains sont étudiants, d'autres vacataires à l'université ou dans des instituts privés. On ignore leur nombre : au moins quelques dizaines. « Mais, affirment des observateurs locaux, il en arrive encore ». Pour faire en sorte que la Mauritanie honore son titre de « République islamique ».

JACQUES DE BARRIN

(1) Voir Tribus, ethnies et pouvoir en Mauritanie, de Philippe Marchesin, éditions Karthala, 437 pages, 180 F.

RWANDA

## Un gouvernement de transition a été formé

Le premier ministre rwandais, M. Dismas Nsengiyaremye, a annoncé, jeudi 16 avril, quatorze jours après sa nomination, la formation d'un gouvernement de transition de dix-neuf membres (dont dix nouveaux), représentant les cinq principaux partis politiques du pays.

Ces cinq formations avaient signé, le 5 avril, un protocole d'entente sur la répartition des portefeuilles ministériels, après que le président, le général-major Juvénal Habyarimana, ait accédé au désir de l'opposition en choisissant comme chef du gouvernement M. Nsengiyaremye, issu du Mouvement démocratique républicain (MDR, opposition). Le MDR a obtenu en outre les ministères de l'information, des affaires étrangères et de la coopération, et de l'enseignement secondaire.

Neuf portefeuilles ont été attribués au Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique), dont ceux de l'intérieur, que garde M. Faustin Muryayezu - ancien on reprochait de ne pas avoir pu contenir les troubles ethniques de début mars - et de la défense. Ce dernier échoit à un civil, M. James Gasana, ministre de l'Agriculture dans le précédent gouvernement. (AFP)

ZAIRE

## La Conférence nationale s'est proclamée « souveraine »

La Conférence nationale zairoise, dont les travaux avaient repris le 6 avril après plus de deux mois d'interruption, s'est, mercredi 15 avril, déclarée « souveraine », ses décisions étant impératives, exécutoires et opposables à tous.

L'opposition souhaitait cette proclamation, tandis que les partisans du pouvoir voulaient que le caractère exécutoire des décisions ne touche en aucun cas les institutions en place. Après des discussions houleuses, les députés ont finalement décidé d'élaborer un projet de constitution à soumettre à référendum, de déterminer la place et le rôle des forces armées, d'organiser une période de transition et de mettre en place des organes d'exécution, de contrôle et de suivi de leurs décisions. (AFP)

blicain (MDR, opposition). Le MDR a obtenu en outre les ministères de l'information, des affaires étrangères et de la coopération, et de l'enseignement secondaire.

Neuf portefeuilles ont été attribués au Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique), dont ceux de l'intérieur, que garde M. Faustin Muryayezu - ancien on reprochait de ne pas avoir pu contenir les troubles ethniques de début mars - et de la défense. Ce dernier échoit à un civil, M. James Gasana, ministre de l'Agriculture dans le précédent gouvernement. (AFP)

Le 5 avril, un protocole d'entente sur la répartition des portefeuilles ministériels, après que le président, le général-major Juvénal Habyarimana, ait accédé au désir de l'opposition en choisissant comme chef du gouvernement M. Nsengiyaremye, issu du Mouvement démocratique républicain (MDR, opposition). Le MDR a obtenu en outre les ministères de l'information, des affaires étrangères et de la coopération, et de l'enseignement secondaire.

Neuf portefeuilles ont été attribués au Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique), dont ceux de l'intérieur, que garde M. Faustin Muryayezu - ancien on reprochait de ne pas avoir pu contenir les troubles ethniques de début mars - et de la défense. Ce dernier échoit à un civil, M. James Gasana, ministre de l'Agriculture dans le précédent gouvernement. (AFP)

KENYA : cinquante morts dans un accident d'avion

Cinquante personnes ont trouvé la mort, jeudi 16 avril, dans l'accident d'un avion de l'armée de l'air kényane, qui s'est écrasé sur un immeuble situé dans un quartier pauvre de Nairobi, a indiqué la police. (Reuters, AFP)

Le rédacteur en chef d'un hebdomadaire d'opposition arrêté

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'opposition Society, M. Pius Nyanjira, et son épouse, ont été arrêtés à Nairobi, jeudi 16 avril, ont indiqué leurs avocats. (AFP)

## Le pape demande un allègement de l'embargo à l'encontre du « peuple irakien »

Le pape a lancé, mercredi 15 avril, un appel aux « responsables de la vie internationale », afin qu'ils allègent l'embargo à l'encontre de l'Irak. Jean-Paul II n'a pas mentionné explicitement l'embargo, mais il a souligné que « des mesures appropriées soient prises pour mettre fin à la triste situation dans laquelle se débat le peuple irakien ». Une délégation du Vatican, dirigée par Mgr Alois Wagner, vice-président du conseil « Cor Unum », chargé de coordonner l'activité d'assistance de l'Eglise catholique, s'est rendu récemment en Irak.

A son retour à Rome, lundi 13 avril, Mgr Wagner avait déclaré qu'il était urgent de réduire progressivement l'embargo infligé à l'Irak. « Les Irakiens, avait-il affirmé, ont sans aucun doute besoin d'une certaine ouverture, progressive et contrôlée, qui leur permette au moins de recevoir et d'acheter avec plus de facilité des médicaments et d'autres denrées essentielles ». (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TELEVISION

DEMAIN DANS

Le Monde

HEURES LOCALES

SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE Comment fonctionnent les autonomies locales

SAMEDI 18 avril (daté dimanche 19/20)

LES POUR

QU NOUS

R

(\*) Médiamétrie "7"



**LES CHIFFRES SONT CRUELS  
POUR CEUX QUI NOUS VOIENT  
D'UN OEIL NOIR,  
QUAND TANT DE GENS  
NOUS ECOUTENT AVEC PLAISIR !**



**1<sup>er</sup> réseau national\***  
**avec 23,6 %**

France Inter, France Info,  
France Culture, France Musique,  
Radio Bleue, Fip et les Locales  
remercient les 10 703 000 auditeurs\*  
qui les écoutent chaque jour.

(\*) Médiamétrie "75000" Jan / Fev / Mars 92.



## POLITIQUE

# La préparation de la réforme constitutionnelle liée à la ratification du traité de Maastricht

## Le Conseil d'Etat approuve le projet gouvernemental

L'assemblée générale du Conseil d'Etat a approuvé, jeudi 16 avril, le projet de réforme de la Constitution préparé par le gouvernement, souhaitant seulement qu'il soit précisé qu'il s'agit de rendre possible l'application du traité de Maastricht.

Le texte préparé par l'Elysée et par Matignon est simple (le Monde du 17 avril). Il prévoit d'insérer dans la Constitution un nouveau titre dit « de l'union européenne ». Celui-ci comprendrait deux articles. Le premier serait ainsi rédigé : « Sous réserve de réciprocité, la

France consent aux transferts de compétences nécessaires à l'établissement de l'union économique et monétaire européenne, ainsi qu'à la détermination des règles relatives au franchissement des frontières extérieures des Etats membres de la Communauté. » Le second indiquerait : « Sous réserve de réciprocité, les ressortissants des Etats membres de la Communauté européenne résidents en France sont électeurs et éligibles aux élections municipales. Ils ne peuvent ni exercer les fonctions de maires ou d'adjoints au maire ni participer à l'élection des sénateurs. »

Les conseillers d'Etat ont d'abord longuement discuté pour savoir si cette solu-

tion, qui consiste à ajouter un titre spécifique, était préférable à la modification de tous les articles de la Constitution au regard de laquelle le traité de Maastricht a été déclaré non conforme par le Conseil constitutionnel. Comme le gouvernement, ils ont convenu que la simplicité permettait la clarté, même si cela avait l'inconvénient de risquer d'aboutir à une Constitution double. Faisant la même analyse que les gardiens de la Loi fondamentale, ils ont souhaité qu'aucun chèque en blanc ne soit donné à de futurs projets dans l'union de l'Europe. Aussi, pour que cela soit encore plus net que dans la rédaction prévue par le gouvernement, ils ont pro-

posé que, dans chacun des deux articles du projet, soit ajouté « pour l'application du traité signé le 7 février 1992 sur l'Union européenne ».

Comme à chaque fois qu'il examine un projet de loi, le Conseil d'Etat ne fait que donner un « avis » que le gouvernement peut ne pas suivre. C'est M. Pierre Bérégovoy qui devra trancher, avant de proposer un texte à M. François Mitterrand. En effet l'article 89 de la Constitution indique : « L'initiative de la révision de la Constitution appartient concurremment au président de la République sur proposition du premier ministre et aux membres du Parlement. » Contrairement aux projets de

loi ordinaires, c'est donc le chef de l'Etat qui soumettra un texte au Parlement, chargeant le chef du gouvernement ou le garde des sceaux « d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion ».

La solution retenue devrait être connue rapidement. M. Bérégovoy ayant décidé de ne pas consulter les responsables des partis politiques avant la rédaction de sa proposition, le projet devrait être définitivement adopté lors du conseil des ministres du mercredi 22 avril. Il sera immédiatement déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. La discussion parlementaire pourra alors commencer.

Th. B.

## Un entretien avec M. Léotard

Suite de la première page

— Croyez-vous que cette prise de conscience soit suffisamment forte, dans les rangs de l'opposition ?

— Sans doute pas. Nous aurions pourtant tout intérêt à dépasser au maximum les querelles partisans tout comme les pièges extérieurs, bref à tirer ce débat vers le haut. Trois questions nous sont posées. La citoyenneté européenne : c'est une chance pour nous. L'Europe est une communauté. N'est-ce pas le général de Gaulle qui a choisi ce beau mot de communauté ? Une catégorie juridique s'est déjà créée entre le national et l'étranger. Un Italien n'est plus un étranger chez nous et un Français n'est pas davantage un étranger aux Pays-Bas. Nous ne pouvons reculer. Il faut que les Français sachent que c'est demain pour eux la possibilité de voter à Berlin, à Dublin ou à Madrid. Sur l'éligibilité, en revanche, il faut dire non. La suppression de cette disposition peut se faire sans nuire aux traités.

— Autre point de discussion : la monnaie. Nous ne pouvons la voyager. Il faut aller le plus vite possible vers une monnaie européenne. La discipline communautaire sous la protection des erreurs européennes de 1981-1982 et nous avons tout intérêt à importer chez nous, si je puis dire, un peu de la sagesse allemande.

« Je crains une utilisation abusive du référendum »

— La politique extérieure commune ? La guerre du Golfe a été l'occasion pour nous d'avoir aussi tout intérêt à réunir nos analyses et à conforter la présence européenne dans le monde. Enfin, le débat sur les institutions : je continuerai à plaider pour une fédération européenne décentralisée, considérant que tout projet d'éclatement économique et politique vers l'Est appelle patience et prudence. Nous pouvons par contre être ouverts sur le thème d'une nouvelle

communauté culturelle qui permettrait à Prague ou à Saint-Petersbourg de faire partie, comme cela est évident, d'une entité culturelle.

— Des divergences sont également apparues sur la procédure à suivre. L'utilisation du référendum vous paraît-elle contestable ?

— Je crains toujours une utilisation abusive du référendum qui simplifie la question comme la réponse, se prête au césarisme ou à l'outrance. Nous ne devons pas laisser passer cette occasion de donner au Parlement du pouvoir et de la dignité.

— La stratégie obligatoire d'union entre RPR et UDF ne risque-t-elle pas une fois encore de fausser ce débat sur l'Europe ?

— L'union joue en faveur des thèses les plus responsables. Je souhaite que le RPR, petit à petit, par des efforts sur lui-même, comprenne que l'évolution nationaliste de son mouvement, lorsqu'elle se produit, est une dérive. Une famille politique qui se réclame légitimement du général de Gaulle doit se souvenir du nombre considérable d'initiatives européennes que le général avait proposées aux Français, dont la création d'un Etat franco-allemand, qui, pour le coup, constituait un véritable abandon de souveraineté.

— Imaginez-vous précisément que ces divergences sur l'Europe puissent provoquer des recensements politiques ?

— C'est possible. La question est suffisamment importante pour que se rassemblent, sur un sujet de cette nature, ceux qui partagent les mêmes convictions. Ceux qui aujourd'hui s'engagent dans une expression publique radicalement nationaliste, voire chauvine, ceux qui acceptent de se retrouver, sans autre forme de procès, aux côtés des communistes et du Front national, devront prendre leurs responsabilités. L'Europe est une chance. Elle permet à la France de respirer.

— Vous aviez qualifié ces élections régionales de « rafraîchissantes ». Jugez-vous que l'air frais a commencé à cir-

culer dans les rangs de l'opposition ?

— J'avais utilisé ce mot au soir du premier tour. J'estimais en effet que les Français avaient voté intelligemment : petit avertissement pour l'opposition, gros avertissement pour le PS, entrée des écologistes, coup d'arrêt au FN, forte participation. Trois semaines après le second tour, il faut bien admettre que l'opposition a gagné par défaut et qu'il lui faudra passer du succès à la victoire. Ma seule satisfaction réside dans le succès de notre stratégie vis-à-vis de l'extrême droite. Dieu sait ce que j'ai entendu, y compris dans mon parti, quand on me disait qu'on ne pouvait se battre sur deux fronts à la fois. Que nos seuls adversaires étaient les socialistes et qu'il importait de faire l'impasse sur le Front national.

— Croyez-vous que l'opposition en a terminé pour autant avec les socialistes et Jean-Marie Le Pen ?

— Je ne crois pas. Par un effet presque mécanique, le PS peut remonter et il y aura de nouveaux appels du pied en direction du FN. Il faudra résister à cela et convaincre les électeurs lénésistes qu'ils sont dans une impasse morale et politique.

— Ces élections n'ont-elles pas représenté aussi un succès de la stratégie d'union de l'opposition ?

— Globalement, oui ! La discipline a bien marché. Mais le problème de la droite, comme celui de la gauche, reste de savoir comment garantir cette union en préservant la diversité naturelle des courants. Je voudrais faire sur ce point une proposition institutionnelle. Puisque nous allons débattre du mode de scrutin, pourquoi ne pas admettre que, dès les prochaines élections législatives, où sera maintenu le principe majoritaire, on ne laisse se présenter au deuxième tour que les deux candidats arrivés en tête au premier ? C'est le système retenu pour l'élection présidentielle, et il empêche cette psychologie des triangulaires qui permet toutes les manipulations. Cela donnerait une chambre plus homogène à droite comme à gauche. Je suis bien sûr sceptique sur les capacités du PS à accepter cette proposition, mais l'opposition, puisque M. Bérégovoy l'a invitée au dialogue, pourrait utilement la faire sien.

— En janvier, vous expliquiez qu'il était urgent que RPR et UDF créent une formation commune. Avez-vous abandonné cette proposition ?



M. Léotard

l'électorat d'une opposition restée figée et rétrograde. Il faut reprendre ce dossier là où on l'a laissé. Stendhal parlait du « courage ridicule de la résignation ». Je ne me sens pas ce courage-là.

« Redonner la guerre des partis »

— Les débats sur Maastricht ne risquent-ils pas de fournir un échec épique à la guerre Giscard-Chirac, entendue depuis l'appel de Cochon de décembre 1978 ?

— Comment en finir avec cette situation ? C'est le thème général de beaucoup de conversations à l'intérieur de l'opposition. Mais personne n'ose le dire en public. Comme nous le constatons aujourd'hui, la pérennité de cette situation est un obstacle au renouveau de l'opposition. Les Anglais viennent de nous donner pourtant une grande leçon de démocratie. M. Thatcher, qui a su passer le relais à M. Major, lui permettant ainsi de sauver son parti, M. Neil Kinnock, qui a su prendre

acte de sa défaite... tout cela a de l'allure !

— MM. Chirac et Giscard d'Estaing viennent pourtant de montrer leur intention de mettre au point, au plus vite, le système des primaires. MM. Balladur et Baudis ont préconisé récemment qu'en cas d'élection présidentielle anticipée soient simplement convoqués les cinq à six cent mille élus de toute l'opposition. Comment accueillez-vous ces initiatives ?

— J'entends dire que des primaires pourraient se dérouler entre M. Giscard d'Estaing et M. Chirac seulement ! Ce serait une absurdité. Ce face-à-face est à l'évidence, pour l'opposition, une impasse. On se rendra compte à ce moment-là, que cette compétition se tiendra exactement vingt ans après 1974 ! C'est la raison pour laquelle j'ai pris la décision d'être présent dans ces primaires. Mais je ne m'y soumettrai que si elles se font sur la base d'une large assise populaire. Nous étions partis sur un immense collage de l'ensemble des citoyens se référant à l'opposition. Petit à petit, pour toutes sortes de raisons plus légitimes les unes que les autres, on va aboutir à un collage qui ne sera même plus celui de 1958. C'est le suffrage censitaire. Nous sommes en train d'enlever aux Français le droit de choisir leurs candidats, pour le confier à des professionnels de la politique, prêts à régler cette affaire entre eux dans l'antichambre d'un parti. Tout cela me paraît mal engagé. Car dès lors, ce n'est pas simplement la guerre des chefs qu'il faut redonner, mais aussi la guerre des partis. Ces primaires pourraient avoir pour la droite, le même effet que le congrès de Rennes pour le PS. Nous sommes parfaitement capables de faire ce genre d'erreurs.

— Que faire, si l'élection présidentielle était anticipée ?

— Il est inutile de chercher des formules magiques, on ne les trouvera pas. Dans une telle situation, mieux vaudrait s'en remettre au choix du peuple lui-même. Je me permets de vous dire que c'est ce qui nous a permis de gagner en 1974.

— Une nouvelle période de collaboration vous paraît-elle envisageable ?

— Je n'ai jamais changé d'avis sur ce point. Personne ne peut faire partir le chef de l'Etat, sauf à s'opposer à la Constitution.

— Il y a exactement trois ans, la droite était secouée par le prin-

temps des rénovateurs. On sait ce qu'il en est advenu. Ne regrettez-vous pas de ne pas vous être associé à cette entreprise qui, pour beaucoup, apparaît comme une formidable occasion ratée ?

— Je le regrette, même s'il y avait beaucoup de confusion et de contradictions. Mais je continue de croire au renouvellement de l'opposition. On ne pourra pas entraîner la jeunesse française vers des thèses libérales tant que nous n'aurons pas fait en nous-mêmes cet effort de renouveau. Nous devons reprendre le chantier de la rénovation. Qu'elles soient du RPR, de l'UDF ou chez les centristes, il existe des personnalités qui peuvent constituer une communauté d'aspiration à un très fort renouveau de la vie publique. Le débat sur l'Europe peut nous y aider, mais aussi l'écologie, le champ de l'éthique, la conviction que les procédures démocratiques à l'intérieur de l'opposition doivent être revues, et systématiquement pour permettre la montée des projets et la diffusion des responsabilités. Tous ceux qui ont eu l'espoir d'un renouvellement au printemps 1989 doivent à nouveau se retrouver dans une entreprise qui, cette fois, devra aboutir. A nous d'être plus rigoureux et, peut-être, d'être plus clairs sur nos objectifs.

— Votre démarche d'aujourd'hui ne peut-elle pas se comparer finalement à celle du candidat Giscard d'Estaing avant l'élection présidentielle de 1974 ?

— Elle consiste surtout à éviter un troisième échec présidentiel pour l'opposition. Il s'agit de convaincre d'incarner en 1995 une aspiration libérale moderne pour la France. M. Giscard d'Estaing représentait cette aspiration-là en 1974. Ce gisement reste intact. L'équilibre de la France est là. Le mot d'ordre, à mon sens, est pour la France : « ne plus subir ». Liberté, autorité, conscience, voilà trois ensembles de thèmes qu'il faudra développer. Si je me suis rétrospectivement dans l'opposition, ma démarche sera aussi une démarche d'ouverture. A la fois parce que beaucoup de socialistes déçus peuvent accepter un discours républicain et parce que je souhaite — sans qu'il s'agisse nécessairement des partis — la rencontre prochaine entre la génération écologiste et la « génération libérale ».

Propos recueillis par DANIEL CARTON

## Le débat de politique

## Le premier ministre souhaite que « l'Europe soit

Comme, en pédagogie, deux fois valent mieux qu'une, M. Pierre Bérégovoy a profité du débat que lui proposaient les sénateurs sur sa déclaration de politique générale de la semaine dernière pour réaffirmer la ligne de conduite de son gouvernement. « Je n'ai pas de baguette magique, mais j'ai de la volonté, du courage, quelques idées simples et je suis prêt à gouverner en disant au pays ce que je crois être la vérité », a-t-il assuré devant un hémicycle relativement clairsemé.

Fort de ce credo et du soutien du groupe socialiste exprimé par son président, M. Claude Estier (Paris), le premier ministre s'est efforcé, avec un soin presque maniaque, d'affiner l'image rigoureuse qu'il avait pu donner à l'Assemblée nationale en dépit de l'épisode malheureux de la « liste » supposée de personnalités impliquées dans des affaires. Il a répondu aux critiques de la droite, MM. Jean-Claude Gaudin (Rép. et ind., Bouches-du-Rhône) et Roger Romani (RPR, Paris) étant à ce jeu les plus virulents, et à celles du Parti communiste, en plaçant donc son intervention sous le signe de la détermination. Ferme, il l'a d'ailleurs été tout au long de la défense de M. Bernard Tapie, son ministre de la

ville, qualifié de « gâchet méditerranéen » par M. Gaudin, une fois de plus du bilan économique de la France et de sa politique de franc fort.

Le premier ministre a également défendu les initiatives prises par la France pour l'Europe. Il a ainsi indiqué qu'il avait écrit au président en exercice de la CEE, M. Amintore Cavaco Silva et au président de la Commission, M. Jacques Delors, pour attirer leur attention sur la nécessité de mieux coordonner les politiques économiques des pays de la CEE afin que « l'Europe soit un accélérateur de croissance ».

Les sénateurs attendaient M. Bérégovoy au moins sur deux dossiers : celui de la révision constitutionnelle, qui donne au Sénat, exceptionnellement, un rôle égal à celui de l'Assemblée nationale, le texte devant être adopté dans les mêmes termes par les deux chambres du Parlement ; et celui du projet de loi modifiant le mode d'élection des sénateurs, qui se trouve actuellement en sursis à l'Assemblée nationale et dont la majorité sénatoriale, qui l'a repoussé une première fois sans même l'examiner dans le détail, ne veut à aucun prix (1).

Sur ces deux sujets, M. Bérégovoy n'a consenti aucune inflexion.

Il a ainsi répondu par une courtoisie mais ferme fin de non-recevoir à la proposition de M. Alain Poirer, président du Sénat, de réunir à Matignon « les responsables des grandes formations politiques », qui avait été reprise par M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), président du groupe centriste. « Je ne crois pas possible d'arriver à un accord dans le secret de mon cabinet compte tenu des positions des uns et des autres. Ce n'est ni possible ni souhaitable parce que le Parlement est le lieu naturel où les échanges doivent avoir lieu », a indiqué M. Bérégovoy après avoir rendu hommage au « souci louable » de M. Poirer « d'aboutir à un large accord ».

## « Création d'une commission de moralisation »

Le premier ministre s'en est tenu au strict minimum en assumant qu'il était « prêt à retenir les suggestions utiles qui pourront être faites par le Parlement », afin que le texte adopté par les deux assemblées « puisse recueillir la majorité nécessaire au Congrès », ce qui permettrait selon lui d'éviter le référendum qu'exige le RPR et qu'a réclamé également au cours du débat, au nom du groupe communiste, M. Robert Vizzet (Essonne).

**Alain DUHAMEL**  
tous les jours 7h25

**EDITO**

**EUROPE 1**

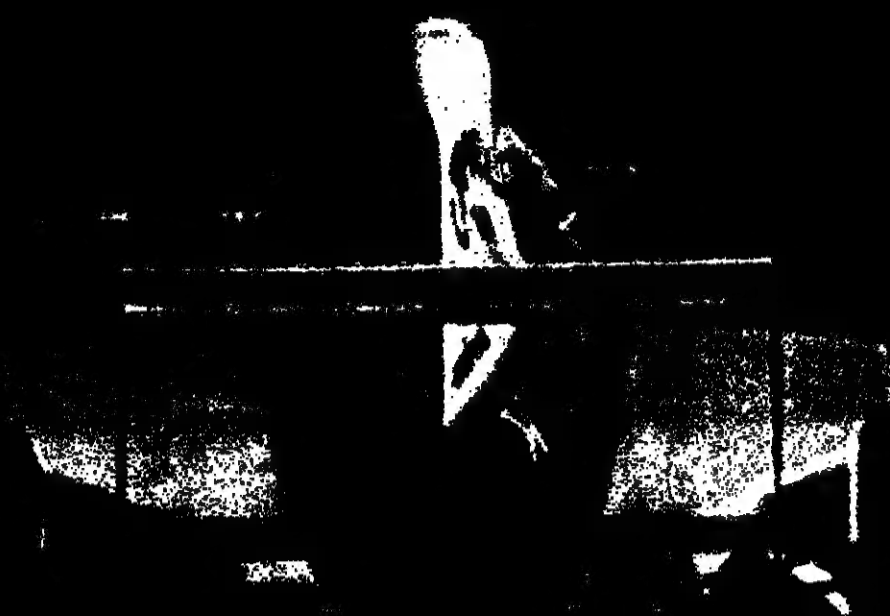
lundi 8h20 : Serge July, mardi 8h20 : Claude Imbert,  
mercredi 8h20 : Jean-François Kahn,  
jeudi 8h20 : Catherine Nay, vendredi 8h20 : Jean Boissonnat.

مكتبة النخيل









**Dimanche,  
pas de Grand Prix.  
Mais pour nous,  
la course  
ne s'arrête jamais.**



**RENAULT**

elf partenaire de Renault en F1

**CHAMPIONNAT DU MONDE 1992 DE FORMULE 1**

In entretien  
sur

ATTAK, 8  
non

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

Le monde  
de la  
politique  
et de la  
culture  
est en train  
de se  
transformer  
à une  
vitesse  
extraordinaire.  
C'est ce qui  
explique  
l'engouement  
pour les  
grandes  
manifestations  
civiles, les  
manifestations  
de masse, les  
manifestations  
de protestation.

هكذا من النقص



## SOCIÉTÉ

### Un entretien avec le cardinal Decourtray sur l'affaire Touvier

« Un procès pourrait, en servant la justice, servir aussi la réconciliation » nous déclare l'archevêque de Lyon

Archevêque de Lyon, le cardinal Albert Decourtray avait publié, le 6 janvier dernier, un rapport qu'il avait commandé à une commission d'historiens sur les relations entre Paul Touvier et l'Eglise. Dans un entretien au Monde, il réagit au non-lieu dans l'affaire Touvier prononcé, lundi 13 avril, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Il souhaite que soit poursuivi l'effort pour faire toute la lumière sur la situation de la France sous l'Occupation : « Je refuse le ressentiment, mais je n'accepte pas pour autant l'oubli. » A la veille de la fête juive de Pâques, qui devait commencer vendredi soir 17 avril, et de celle de Pâques, il cite l'exemple du rapprochement entre chrétiens et juifs comme signe de réconciliation entre les Français.

« Que vous inspire ce paradoxe d'une France qui construit son avenir, avec l'élagissement de la perspective européenne, alors qu'elle n'est pas encore au clair avec son passé, comme le montre le rebondissement de l'affaire Touvier ? »

« Si le mot n'était pas aussi dévalué, je dirais, ce qui ne vous étonne pas en cette veille de Pâques, que mon premier sentiment est proche de l'espérance. Face à un monde qui paraît si souvent fatigué et ne cesse de se répéter, Pâques est la promesse toujours offerte de renouveau. Que la mort ait été dominée et comme englobée dans la vie triomphante, ce n'est pas là un discours, mais une réalité. »

« Quand je parle de renouveau, je pense aux événements que vous venez de dire. Je suis frappé par le caractère usé de bien des propos. On rassure. On renchérit. Et c'est ainsi qu'on entretient le ressentiment. Or, il est nécessaire de se tourner vers le passé, c'est en vain de le purifier, de s'en libérer. Il y a lieu, de l'assumer. Alors seulement, on peut vivre quelque chose de neuf, on peut risquer de vrais projets. Vous évoquez la construction de l'Europe. C'est justement l'un de ces projets ! »

« Avez-vous adhéré ou regretté la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris mettant fin aux poursuites, pour crime contre l'humanité, de Paul Touvier ? »

« Je viens de dire que je refuse le ressentiment, mais je n'accepte pas pour autant l'oubli. L'oubli alimente le ressentiment. C'est le contraire du pardon, qui ne va pas sans l'aveu. Pour ma part, j'ai voulu que toute la lumière soit faite sur les rapports entre Paul Touvier et l'Eglise. J'ai sollicité pour cela le concours d'historiens reconnus. Mais j'ose souhaiter que ce travail soit complet. »

« Il ne m'appartient pas de dicter leur conduite aux hommes politiques, aux magistrats ou aux policiers. Mais pourquoi ne s'efforceraient-ils pas, eux aussi, de faire toute la lumière possible sur les responsabilités prises par leurs homologues pendant l'Occupation ? Il ne dépend pas seulement d'une cour d'appel ou d'une Cour de cassation que toute la clarté soit faite. Qui empêche d'y travailler ? De quoi a-t-on peur ? Pourquoi vouloir élever ce passé-là ? Et comment pourrait-on l'exorciser sans le regarder courageusement en face ? »

#### « Écoutez nos silences »

« Sans doute parce que ce sont des événements trop récents et encore brûlants ? »

« En ces jours de Pâques, je fais mémoire d'un homme qui, il y a deux mille ans, a été injustement condamné, encloué et est ressuscité. Dans cette mémoire toujours actuelle, je trouve le désir et la force de regarder en face l'insupportable. Insupportable, comme la rafle des enfants d'Israël, à laquelle je ne cesse de revenir, parce que cet événement est le signe de l'honneur le plus inhumain. Il s'agit d'enfants. Il s'agit de juifs. Et parce que juifs, ces enfants ont été envoyés en camp de concentration. Qui l'a voulu ? Qui l'a décidé ? Qui l'a toléré ? Qui a permis Drancy ? Qui a osé parler ? Qui s'est tu ? Pourquoi ? »

« Je lis de divers côtés que la plupart des évêques de cette période ont fait silence. C'est vrai, mais certains, et plus qu'on ne le dit, ont parlé. Et surtout, reconnaissons que le silence des responsables a été général pour ce qui concerne l'antisémitisme. Alors regardons plutôt ensemble la réalité. Écoutez nos silences. Il faut que la société française consente à cet effort de vérité sur elle-même. Oui, regardons l'insupportable et tirons ensemble les leçons du passé. »



SHARON

d'un « crime contre l'humanité ». Je veux seulement dire que je crois mes concitoyens capables dans leur majorité de supporter la vérité, quelle qu'elle soit.

« Ne manquons-nous pas de signes ou de gestes symboliques de réconciliation comme ceux, hier, du chancelier Adenauer, de Willy Brandt, et plus récemment du roi d'Espagne abrogeant le décret d'expulsion des juifs de 1492 ? »

« Certes, mais peut-être ne manquons-nous pas aussi ceux qui existent ! En France, il y a eu des gestes vrais et changeants de sens. Au moment de la présentation des tombes juives à Carpentras, on a vu des rabbins et des évêques marcher ensemble, main dans la main, sur un boulevard de Paris. L'an dernier, je me suis trouvé à la tribune de l'amphithéâtre de la Sorbonne à l'invitation du grand rabbin Samuel Strik, avec le rabbin Eliezer et le vice-recteur de la

Mosquée de Paris. Nous avons confessé, dans chacun de nos discours, notre foi commune au Dieu d'Abraham. Aux facultés catholiques de Lyon, on vient d'inaugurer une chaire d'études du judaïsme, sous la présidence conjointe du grand rabbin et de l'archevêque. C'est avec ce grand rabbin que, le jour de l'ouverture du procès Barbie, je m'étais rendu au mémorial juif dressé place des Terreaux à Lyon.

« Ce n'est là qu'un commencement discret. Peu de chrétiens ont conscience du chemin parcouru depuis la guerre, avec les monuments de Jules Isaac et de Jean XXIII, le concile Vatican II, la visite de Jean-Paul II à la synagogue de Rome. Le chemin sera long, comme dit le prophète Jérémie. Il y aura des hauts et des bas, et bien des malentendus, mais l'avenir est là. L'histoire va dans le sens de notre réconciliation et elle nous y appelle. On ne pourra plus revenir en arrière. »

« Mais entre vous, juifs et chrétiens, il y a aussi tout un travail de purification du passé à faire ? »

« La mémoire chrétienne, en effet, est loin d'être purifiée. On a beaucoup parlé, ces derniers temps, d'Église catholique. Cette reine d'Espagne était pieuse et vertueuse, mais sous son règne, tous les juifs ont été chassés du pays ou contraints de se convertir ! Il faut que les chrétiens regardent simplement de telles réalités. L'effort de réconciliation entre l'Eglise et les juifs vient de commencer. Il exige la plus grande honnêteté, une collaboration croissante au service de valeurs essentielles et une inébranlable confiance. »

« Si le travail de purification de la mémoire que j'ai évoqué pour clarifier les rapports de Paul Touvier avec des hommes d'Eglise a été apprécié par la plupart des juifs, c'est peut-être aussi parce que nous avons en commun un certain sens de l'histoire. Cette, la différence est considérable, mais la ressemblance aussi. Pour les juifs, la venue du Messie se situe que dans l'avenir. Pour les chrétiens, elle se situe aussi, quoique pas seulement, dans l'avenir, car il reviendra à la fin du temps, malgré la victoire définitive de Pâques sur la mort et sur le mal. Cette ressemblance ne nous commande-t-elle pas de travailler ensemble pour préparer, dans notre histoire humaine, l'avènement du Messie ? »

Propos recueillis par HENRI TINCO

#### EN BREF

□ Huit villes candidates pour les Jeux olympiques de l'an 2000. - A la clôture des inscriptions, mercredi 15 avril, huit villes avaient officiellement signé leur candidature auprès du Comité international olympique (CIO) pour accueillir les Jeux olympiques de l'an 2000 : Berlin, Braxia, Istanbul, Manchester, Milan, Pékin, Sydney, et Tachkent (Ouzbékistan). Le CIO prendra sa décision lors d'une réunion en septembre 1993 à Athènes.

□ La commission des conflits de la REN se réunira jeudi 23 avril. - La commission des conflits de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) se réunira jeudi 23 avril. Elle devra donner un avis sur « la nature et l'étendue des violations du pacte fédéral » imputables à deux syndicats de la minorité, le Syndicat national des enseignants de mathématiques (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) (le Monde des 1 et 10 avril). Si la commission, qui comprend 25 membres, dont 13 de la majorité, exclut l'un des deux syndicats, un bureau fédéral puis un conseil fédéral se réuniront pour examiner ses conclusions.

□ La conseil régional de Rhône-Alpes demande une enquête d'utilité publique sur Superphénix. - Le conseil régional Rhône-Alpes a ratifié, jeudi 16 avril, une proposition des Verts de Génération Ecologie réclamant qu'une « nouvelle enquête d'utilité publique préalable à la mise en service éventuelle du réacteur Superphénix soit faite » (le Monde du 15 avril). « Consciente des responsabilités vis-à-vis de la population », la région a décidé d'organiser « un large débat comprenant l'audition d'experts reconnus ». Lors de la campagne pour les élections régionales, le président UDF de la

région Rhône-Alpes, M. Charles Millon, s'était prononcé pour le redémarrage du réacteur implanté dans un département, l'Ain, dont il est l'élu.

□ Pas de remise en liberté de M. Michel Royt. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes a rejeté, jeudi 15 avril, une nouvelle demande de mise en liberté de M. Michel Royt, écroué depuis le 27 février dans le cadre de la répression de la Sarthe, par le juge Renaud Van Ruymbek. Le PDG de la SAGES, inculpé de faux, d'influence, d'abus de confiance, d'usage de faux le 24 février dernier, est le seul des deux inculpés du dossier Urba-SAGES à être incarcéré. A l'appui de leur demande de remise en liberté, les deux inculpés ont produit des témoignages de M. Royt, M. Charles Libman et Philippe Billaud, un témoin sur l'état de santé déficient de leur client, âgé de cinquante ans.

□ Arrêtés de 1991 à Djibouti : cinq mandats d'arrêt internationaux sont lancés. - Cinq mandats d'arrêt internationaux ont été lancés, jeudi 16 avril à Paris, contre les auteurs présumés de l'attentat commis le 27 septembre 1990 au CIO à Paris à Djibouti. Un enfant de six ans, Olivier Nerve, fils du militaire français, avait été tué, et quinze personnes, françaises pour la plupart, avaient été blessées. Les cinq présumés des attentats : MM. Awaleh Ghelleh Assoweh, quarante ans (chef présumé du commando), Abdi Bouh Aden, trente-trois ans, Mohamed Hassan Farah, vingt-six ans, Mohamed Ali Areyte, quarante-quatre ans, anciens militaires de l'armée djiboutienne, et un complice du groupe, proche des milieux libyens et iraniens, M. Mahdi Hamed Abdillahi, trente-sept ans.

#### REPÈRES

##### INTÉGRATION

La lycée d'Avion veut garder son professeur zairois

Ces deux cents élèves, professeurs et parents du lycée d'Avion (Pas-de-Calais) ont manifesté, jeudi 10 avril, devant la mairie de la commune pour protester contre la prochaine reconduite à la frontière d'un professeur de philosophie de l'établissement. De nationalité zairoise, M. Ndolu Mbolungu, trente-cinq ans, avait sollicité le statut de réfugié politique, son arrivée en France, en 1989, faisant état de persécutions dont il aurait été victime en tant qu'opposant à la dictature. Après avoir obtenu un poste de maître auxiliaire dans l'académie de Lille à la rentrée 1990, sa demande d'asile a été définitivement rejetée, en février 1991, par la commission de recours des réfugiés. Ce qui n'a pas empêché l'éducation nationale de faire de M. Mbolungu appel à la mairie de la commune pour enseigner la philosophie à trois classes du lycée d'Avion. Une « invitation à quitter le territoire » avant le 25 avril prochain vient d'être notifiée à M. Mbolungu. Dans la foulée, le recteur lui a retiré sa « délégation ». Ses élèves, qui passent le baccalauréat dans deux mois, et ses collègues l'ont soutenu. Ils ont refusé, jeudi, la préfecture du Nord, où le représentant de l'Etat leur a expliqué qu'il n'avait fait qu'appliquer une décision de justice. Le recteur précise qu'il n'a fait que tirer les conséquences de la décision de la préfecture.

##### EDUCATION

L'Europe à la fête dans les écoles

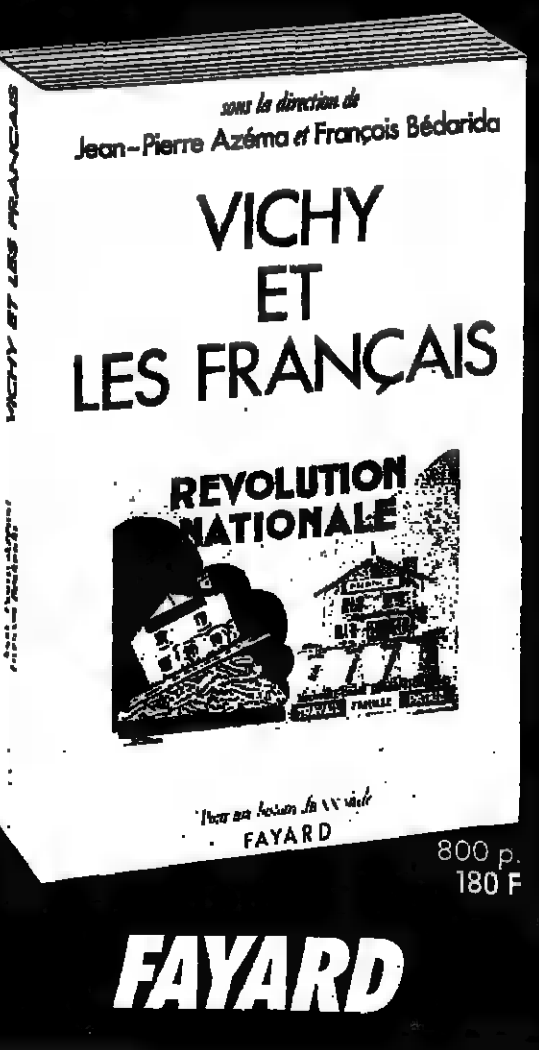
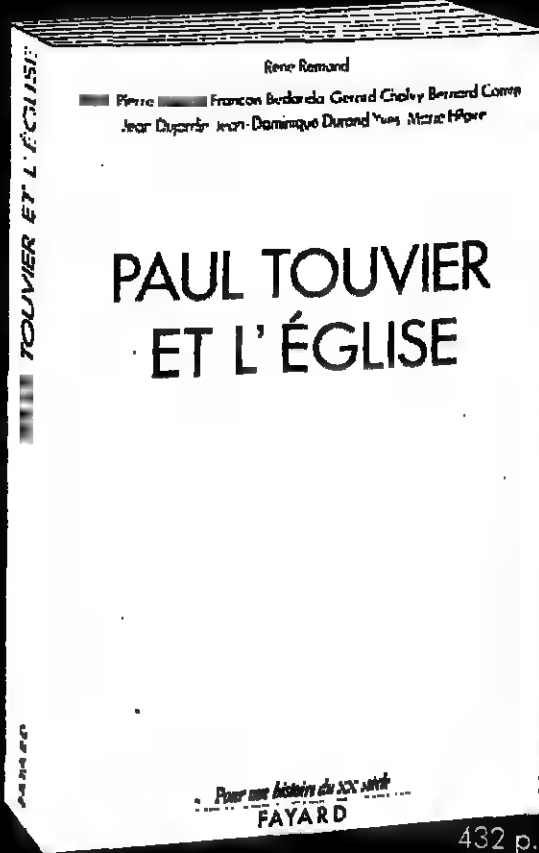
M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, et M. Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes, ont lancé, jeudi 16 avril, une journée de l'Europe à l'école, qui aura lieu jeudi 21 mai. Cette initiative, prioritaire aux 900 000 élèves des classes de CM1, a pour objectif, entre autres, de leur faire connaître la signification du traité de Maastricht. Le 21 mai, 30 000 agents de l'Etat, les ministres et les députés européens, seront mis à disposition pour répondre aux questions des élèves.

##### URBANISME

M. Bianco approuve le Conseil d'Etat

Le rapport présenté jeudi 16 avril par le Conseil d'Etat sur les insuffisances des règles d'urbanisme a été approuvé par M. Jean-Louis Bianco. Toutefois, le ministre de l'équipement, pour lequel on ne peut pas parler de crise des règles françaises d'aménagement et de construction mais de simples dysfonctionnements, souhaite consulter les élus locaux avant d'engager un processus législatif de réforme du droit de l'urbanisme. Cette réforme concernerait notamment les schémas directeurs (SDAU) et le rythme de modification des plans d'occupation des sols (POS).

## Pour mémoire













*Une double exposition a pour ambition de faire découvrir la part la moins connue de l'œuvre du sculpteur Zadkine*

**Un Italien à Paris.**  
A découvrir absolument, la première boutique parisienne de Salvatore Ferragamo, qui vient de s'ouvrir au 68-70, rue des Saints-Pères. Ce petit cordonnier immigré aux USA devient le plus célèbre bottier d'Hollywood et du tout-cinéma. De retour en Italie, son succès ne cesse de croître et ses créations sont de véritables merveilles d'esprit, d'élégance et de qualité.







*Le bon sens, c'est de  
mettre sa solidité  
au service de ses clients.*

**LE CREDIT AGRICOLE MET AU SERVICE DE SES CLIENTS  
LA PREMIERE BANQUE FRANCAISE  
ET L'UNE DES 10 PREMIERES BANQUES MONDIALES.**

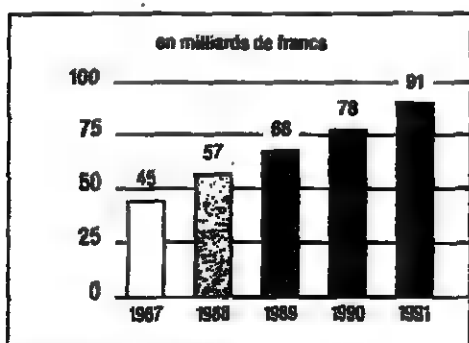
Dans un environnement plus difficile marqué par le fléchissement de la demande de crédit bancaire, la raréfaction de l'épargne et la montée des risques, le Crédit Agricole a tranquillement poursuivi son développement au service de ses sociétaires et de ses clients. Il a renforcé sa solidité.

Trois critères permettent aux analystes financiers de classer les banques. Le plus important est, de loin, le niveau des fonds propres; viennent ensuite le montant des résultats et enfin, le total du bilan. Au regard de ces trois critères, le Crédit Agricole est la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

**La solidité:  
des fonds propres très importants**

Les fonds propres s'élèvent à 91 milliards de francs, en progression de 17 par rapport à 1990, ce qui fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

**Fonds propres  
et titres assimilés:  
une croissance  
continue.**

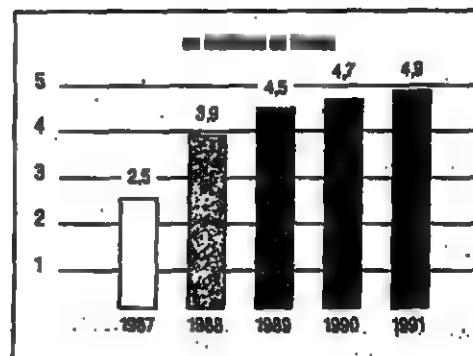


Dans un contexte général de dégradation des ratings bancaires, il a maintenu la qualité de sa signature.

**La solidité: des résultats  
en croissance régulière**

Comme chaque année, les résultats du Crédit

Agricole ont progressé en 1991. Ils atteignent 4,9 milliards de francs (+ 5 %), ce qui fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.



**La solidité:  
des parts de marché en progression**

Le volume d'épargne collectée par le Crédit Agricole s'est accru de 100 milliards en 1991 pour atteindre 1450 milliards. En effet, le Crédit Agricole a su proposer à sa clientèle des produits d'épargne sûrs, performants et variés: Varius, les PEPS, les Carrés bleus et verts...

Le volume des crédits distribués a progressé de 6 % en 1991, pour atteindre un encours de près de 1 000 milliards de francs.

Le volume de bilan fait du Crédit Agricole la première banque française et l'une des premières banques mondiales.

**Mais notre solidité, c'est surtout  
la confiance de nos clients.**



**Le bon sens**

Le rapport annuel du Crédit Agricole est disponible sans frais sur simple envoi de votre carte de vœux.  
■ la Caisse Nationale du Crédit Agricole - Direction de la Communication: 91-93 Bd Pasteur - 75015 Paris, ou en téléphonant 16 (1) 43.23.35.00

وَكُنْ مِنَ النّٰصِرِينَ



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Machine à exporter américaine

Réunification allemande, récession aux États-Unis. Ces phénomènes majeurs de l'économie internationale survenus au cours des deux dernières années ont provoqué des effets spectaculaires sur les échanges commerciaux internationaux. Le rééquilibrage entre les États-Unis et l'Allemagne, en concurrence depuis 1980 pour le titre de premier exportateur mondial, s'est effectué à une rapidité impressionnante.

Jeu 16 avril, le département du commerce a annoncé un déficit commercial limité à 3,4 milliards de dollars pour le mois de février. Il s'agit du meilleur résultat obtenu par les États-Unis depuis neuf ans, en gros depuis la fin de la récession qui a marqué les débuts de la présidence de M. Ronald Reagan.

La machine à exporter des États-Unis fonctionne à plein régime. En février, les exportations américaines ont atteint le record de 37,8 milliards de dollars, contre 34,1 milliards pour les importations, quant à elles, elles ont atteint 41,2 milliards de dollars. Le commerce extérieur se trouve donc dans une situation extrêmement favorable, en cette période de récession et de réajustement.

Les États-Unis ont donc pas manqué de réagir à cette bonne nouvelle, le dollar gagnant rapidement en valeur. Hausse dont on considère, sur les marchés financiers, qu'elle devrait se poursuivre si les bonnes nouvelles américaines continuent à se multiplier.

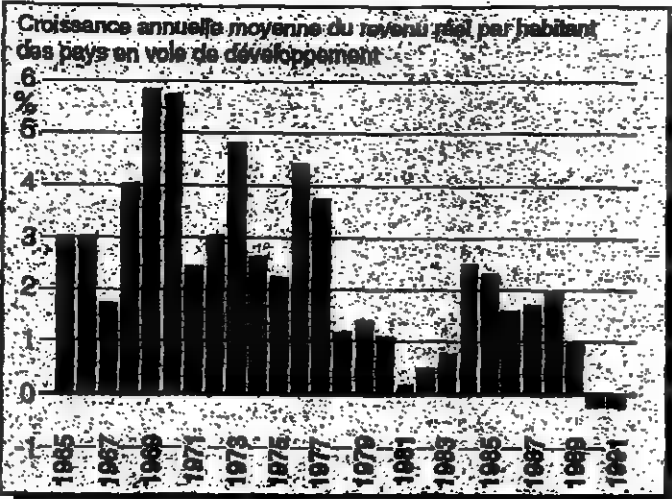
Même si l'Europe profite des bienfaits de l'émigration d'une zone de récession, le profit est par là même l'Europe de l'évolution des taux de change, ces dernières années, est appréciable. Compte tenu des cours actuels du dollar, les ventes américaines sont très compétitives. On le voit bien en Europe, où l'excédent américain a atteint 2,6 milliards de dollars en février, alors que récemment encore, les États-Unis étaient déficitaires.

La reprise de l'économie américaine et celle du dollar, qui en sera probablement la conséquence, stimuleront les échanges États-Unis, déséquilibreront la nouvelle leur situation internationale, et leur rôle aux yeux européens. Jean-Marie Lhuissier.

FRANÇOISE LAZARE

## Le rapport de la Banque mondiale

### L'Europe de l'Est et l'Afrique à la traîne des pays en voie de développement



Source: Banque Mondiale

#### NEW-YORK

##### de notre correspondant

L'effet de la récession, les guerres qui ont éclaté en plusieurs points du globe et de la transformation radicale des pays de l'Est, le début des années 90 a été particulièrement pénalisant pour de nombreux pays en voie de développement, constate la Banque mondiale, dans une étude consacrée aux perspectives économiques globales dans les pays en voie de développement (PVD) et rendue publique jeudi 16 avril.

En 1990, puis en 1991, le revenu réel par habitant des pays en voie de développement a reculé de 0,2 % de façon consécutive, ce qui constitue une « première » depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette contre-performance s'explique essentiellement par le recul de l'Afrique (-2 % en 1990 et -1 % l'année suivante), par la baisse conjoncturelle encore plus marquée (-1,9 % et -4,6 %) des pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord en raison des effets de la guerre du Golfe et par un effondrement catastrophique des pays de l'Est dont le revenu par habitant a chuté de 8,3 % en 1990 et de 14,2 % l'année suivante. Dans le même temps, l'Amérique latine, qui était encore dans le rouge en 1990, est passée du côté positif (+0,6 %) tandis que l'Asie du Sud-Est enregistrait une croissance de revenu de 4,6 % et 5,6 % au cours des deux années.

#### Poursuivre les réformes

Passant en revue l'environnement économique qui s'offre à ces pays, la Banque mondiale en conclut que le revenu par habitant de l'ensemble des PVD devrait croître de 2,9 % par an en moyenne au cours des années 90 contre 1,2 % pour la précédente décennie. La croissance devrait rester forte en Asie du Sud-Est (3 % à 6 % selon les pays), plus modérée en Amérique latine (+2,2 %) et au Proche-Orient (+1,6 %), tandis que l'ex-Union soviétique devrait voir son revenu croître de 1,6 % également sur une période de dix ans.

#### La réunion des ministres de la zone franc à Yaoundé

##### La France rejette une dévaluation du franc CFA

La réunion ministérielle des ministres des finances de la zone franc organisée jeudi 16 avril à Yaoundé (Cameroun) a une nouvelle fois été l'occasion pour la France d'affirmer son attachement à la parité du franc CFA (1 franc CFA = 0,02 franc français).

M. Pierre Bérégovoy a transmis à ses homologues africains un message dans lequel le premier ministre se déclare « particulièrement choqué par les déclarations publiques de responsables américains concernant l'intérêt d'une dévaluation du franc CFA ». Dans ce texte, M. Bérégovoy estime « contraire à tous les principes fondamentaux des relations financières internationales de faire des déclarations publiques sur les questions de parité ». Le 2 mars, le secrétaire d'État américain aux affaires africaines, M. Herman Cohen, avait déclaré à Paris que la surévaluation de cette monnaie nuisait à la compétitivité des pays qui l'utilisent.

Présent à Yaoundé, le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, a reproché à l'Afrique d'être « trop timide dans ses réformes et ses efforts d'ajustement » et a assuré que l'accord européen de Maastricht n'empêcherait pas la France de maintenir ses liens monétaires avec l'Afrique. (AFP)

## Dix ans après la faillite du Banco Ambrosiano

### La justice milanaise condamne à des peines de prison deux hommes d'affaires italiens

Une des multiples procédures en cours sur la faillite du Banco Ambrosiano en 1982 vient d'aboutir, jeudi 16 avril, à la condamnation de trente-quatre personnes par la justice milanaise. Parmi les personnalités condamnées à des peines de prison figurent Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, Giuseppe Ciarrapico, propriétaire du principal groupe d'assurance en Italie, ou encore Licio Gelli et Umberto Ortolani, deux dirigeants de la loge P2. Les juges ont retenu la thèse de la pleine responsabilité de tous les accusés. Ces derniers ont fait appel.

Le scandale du Banco Ambrosiano a éclaté au grand jour le 18 juin 1982 lorsque la police découvrit Roberto Calvi, son président, pendu sous un pont de Londres. Suicide ou assassinat, le mystère plane depuis autour de la mort du président de la première banque privée d'Italie. Le mystère est d'autant plus épais que ce banquier s'agissait, lié à la loge P2 (Propaganda Due) et à son chef Licio Gelli, s'est vu infliger quelques jours plus tard un mandat d'arrêt pour un trousseau de 1,4 milliard de dollars (9 milliards de francs à l'époque). Le Banco Ambrosiano, auquel était lié le Vatican par l'intermédiaire de l'Institut des œuvres de religion (IOR), dirigé par un prêtre américain, Mgr Paul Marcinkus, avait été déclaré faillite par la justice italienne à la suite de multiples rebondissements (suicides, arrestations, empoisonne-

ment, détournements de fonds, etc.). Depuis dix ans, la justice essaie de démêler cet écheveau pour établir des responsabilités.

L'une des multiples procédures en cours a abouti à un jugement du tribunal pénal de Milan, jeudi 16 avril. Trente-quatre condamnations ont été prononcées, et aucun des accusés n'a bénéficié d'un acquittement. Les peines les plus lourdes pour complicité dans la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano ont été infligées aux dirigeants de la loge maçonnique P2, à son grand maître, Licio Gelli, et à Umberto Ortolani, condamnés respectivement à dix-huit ans et demi et dix-neuf ans de prison.

#### Soixante-cinq jours de vice-présidence

De son côté, Giuseppe Ciarrapico, propriétaire du principal groupe d'assurance d'Italie, accusé d'avoir obtenu un prêt du Banco Ambrosiano - emprunt qu'il affirme avoir largement remboursé - s'est vu infliger cinq ans de prison. Quant à Carlo De Benedetti, président d'Olivetti, il a été condamné à six ans et quatre mois de prison et non à dix ans comme annoncé par la justice publique.

L'accusé d'affaires italiennes a été reconnu coresponsable dans cette faillite frauduleuse, en tant que vice-président de Banco Ambrosiano pendant soixante-cinq jours, de novembre 1981 à janvier 1982. A l'époque, il avait acquis 1 % des actions de la banque pour un montant de 52 millions de francs (environ 250 millions de francs).

Surpris par le manque de preuves, les juges, en 1982, conclurent qu'il n'y avait pas eu de faillite frauduleuse. Mais, en 1987, la justice a conclu le contraire. La fin de l'année dernière, le tribunal civil de Milan prononçait un jugement de la CIR (le holding de M. De Benedetti) de pleine responsabilité dans la banqueroute. Le tribunal pénal de la même ville avait de prendre une position inverse. Surpris de ne pas voir leur client acquitté, les juges de l'« Ingegneria » ont qualifié cette décision de « stupéfiante » et qui détourne l'opinion publique des vraies responsabilités qui ont conduit à la faillite du Banco Ambrosiano. Ils ont donc décidé de faire appel, ce qui rend la décision non exécutoire. Le recours ne devrait pas être plaidé avant deux ans. En attendant, l'impact émotionnel est tel, que toutes les affaires liées au scandale du Banco Ambrosiano sont suspendues jusqu'au 16 mai 1992, jour de la mort d'Olivetti. CIR et Cofide à Milan ou Cerus et Valeo à Paris.

DOMINIQUE GALLOIS

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 11 % décembre 1976

Les intérêts courus du 25 mai 1991 au 24 mai 1992 seront payables à partir du 25 mai 1992 à 99 francs par titre de 1000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 5,49 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,07 francs, faisant ressortir un net de 89,44 francs.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Ces titres ont été dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983) le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 10,20 % novembre 1978

Les intérêts courus du 4 mai 1991 au 3 mai 1992 seront payables à partir du 4 mai 1992 à 183,60 francs par titre de 2000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,40 francs (montant brut : 204 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,18 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,54 francs, faisant ressortir un net de 165,88 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 28 février ont paru au Journal officiel du 12 mars 1992.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 10,80 % mai 1978

Les intérêts courus du 12 mai 1991 au 11 mai 1992 seront payables à partir du 12 mai 1992 à 194,40 francs par titre de 2000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 21,60 francs (montant brut : 216 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,78 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,98 francs, faisant ressortir un net de 175,64 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 2 mars ont paru au Journal officiel du 17 mars 1992.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 9,70 % mai 1979

Les intérêts courus du 23 mai 1991 au 22 mai 1992 seront payables à partir du 25 mai 1992 à 174,60 francs par titre de 2000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,40 francs (montant brut : 194 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9,69 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 7,17 francs, faisant ressortir un net de 157,74 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 12 mars ont paru au Journal officiel du 20 mars 1992.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 14,50 % mai 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1991 au 28 mai 1992 seront payables à partir du 29 mai 1992 à 652,50 francs par titre de

5000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 francs (montant brut : 725 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 36,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 26,82 francs, faisant ressortir un net de 589,47 francs.

Les renseignements concernant les obligations restant à amortir ont paru au Journal officiel du 29 mars 1992.

Les titres mentionnés au 2° paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

### SAPAR juillet 1991 (tranche A) à versement trimestriel fixe de capital et d'intérêt

Les intérêts courus du 2 février 1991 au 1er mai 1992 seront payables à partir du 2 mai 1992 à 111,04 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 16,65 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,10 francs, faisant ressortir un net de 90,29 francs.

Le montant du versement trimestriel fixe est de 190 francs dont 111,04 francs de capital et 78,96 francs de part d'amortissement.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le net est de 169,25 francs.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE Obligations 9,10 % avril 1988

Les intérêts courus du 9 mai 1991 au 8 mai 1992 seront payables à partir du 9 mai 1992 à 455 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 68,25 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,83 francs, faisant ressortir un net de 369,92 francs.

### SAPAR FINANCE P3R 0,10 % octobre 1989

Les intérêts courus du 13 février 1991 au 12 mai 1992 seront payables à partir du 13 mai 1992 à 124,54 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,68 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,58 francs, faisant ressortir un net de 101,28 francs.

### ÉLECTRICITÉ DE FRANCE Obligations 8,90 % mai, juillet et septembre 1989

Les intérêts courus du 1er mai 1991 au 15 mai 1992 seront payables à partir du 16 mai 1992 à 445 francs par titre de 5000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 66,75 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 16,46 francs, faisant ressortir un net de 361,79 francs.

Les titres mentionnés au 2° paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas dématérialisés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.







ONOMIE

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

10 pays insoumis à l'Amérique

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

les 12 000 ouvriers reprennent le travail

## COMMUNICATION

Le troisième rapport annuel du CSA

### La Cinq et les DOM-TOM au centre des préoccupations des « sages de l'audiovisuel »

Le troisième rapport annuel du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), présenté jeudi 18 avril par son président, M. Jacques Boutet, a été écopé par les deux grands dossiers qui nourrissent l'actualité du paysage audiovisuel français, La Cinq et Télé Free-DOM.

Plein de polémiques. En évoquant le sort du cinquième réseau, M. Jacques Boutet, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a dû discuter les critiques des témoins de l'opposition sur le rôle du CSA dans la gestion du dossier de La Cinq et son manque d'indépendance (le 17 avril). M. Boutet a répondu à l'échec de La Cinq : « la commission d'urgence qui régit depuis cinq ans les médias diffusés... ».

Pour le CSA, le salut réside dans la complémentarité entre télévision. « Cinq chaînes programmant les mêmes émissions, cela fait qu'une de trop », affirme M. Boutet. « En revanche, cinq chaînes ayant leur spécificité, leur identité et leur rôle, ont parfaitement leur place à l'apogée de la télévision... ».

Un autre appel d'offre sera lancé la semaine prochaine à la Réunion. Le CSA entend doter l'île d'un média audiovisuel public - RFO 1 et RFO 2, en dernier étant constitué par les programmes d'Antenne 2 - et de deux médias privés.

**Pâques : les services ouverts ou fermés**

**Presse :** les quotidiens nationaux paraîtront normalement le lundi 20 avril.

**Bureaux de poste :** les bureaux de poste seront fermés le lundi 20 avril. Il n'y aura pas de distribution de courrier à domicile.

**Banques :** elles seront fermées le lundi 20 avril.

**RATP :** service réduit des dimanche et jours fériés.

**Grands magasins :** les grands magasins parisiens seront fermés le lundi 20 avril.

**Assurance-maladie :** les caisses de retraite de la Caisse primaire d'assurance-maladie de Paris recevront le public jusqu'à 15 heures le vendredi 17 avril.

**Archives nationales :** les Archives nationales et la CARAN seront fermés les samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 avril. Le Musée de l'histoire de France sera ouvert samedi 18 et dimanche 19 avril (l'après-midi) et fermé le lundi 20 avril.

**Bibliothèque nationale :** la Bibliothèque nationale sera ouverte le samedi 18, dimanche 19 et lundi 20 avril.

avoir accès à la publicité pour la grande distribution - toujours interdite aux médias métropolitains - bénéficieront d'une « réduction de contrainte » sur les réclames. Le nouveau président du conseil régional, M. Camille Sudre, qui a obtenu l'émission de Télé Free-DOM sans autorisation (le Monde du 29-30 mars et le 17 avril) devrait saisir le conseil.

**La notion d'honnêteté**

L'air du temps inspire le CSA, qui propose d'introduire la « notion d'honnêteté de l'information » dans la loi du 30 septembre 1986. Mais il s'agit aussi de voir la redevance augmentée et les générations remboursées par l'Etat aux télévisions publiques. Enfin, il s'agit de la chaîne « doit poursuivre son effort d'attraction et de complémentarité » vis-à-vis des autres réseaux, en améliorant ses « normes qualité-prix ». Le CSA réclame également « une décision rapide et qui s'impose » en matière de normes qualité-prix. Et en renforçant les moyens de contrôle, il veut éloigner la menace que représentent pour les « véritables » médias privés, les médias de fréquences par les réseaux publics.

YVES-MARIE LABÉ

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 10 avril 1992 sous la présidence de M. Michel CALDAGUES pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 et prendre connaissance de l'activité de la Société.

**PROGRESSION DES REVENUS**

L'ensemble des recettes constatées par les loyers et les produits financiers s'élève à 356 479 000 F contre 334 525 000 F, en progression de 6,5 %. A patrimoine constant, les loyers progressent en 1991 de 4,7 % pour l'habitation, de 7,2 % pour le secteur commercial et de 5,5 % pour l'ensemble. Ce taux devrait au moins se maintenir en 1992.

Le résultat courant, représentant 89,9 % du chiffre d'affaires, enregistre d'une année sur l'autre une progression voisine de celle de l'exercice précédent, se monte à 262 394 000 F, soit 32,70 F par action.

**DIVIDENDE PROPOSÉ : 32 F**

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 19 juin 1992 à 11 heures à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris 7<sup>e</sup>, la distribution d'un dividende de 32 F par action contre 30,50 F l'an dernier, en progression de 4,9 %.

**NOUVEAUX INVESTISSEMENTS**

Avec 390 appartements et 87 960 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux du domaine, l'investissement à 98 %, viendront s'ajouter, en 1993, 36 appartements et 1 351 mètres carrés de bureaux en cours de construction à Boulogne-sur-Seine, à proximité de la gare de Saint-Denis.

Un autre investissement représentant 900 mètres carrés d'habitation, situé en plein centre de Boulogne-sur-Seine, vient d'être décidé par le Conseil.

**MARCHÉ DU TITRE**

En 1991, le marché a été marqué par une sous-évaluation des valeurs patrimoniales, les transactions sur le titre U.I.F. ont été en 1991 un regain d'activité avec 1 097 titres échangés par séance de Bourse.

16, rue Duphot - 75001 PARIS - TEL : 49-27-92-14.



UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE « U.I.F. »

Le Conseil d'Administration s'est réuni le 10 avril 1992 sous la présidence de M. Michel CALDAGUES pour arrêter les comptes de l'exercice 1991 et prendre connaissance de l'activité de la Société.

**PROGRESSION DES REVENUS**

L'ensemble des recettes constatées par les loyers et les produits financiers s'élève à 356 479 000 F contre 334 525 000 F, en progression de 6,5 %. A patrimoine constant, les loyers progressent en 1991 de 4,7 % pour l'habitation, de 7,2 % pour le secteur commercial et de 5,5 % pour l'ensemble. Ce taux devrait au moins se maintenir en 1992.

Le résultat courant, représentant 89,9 % du chiffre d'affaires, enregistre d'une année sur l'autre une progression voisine de celle de l'exercice précédent, se monte à 262 394 000 F, soit 32,70 F par action.

**DIVIDENDE PROPOSÉ : 32 F**

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire convoquée pour le 19 juin 1992 à 11 heures à la Maison de la Chimie, 28, rue Saint-Dominique à Paris 7<sup>e</sup>, la distribution d'un dividende de 32 F par action contre 30,50 F l'an dernier, en progression de 4,9 %.

**NOUVEAUX INVESTISSEMENTS**

Avec 390 appartements et 87 960 mètres carrés de bureaux et locaux commerciaux du domaine, l'investissement à 98 %, viendront s'ajouter, en 1993, 36 appartements et 1 351 mètres carrés de bureaux en cours de construction à Boulogne-sur-Seine, à proximité de la gare de Saint-Denis.

Un autre investissement représentant 900 mètres carrés d'habitation, situé en plein centre de Boulogne-sur-Seine, vient d'être décidé par le Conseil.

**MARCHÉ DU TITRE**

En 1991, le marché a été marqué par une sous-évaluation des valeurs patrimoniales, les transactions sur le titre U.I.F. ont été en 1991 un regain d'activité avec 1 097 titres échangés par séance de Bourse.

16, rue Duphot - 75001 PARIS - TEL : 49-27-92-14.

## TFI 1991

Le Conseil d'Administration de TFI s'est réuni le 14 avril 1992 sous la présidence de Patrick LE LAY afin d'arrêter les comptes de l'exercice 1991. Dans un environnement difficile marqué par la guerre du Golfe, une concurrence renforcée tant du secteur public que privé et un marché publicitaire en quasi-stagnation, TFI a connu un bon exercice : - TFI a remporté 99 des 100 premières audiences 1991, toutes chaînes confondues ; - Le chiffre d'affaires « Publicité » a progressé de 5 % ; - La croissance des filiales de Diversification a largement contribué à la progression de 11,3 % du chiffre d'affaires consolidé, alors que l'activité de TFI SA augmentait de 6,4 %. Parallèlement, le résultat net consolidé a crû de près de 14 % et dépasse 340 MF. Les principaux chiffres clés ont évolué comme suit :

|                                  | 1991     | 1990     | Variation |
|----------------------------------|----------|----------|-----------|
| <b>Chiffre d'affaires H.T.</b>   |          |          |           |
| TFI SA                           | 5 179 MF | 4 857 MF | + 6,4 %   |
| Groupe TFI                       | 6 476 MF | 5 816 MF | + 11,3 %  |
| dont diversification             | 950 MF   | 578 MF   | + 64,4 %  |
| <b>Résultat Consolidé</b>        |          |          |           |
| Total                            | 345 MF   | 303 MF   | + 13,9 %  |
| Part de Groupe                   | 341 MF   | 300 MF   | + 13,7 %  |
| <b>Part de marché</b>            |          |          |           |
| Audience (Individus Médiamétrix) | 42,5     | 41,9     |           |

TFI rassemble en 1991, les fruits d'une politique active de diversification. Ces filiales représentent désormais 15 % du chiffre d'affaires consolidé, contre 11 % en 1990. Téléchat, Télépat, Télépat et Télépat ont enregistré une croissance de 64,4 %.

Enfin, 1991 a été marqué par le redémarrage d'Eurosport, première chaîne sportive pan-européenne dont les perspectives sont prometteuses : - La chaîne est désormais regardée par près de 34 millions de foyers en Europe (contre 30 millions en juin 1991) ; - Une programmation unique d'événements sportifs majeurs diffusés en 12 langues, fait d'Eurosport le leader en termes d'audience sur ses principaux marchés.

Le Conseil proposera, à l'Assemblée Générale convoquée le 12 juin 1992, de distribuer à partir du 30 juin 1992, un dividende de 8 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 11 F.

MINTEL 3615 TFI - Rubrique Bourse Informations Actionnaires.



## RÉSULTATS 1991 :

Chiffre d'affaires 87,5 milliards.

Résultat consolidé, part du Groupe 1 168 MF.

Capacité d'autofinancement 5 296 MF. Dividende 10 F par action.

Le Conseil d'Administration de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ, réuni le 15 avril 1992 sous la présidence de Jérôme MONOD, a examiné les comptes sociaux et consolidés du Groupe pour l'exercice 1991.

Le ralentissement de la croissance économique en 1991 a entraîné un nombre de secteurs d'activité, tant en France qu'à l'étranger.

Le chiffre d'affaires du Groupe enregistre néanmoins une progression de 21,5 % et s'établit à 87,5 milliards de francs, dont près de 42 % hors de France. A périmètre constant, et hors effet de change, la hausse s'élève à 10 %. Le développement de l'activité a été important dans le pôle des services et dans celui de l'aménagement et de la construction.

Dans la ligne des orientations définies par le Conseil d'Administration du 15 janvier 1992, des provisions à caractère exceptionnel ont été constituées dans les comptes du Groupe pour un montant total de 2,7 milliards de francs : - au titre de la dépréciation de certains actifs (immobiliers) ; - pour couvrir des pertes à constater sur certains chantiers ; - du fait de charges de restructuration dans les secteurs de l'aménagement et de la construction, ou de la distribution de matériels électriques ; - afin que pour faire face à des risques sectoriels.

Des plus-values sur cessions d'actifs (sièges sociaux, titres de placement, activités non stratégiques) de près de 1,9 milliard de francs ont permis de couvrir l'essentiel de ces charges exceptionnelles.

Le résultat net consolidé s'est établi, pour la part revenant au Groupe, à 1 168 MF, en retrait de 18 % sur le résultat net consolidé 1990. La capacité d'autofinancement progresse de près de 42 % à 5 296 MF.

**Des objectifs de développement ambitieux**

Jérôme MONOD a rappelé les axes stratégiques du Groupe : concentration du développement sur les métiers de base que constituent les services liés à l'environnement et l'aménagement et la construction, poursuite de l'internationalisation.

La forte croissance des marchés de l'environnement et des services mondiaux en matière d'infrastructures confirment la pertinence de cette stratégie.

La LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ a la qualité de ses techniques lui offrant les meilleurs atouts pour saisir ces opportunités.

### Comptes consolidés

| (en MF)                           | 1990   | 1991   | Variation 91/90 |
|-----------------------------------|--------|--------|-----------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>         | 71 991 | 87 500 | + 21,5 %        |
| Chiffre d'affaires d'exploitation | 5 232  | 6 771  | + 29,4 %        |
| Résultat net consolidé            | 1 957  | 1 765  | - 9,8 %         |
| Amortissement des valeurs         | 170    | 301    | + 77,1 %        |
| Résultat net, part du Groupe      | 1 425  | 1 168  | - 18,0 %        |
| Capacité d'autofinancement        | 3 741  | 5 296  | + 41,6 %        |

### Ventilation de la capacité d'autofinancement par secteur

| (en MF)  | 1990  | 1991  | Variation 91/90 |
|--|-------|-------|-----------------|
| Eau, services et Holding                             | 2 551 | 2 551 | + 43,5 %        |
| Aménagement et construction                          | 1 237 | 1 926 | + 55,7 %        |
| Distribution   | 112   | 14    | NS              |
| Activités industrielles, commerciales et financières | - 159 | - 304 |                 |

Un niveau record d'investissement a été atteint en 1991 : près de 9,5 milliards de francs, intégralement couverts par l'autofinancement (5,3 milliards de francs) et les cessions d'actifs non stratégiques (6 milliards de francs).

Le résultat de la société mère, qui a constaté une part importante des plus-values déjà mentionnées, s'établit à 857 MF, contre 502 MF en 1990. Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 11 juin 1992 de maintenir à 10 francs le dividende servi au titre de 1991 (auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F).

Par son activité commerciale en Allemagne et en Europe de l'Est, par ses participations en Angleterre, en Espagne, en Belgique et en Italie, LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ poursuit son développement continu en Europe. Le Groupe étend simultanément sa présence sur les marchés de la zone Asie-Pacifique (Malaisie notamment), ainsi qu'en Amérique du Sud.

L'exercice 1991 s'ouvre ainsi sur des bases saines et devrait marquer une étape déterminante de la croissance et de l'internationalisation de LYONNAISE DES EAUX-DUMEZ.







Enseignants, Etudiants, Lycéens, découvrez

les clés de

L'INFO

Nouveau

dans

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

les clés de

L'INFO

Chaque mois, deux pages pour comprendre l'actualité.

Regarder le journal de 20 heures, écouter la radio le matin, lire la presse... autant de façons de découvrir l'actualité. Encore faut-il avoir toutes les clés pour la comprendre. Donner les clés de l'info, des bases et des repères, c'est l'objectif que s'est fixé LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS. Chaque mois, « les Clés de l'info » resituent les grands événements de l'actualité dans leur contexte

historique, social ou géopolitique. Avec un lexique des mots utiles ou des sigles ; des rappels chronologiques et les dates à retenir ; l'origine ou la composition des organismes qui participent aujourd'hui à la vie politique ou économique internationale. Bref, tout ce que l'on ne trouve pas dans les manuels ou dans les dictionnaires : l'histoire récente, les personnalités, le vocabulaire, la législation, tout ce qui bouge, tout ce qui change.

Au sommaire des « Clés de l'info » : l'Exposition universelle de Séville, le Haut-Karabakh, les lois de 1982, la session parlementaire, la bio-éthique...

et le Dossier du Mois

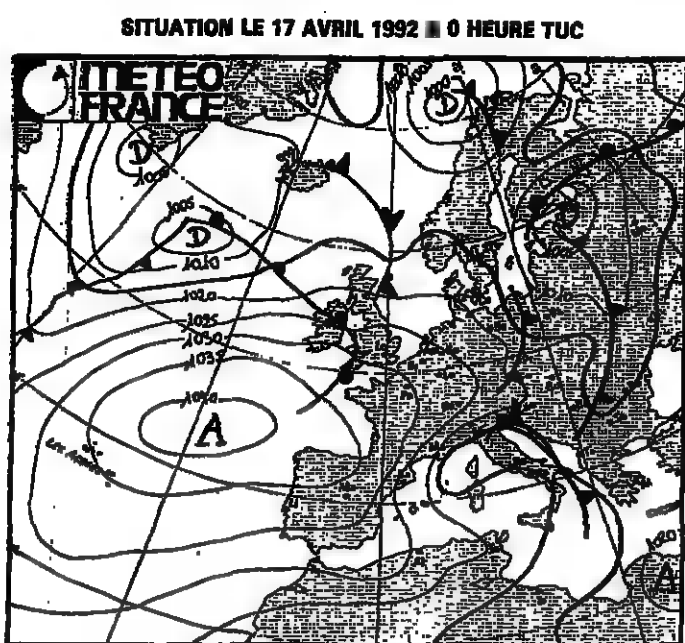
LA DEUXIÈME YUGOSLAVIE

Huit pages pour comprendre les origines et les enjeux du conflit : de la naissance de la République populaire de Yougoslavie en 1945 à la reconnaissance de l'indépendance de la Croatie.



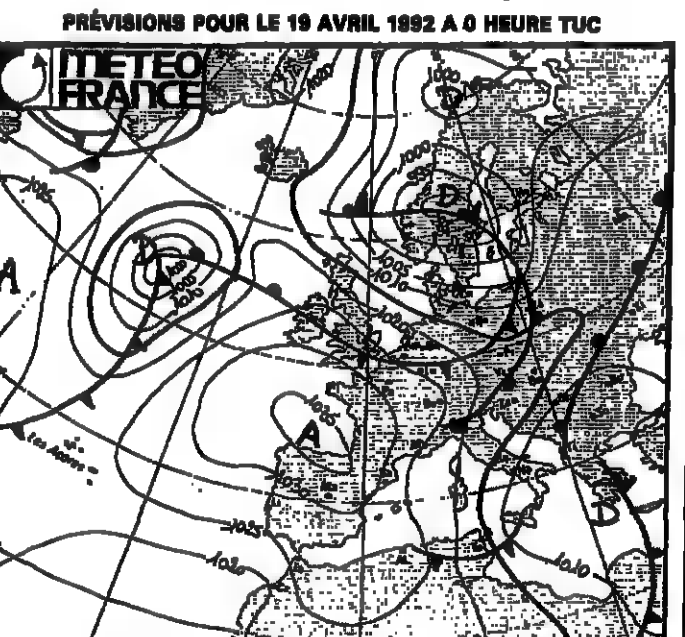


# MÉTÉOROLOGIE



**Samedi :** beaucoup de nuages, pluie éparses. Les nuages sont sur la plupart des régions. Les pluies sont éparses et surtout localisées sur le relief. Le vent tombe au-dessus de 100 mètres à 500 mètres. Les dépressions seront courtes. Cependant, sur les côtes atlantiques et méditerranéennes, les dépressions seront assez fortes et les pluies rares.

Les températures minimales seront comprises entre 5 à 10 degrés. Les températures maximales s'élèveront entre 12 et 18 degrés du nord au sud, variant de 11 degrés sur l'est.



| TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps à l'heure |    |   |   |   |   |   |   |   |   | le 17-9-71 |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|---|----|---|---|---|---|---|---|---|---|------------|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|-------|----|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeurs extrêmes relevées entre                       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |            |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| 17 heures TUC et le 17-4-1952 à 6 heures TUC          |    |   |   |   |   |   |   |   |   |            |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| FRANCE  |    |   |   |   |   |   |   |   |   | ÉTRANGER   |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D | C | G | C | G | C | G | C | ALGER      | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 | ALGER | 10 | 8 | 9 | 6 | 7 | 4 | 3 | 2 | 1 | 0 |
| ALGER   | 13 | D |   |   |   |   |   |   |   |            |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |       |    |   |   |   |   |   |   |   |   |   |







M. James Watson « démissionné » du National Institute of Health

## Conflits d'intérêts autour des recherches sur le génome humain

M. James Watson, Prix Nobel de médecine 1962 et codécouvreur de la structure en double hélice de l'ADN (1), a démissionné de ses fonctions de directeur du Centre de recherche sur le génome humain au National Institute of Health américain (NIH), poste qu'il occupait depuis le lancement du projet en 1988. Son départ - officiellement lié à des intérêts financiers que M. Watson détient dans des sociétés privées de biotechnologies - survient deux mois après un dépôt de demande de brevets du NIH portant sur plus de 100 séquences génétiques humaines, initiative à laquelle le Prix Nobel s'était violemment opposé.

S'il est un homme dont le nom, l'énergie, la force de conviction ont fait exister le projet Génome humain, c'est certainement James Watson. Sans lui, un projet qui prévoit de décrypter, dans les quinze ans à venir, les trois milliards de paires de bases qui composent notre patrimoine héréditaire, n'aurait peut-être pas vu le jour si vite.

Dès 1989, en effet, le coup d'envoi fut donné par les États-Unis : 100 millions de dollars (650 millions de francs, valeur 1991) d'investissement pour cette première année ont été consentis, par l'ensemble du NIH, et, dans une moindre mesure, par le département à l'énergie. Forcés d'investir pour rester dans la course, la plupart des grandes puissances mondiales ont bien vite emboîté le pas aux deux agences américaines. Trois ans plus tard, le projet Génome est devenu réalité, et les enjeux économiques apparaissent aujourd'hui de plus en plus importants, si ce n'est plus, que ses aspects scientifiques et médicaux.

Deux polémiques récentes, dans lesquelles James Watson a été impliqué, illustrent le contexte dans lequel M. Watson a démissionné - ou, plus précisément, a été démissionné - du poste qu'il occupait au NIH. La première concerne la demande de brevets déposée par son organisme de tutelle, le 12 février dernier, portant sur 2375 séquences génétiques humaines.

Cette offensive du NIH - qui s'ajoutait à une première demande déposée en juin 1991, portant sur 347 séquences - a suscité la réprobation quasi unanime des responsables internationaux du programme Génome, qui considèrent cette pratique à la fois condamnable au plan éthique et non conforme au droit.

des brevets. James Watson lui-même, connu pour son franc-parler, ne s'est pas privé de prendre position haut et fort contre la politique mercantile de son institut, considérant que celle-ci risquait de compromettre les relations internationales, toujours fragiles, dont dépend le succès du projet.

**Mis en cause par un industriel**

À cette opposition entre le Prix Nobel et le NIH depuis le printemps 1991, s'est ajoutée au début de l'année un conflit plus violent, ayant pour objet les actions de M. James Watson détenues dans une ou plusieurs sociétés privées de biotechnologies. À la suite d'une enquête interne au département gouvernemental de la santé, les résultats n'ont pas été rendus publics, le Dr Watson s'en est jugé lésé, les intérêts financiers de M. Watson incompatibles avec ses

fonctions au sein du NIH. Selon la revue britannique *Nature* (datée du 11 avril), l'affaire aurait été déclenchée par un industriel américain, M. Frederick Bourke, dont l'objectif est de fonder la première société privée exclusivement dédiée au décodage de séquences génétiques.

Soutenu dans ce projet par l'Américain Leroy Hood (Californien, lauréat du prix Nobel de chimie en 1990), l'un des pionniers du séquençage automatique de l'ADN, M. Bourke est en effet en pourparlers, depuis plusieurs mois, avec des chercheurs britanniques, parmi les plus éminents du programme Génome en Grande-Bretagne, qu'il espère convaincre de rejoindre l'équipe scientifique de sa future compagnie (*Le Monde* du 4 mars).

Une collaboration à laquelle M. Watson se serait opposé avec une vigueur suffisante pour provoquer à son tour le colère de l'industriel, et les appuis politiques nombreux à Washington. Selon *The*

*Wall Street Journal* du 13 avril, M. Bourke aurait ainsi envoyé à la direction du NIH une lettre de protestation, accusant M. Watson d'encourager une compagnie pharmaceutique britannique à développer ses propres activités de séquençage génétique.

Le conflit d'intérêts économiques s'est-il provoqué le départ de M. Watson ? Les scientifiques affirment que M. Watson avait l'intention, de toute manière, de quitter son poste avant l'été. « Je n'ai jamais m'engagé fermement pour le succès du projet Génome humain », a souligné de manière sibylline le Prix Nobel dans sa lettre de démission, en ajoutant être prêt à « continuer de conseiller le NIH à titre officiel ». À l'exception, bien évidemment, d'être employé par son organisme.

CATHERINE VINCENT

(1) Prix Nobel de médecine, pour la découverte de la structure du chromosome.

Pour les deux millions de couples non mariés

## La création d'un contrat d'union civile est à l'étude

La création d'un contrat d'union civile pour les couples non mariés est à l'étude. Le Planning familial et des associations d'homosexuels viennent de constituer un collectif pour promouvoir un texte dont les députés socialistes, qui le soutiennent, pourraient faire une proposition de loi soumise, dès la session de printemps, aux parlementaires.

L'institut national d'études démographiques estime à environ deux millions le nombre de couples non mariés, et près d'un million sur trois, selon l'INSEE (*Le Monde* du 14 avril), sont des couples. Les socialistes ont quitté la session de printemps, mais le mariage est devenu un choix de vie, l'un des termes d'une véritable alternative au mariage.

Le mariage d'engagement rigide n'exclut pas pourtant, dans les concubins, un état de cohabitation mutuellement en cas de décès et d'exercer leurs responsabilités à l'égard des enfants dans les mêmes conditions que les parents légi-

times. Les litiges au sein de couples non mariés sont l'application de dispositions prévues en faveur des époux arrivant à une cadence accrue sur le bureau des juges. Parallèlement, la peur du sida aidant, de plus en plus d'homosexuels vivent en couple de manière stable. Ils demandent que la France suive l'exemple du Danemark et instaure leur mode de vie en leur offrant des garanties, comme pour les autres couples. Les socialistes plaident aussi pour une reconnaissance des couples, par exemple par l'octroi de prestations sociales et de prestations de retraite, ainsi que de prestations de retraite, ainsi que de prestations de retraite, ainsi que de prestations de retraite.

Un concurrent pour le mariage

Le collectif, dont l'ambition est de promouvoir un texte destiné à devenir une proposition de loi réformant le mariage civil, a déjà reçu plusieurs centaines de signatures. La pression, aujourd'hui, est telle que le Mouvement français pour le planning familial a décidé d'y participer.

Rédigé en neuf articles, ce texte offre à toute personne physique la possibilité de « passer avec une autre personne physique, quel que soit son sexe, un contrat d'union civile ». Ce contrat, dans le régime général, est la séparation des biens, se traduit devant un officier d'état civil. Les droits à héritage prévus par la loi sont ceux des conjoints mariés. « La personne qui par un contrat d'union civile ou qui se marie contracte un engagement à vie », a précisé le collectif. En ce qui concerne les enfants, les parents du couple peuvent prévoir l'autorité parentale conjointe, ou bien le père ou la mère peut être seul responsable. Le contrat, si l'un des deux parents est marié, rompt le mariage. Il suffit de s'adresser à un officier d'état civil, qui signifiera la rupture à l'autre partenaire.

Le texte, actuellement soumis à

M. Jean-Louis Borloo invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes (sans étiquette), député régional de Nord-Pas-de-Calais où il représente une liste indépendante de l'UDF mais opposée à la gauche, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand Jury RTL - le Monde » diffusée le 19 avril, de 18 h à 19 h.

M. Borloo, député européen sur la liste de M. Simone Weil et membre du mouvement Génération Ecologie, de Jean-Louis Saux du Monde, et de Dominique Pennequin de Jean-Noël Coghe de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

A l'appel de huit syndicats

## La grève de la RATP a été largement suivie

La mobilisation aura finalement été forte, jeudi 16 avril, au cours de la grève de la RATP lancée à l'appel des huit plus importants syndicats de la région. Après de fortes perturbations en début de matinée qui ont entraîné la fermeture de huit lignes de métro, la situation s'est améliorée en fin de matinée (*Le Monde* du 17 avril).

En milieu de journée, selon les chiffres fournis par la direction de la RATP, seules deux lignes de métro restaient fermées, le reste du trafic étant assuré par les taxis ou la moitié des bus. Le RER A a fonctionné entre 95 % et 100 % tout au long de la journée, alors que la ligne B est restée bloquée - pour la partie exploitée par la RATP. Enfin les bus, après un démarrage très perturbé, assuraient environ 30 % du service.

Mais cette embellie n'a pas résisté, en milieu d'après-midi et en début de soirée, aux différentes prises de service (dont une vers 16 h 30) et à la jonction entre les équipes de jour

et de nuit. La plupart des agents « ont choisi d'opérer des arrêts prématurés de lignes », précise-t-on à la Régie, alors que « ceux du soir » suivaient les « ceux du jour ». Dès 16 heures, trois lignes de métro étaient à nouveau fermées et le service autobus retombait à 25 %. En début de soirée, six lignes n'assuraient plus de trafic et sont restées inactives jusqu'à la fin de service. La plupart des autres lignes ne fonctionnaient alors qu'à 20 % de leur capacité.

Les syndicats, organisés, en milieu de journée, une manifestation rassemblant 2 500 agents selon les organisateurs, 600 selon la police, devant le siège de la régie. La banderole commune proclamait : « Oui à l'indépendance du statut pour un véritable service public, non aux projets de la direction ». Une délégation a ensuite rencontré le cabinet du premier ministre une déclaration demandant « l'ouverture de discussions ».

D. P.

A l'initiative d'une association de catholiques

## Des spots religieux à la télévision

Des spots publicitaires annonçant la fête de Pâques et les baptêmes d'adultes traditionnels de la veille pascalle devaient être diffusés, vendredi 17 avril, sur TF1, A2 et FR3. Ils ont été retirés par une association appelée Télé-Saint-Paul, fondée par des catholiques rimes, qui a pour but la diffusion de l'Évangile par l'utilisation de tous les moyens de communication, en particulier la télévision. L'association revendique le soutien des évêques de Paris et de Versailles. Mais le Père Jean-Michel de Felco, porte-parole de l'association, souligne qu'il s'agit d'une initiative privée.

Le coût de cette campagne à caractère religieux, qui est une

première en France, a été de 400 000 F. Ces tarifs ont été négociés avec chaque chaîne. Mais la nouvelle réglementation ne les y oblige plus, les chaînes ont demandé un accord a priori de l'ARF pour la diffusion de ces spots. Ce n'est pas le cas, dans les autres chaînes, qui ne s'y opposent. Récemment, le CSA n'a pas permis la diffusion « hors quota » de films annonçant le ramadan, mais il s'agit alors d'images météorologiques, qui n'obéissent pas aux mêmes règles que les messages publicitaires. La commission nationale du CSA devrait examiner ces dossiers dans les jours qui viennent.

## EN BREF

■ M. Carrez (RPR) est élu maire de Perreux. - M. Gilles Carrez (RPR) a été élu le 14 avril maire de Perreux (Val-de-Marne), en remplacement de M. Michel Girard, député (RPR), président du conseil régional d'Ile-de-France, qui avait démissionné de ses fonctions en application de la loi sur le cumul des mandats. M. Girard, qui était maire de Perreux depuis 1971, a été élu premier adjoint, permettant ainsi son successeur. Le nouveau maire de Perreux a demandé à M. Girard de conserver jusqu'à l'automne ses fonctions de président de l'AMF.

■ M. Bertrand Cuny (UDF) a été élu le 16 avril maire de Saint-Clément (Hauts-de-Seine), en remplacement de M. Jean-François Fourcade, député UDF, qui avait démissionné de ses fonctions en application de la loi sur le cumul des mandats.

■ M. Bertrand Cuny (UDF) a été élu le 16 avril maire de Saint-Clément (Hauts-de-Seine), en remplacement de M. Jean-François Fourcade, député UDF, qui avait démissionné de ses fonctions en application de la loi sur le cumul des mandats.

■ M. Lamassoure (UDF) favorable à un référendum sur la ratification.

■ M. Lamassoure, député de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Seine-Saint-Denis, a été élu le 16 avril député de la 1<sup>re</sup> circonscription de la Seine-Saint-Denis.

■ L'école par correspondance Suisse qui sort de l'ordinaire. De l'enseignement de base au diplôme supérieur. Devenez indépendant en tant que Graphologue MSI. Avec 2 000 analyses par nos soins.

européen et porte-parole de l'UDF pour les questions européennes, est favorable à un référendum sur la ratification du traité de Maastricht, une fois que la discussion aura eu lieu au Parlement. Dans le *Journal des républicains* d'avril, le député des Pyrénées-Atlantiques annonce sa participation à la « récupération politique » du référendum, après les consultations montrant, selon lui, que « l'électeur sait parfaitement ce qu'il veut ».

■ ARGENTINE : au moins quarante et une personnes ont péri brûlées de la route. - Au moins quarante et une personnes ont péri brûlées de la route, jeudi 16 avril, dans l'incendie d'un bus qui transportait des touristes vers la station balnéaire de Mar-del-Plata. Dans le brouillard, le bus a heurté trois voitures, à 200 kilomètres au sud de Buenos-Aires. - (Reuters)

■ CUBA : vingt-huit condamnations pour trafic de drogue. - La justice cubaine a condamné, mercredi 15 avril, vingt-huit personnes à des peines allant de onze mois à onze ans de prison pour trafic de cocaïne, à l'agence officielle AIN. Ces personnes ont également été reconnues coupables de trafic de drogues, de pertes précieuses et de méfaits précieuses, ainsi que de détention d'armes à feu. - (Reuters)

■ MADAGASCAR : trois morts dans les affrontements dans le Nord. - Trois personnes ont été tuées et vingt-cinq blessées, dans des affrontements entre le président Didier Ratsiraka et miliciens du Front des forces vives - qui a mené l'opposition contre le chef de l'Etat - mardi 14 et mercredi 15 avril, à Antsirana (ex-Diego-Suarez), à la pointe nord de Madagascar, selon le quotidien *Madagascar Tribune*. Plus de vingt personnes avaient été blessées le 11 avril, dans la même ville, dans de semblables affrontements. - (AFP)

ans, M. Kamuzu Banda est président à vie depuis 1962. Son régime de parti unique fait face à des revendications croissantes en faveur d'une pluralité. - (Reuters)

■ TCHAD : une branche du FROLINAT s'est ralliée au pouvoir. - Une branche du Front de libération national du Tchad (FROLINAT) de l'ancien président Goukouni Oueddei, réfugié à Alger, a annoncé son ralliement au Mouvement patriotique du salut (MPS) du président Idriss Déby, élu le 16 avril, à N'Djamena. - (AFP)

■ FOOTBALL : Cannes disputent les quarts de finale de la Coupe de France. - La finale des incidents qui avaient entraîné la rencontre de huitième de finale de la Coupe de France Cannes-Montpellier le 11 avril, la commission de discipline de la Fédération française de football avait décidé le 14 avril de rejeter le match sur terrain neutre. Jeudi 16 avril, la commission fédérale d'appel est revenue sur cette décision : elle a décidé d'honorer le résultat du 8 avril (victoire de Cannes 2-1 après prolongation). L'équipe gagnante devait disputer les quarts de finale de la Coupe de France le 22 avril, sur terrain neutre toutefois.

**Fermeture de places financières les 17 et 20 avril**

De nombreuses places financières seront fermées vendredi 17 et lundi 20 avril.

Voici la liste des Bourses fermées le 17 avril : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Madrid, New-York, Paris, Singapour, Stockholm et Zurich. En revanche, les marchés des changes du New-York, Tokyo et Paris fonctionneront.

Le 20 avril, les places suivantes seront fermées : Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Hongkong, Londres, Luxembourg, Milan, Paris, Stockholm et Zurich.

## SOMMAIRE

## DÉBATS

■ L'Europe : Pour une pause dans la construction, par Charles Pasqua ; Religions : L'Espérance et l'utopie, par Paul Vial ; 2

## ÉTRANGER

■ Afghanistan : après la chute de M. Najibullah ; 3  
■ Cambodge : l'ONU prend ses quartiers ; 4  
■ Pour que la Bosnie-Herzégovine, les États-Unis prennent une position sur la Serbie ; 5  
■ L'Iran : le président Fujimori préconise un large dialogue ; 5  
■ Mauritanie : le passage d'un régime militaire à un régime « islamique » ; 6

## POLITIQUE

■ Le Conseil d'État approuve le projet de loi constitutionnelle sur la ratification du traité de Maastricht ; 8  
■ Les réactions de l'état-major du RPR ; 9  
■ Pour que la Bosnie-Herzégovine, les États-Unis prennent une position sur la Serbie ; 5  
■ L'Iran : le président Fujimori préconise un large dialogue ; 5  
■ Mauritanie : le passage d'un régime militaire à un régime « islamique » ; 6

## CULTURE

■ Cinéma : la sélection officielle du Festival de Cannes 1992 ; 13  
■ Arts : Henry Moore et le monde ; 13  
■ Musiques : les *Caravans* d'Offenbach, par Roman Polanski, à l'Opéra Bastille ; 13  
■ Expositions : la sculpture Zadkine ; 14

## ÉCONOMIE

■ Le rapport de la Banque mondiale : l'Europe de l'Est et l'Afrique à la traîne des pays en voie de développement ; 17  
■ La faillite du Banco Ambrosiano : la justice italienne s'occupe des responsables d'affaires, dont Carlo De Benedetti, le directeur de la banque ; 17  
■ Communication : le courrier annuel du CSA ; 19  
■ Les élections locales : premier investissement à l'étranger ; 20  
■ Vie des entreprises ; 20

## SANS VISA

■ Séville avant tout : Les rayons de lumière ; Le tableau « Tu nous manques, Charles » ; 25 à 32

## Services

■ Abonnements ; 2  
■ Annonces classées ; 18  
■ Carnet ; 22  
■ Jeux ; 30  
■ Loto ; 22  
■ Marchés ; 20 à 21  
■ Musique ; 22  
■ Radio-télévision ; 23  
■ Spectacles ; 15  
■ Week-end d'un cinéaste ; 22  
■ La télématique du Monde ; 3615 LEMONDE 3615 LM  
■ Ce numéro comporte un cahier « Sans visa » folioté 25 à 32  
■ Le numéro du « Monde » daté 17 avril 1992 a été tiré à 476 343 exemplaires.



# S A N S • V I S A

La passion qu'ont les Sévillans pour leur ville ne peut que mieux faire comprendre l'attitude courtoise mais lointaine qui est la leur en face de l'étranger. « Ils vivent sur leur île un peu comme les Anglais, ouverts, aimables, mais on ne s'intègre jamais vraiment. » Rencontre.

C'est qui a ruiné l'Espagne, c'est son or. Ce qui a ruiné Séville, c'est la capitale qui pendant deux siècles la capitale qui, les Indes occidentales, d'avoir obtenu le monopole du commerce avec les Amériques, d'avoir été plus de qu'aucune autre ville en Europe ne de s'avoir pas se tenir cette position en face d'autres nations. Des cinq siècles qui la séparent de la magistrature l'Inde, et ses colonies, l'exposition universelle, Séville est une passé trop ancienne à gloire, amouleur d'un piège, heureux d'une chance qui elle faisait échapper, caressant d'autres rêves et vivant au jour le jour des passions. Passion de la fête, passion du style, passion d'être elle-même, passions qui brûlent d'un feu si ardent encore aujourd'hui que ses ennemis se demandent parfois si la flamme n'est pas le signe d'une fin annoncée, d'une banalisation forcée et trophée.

Sans attendre pourtant, Séville s'affairait. ■■■■ jours ■■■■ précédent le dimanche ■■■■ Rameaux, ■■■■ de fertilité ■■■■  
■■■■ du Coadjuviquir : sur chantiers de l'Exposition universelle, dans l'île de la Cartuja, pour les pavillons, daroum ■■■■ polouses tenter d'approprier un peu la lumière éblouissante d'avril ; dans la ■■■■ ville, pour construire, ■■■■ et ■■■■ trades sur le parcours des processions de la Semaine sainte ; et, plus loin, ■■■■ des dizaines d'hectares du champ ■■■■ foire, pour dresser la ■■■■ de toile où ■■■■ familles, ■■■■ quartiers, ■■■■ entreprises recevoient ■■■■ après soir une semaine plus tard, ■■■■ la Feria, pour chanter, ■■■■ la « séviliane ».

Ils seraient sans doute ■■■■ million à la Feria et ■■■■ dernier samedi de la Feria et ■■■■ ne leur faisait pas peur, aux Sévillans, eux qui redoutent les foules et l'invasion ■■■■ visiteurs prévus pour l'exposition

« Seville » d'abord refusé le projet tel qu'il avait été conçu à Madrid par l'architecte Ricardo Bofill parce qu'il était trop rapelle l'historien Antonio Garcia Sola. Les Sevillans sont orgueilleux : ils feront pour eux soit une réussite. Pour tant, à entendre celui qui est aussi le commentateur apprécié des corridas à radio, il semble que la ville s'intéresse surtout à une Feria exceptionnelle qui, cette année, durera jusqu'à la mi-mai, et aux vingt et une courses annoncées, et cinq avec la participation de Curro Romero. « La tauromachie andalouse n'est



vraiment différente, précise-t-il, sauf dans son interprétation. Le Nord recherche la technique, nous, nous apprécions l'art. C'est pourquoi Carrer Romero, idéal de Séville, sera toujours son héros. Le public est capable de lui pardonner ses fautes, ses échecs, toutes ses faiblesses, pour un instant de perfection. L'une des raisons des plus grands succès de Carrer Romero est l'adaptation à l'animal et le rythme de la faena, et cela, Romero le fait à la perfection. Même lorsqu'un qui n'a écrit aucune œuvre de la corrida, le sentirait parfaitement. »

Plénio dit geste, l'homme aigüé d'un affrontement vital et périlleux, face au torero, « droit comme un crin » (Michel Leiris), le public sévillan est connu pour s'émouvoir de ces clameurs habituées, par une certaine qualité de silence, célèbre au-delà des murs de la Maestranza. Plus muet que l'extériorité, la retenue, Plénio est fameux, dans ces arènes privées qui continuent d'appartenir – vestige vivant de l'ancien régime – à quelques aristocrates ou familles de l'aristocratie. Celles-là mêmes qui possèdent les haciendas et des palais en Espagne, où, comme ce gentilhomme éleveur voudrait passer sous ses fenêtres, ce succédané, une manifestation de paysans conduit : le gouvernement, pourrait dire : « Ce sont les nôtres ! Traditions.

António Garcia Saeguers nous reçoit à l'Université, dans une cellule – son bureau – de l'ancienne prison de la manufacture de l'opium, petit édifice baroque où l'on retenait les vrais Carman en révolte, un peu à l'écart du palais-usine qui abrite aujourd'hui, en pleine ville l'Université. « Par deux fois, en 1935, lors de l'Exposition ibéro-américaine, un aujourd'hui, en

1992, mais a tenu de sa relation frustrée avec l'Amérique : frustration de savoir qu'elle n'est pas le monopole des échanges avec qu'il n'y ait eu de profit qu'à dix-huitième siècle, à Cadix, mais que n'en avait fait, ni pour le développement économique ni pour le développement social, le fameux aristocrate qui exploitait ses terres, ses milliers d'hectares, par l'élevage et les cultures spéculatives, la vigne et l'olivier. La classe des marchands, principale classe de l'activité dans la société de l'ancien régime n'avait de projet que celui d'être comme les seigneurs : être rentier permettrait de vivre à la manière des nobles, les d'innuitives, mais d'investissement dans l'industrie, l'Andalousie a été la terre de ce que notre maître Braudel appelle « la tradition de la bourgeoisie », dit l'historien. Je crois que cette ville universelle depuis toujours, mais elle expectative s'est pas accomplie ».

En 1998, « dernière guerre avec l'Espagne, l'Espagne perd Cuba et les Philippines. Plus de Cuba plus de Espagne. En exorcisme Séville prépare l'Exposition, on n'aurait rien qu'en 1992 et cette ville a conservé un grand génie, un jardin, le Maria-Luisa, ponctué de monuments étonnants (1), mais elle se chargeait des impôts dont la charge a duré jusqu'en dans les années 60. C'est dire que l'idée d'une Exposition universelle a fait naître ici l'Espagne et l'Espagne ».

« Séville s'intéresse peu au monde, si on aime que le monde s'intéresse à elle », estime Consuelo Varela, ancienne directrice du palais de l'Alcazar (2),

« Si l'on demande à un Sévillan  
mieux de fuir ses impressions,  
dira volontiers : c'est comme  
Séville, en plus grand. » Fana-  
rassique, qui aime les fêtes et  
accueillants, recèle une partie de  
froideur, la distance, le mal de  
qui, marra de Madrid avec son  
mari, Juan Gil, quand il fut  
nommé à l'université, il y a plu-  
de vingt ans, et quelle vue de  
tout moment s'entendre dire :  
« Mais vous n'êtes pas Sévillan ! »  
L'argentin fut d'ailleurs employé  
pour proposition lorsque un véné-  
ralité fut lui confia la direction  
du palais l'Alcazar. « Il  
vivent sur leur île, un peu comme  
les Anglais, apparemment ouverts  
aimables ; mais on ne s'intéresse  
jamais vraiment. » On ne proposa  
des diriger, à l'Université, son  
l'administration, ils réagissent.  
Sinon, ils vous ignorent courtoise-  
ment. Au mieux, on dit de vous  
« Il se crée, c'est-à-dire à être  
adopté ».

Sévillan, au lieu de l'être. Tous  
témoignages concordent : les  
habitués de la ville ont une vive  
passion pour Séville, la plus  
belle du monde à leurs yeux, ou  
pour l'église de leur quartier, ou le  
Vierge de leur église, celle de leur  
conférence. Le sens de la famille, du  
clan, de l'appartenance. Un par-  
tage des solitudes — ils ne restent

(1) Un ouvrage sur le parc Maria-Luis  
destiné par Forestier, et les pavillons de  
l'Exposition de 1929, paraîtra en mai aux  
éditions Nones, à Paris, sous la signature  
de Sylvie Asseline et Barthélemy Dumont.

(2) Cosmeo Varela et Juan Gil sont  
cosuteurs de l'ouvrage franco-espagnol  
intitulé « Le monde en l'air » (La  
Découverte) et coprésidents de l'Exposition  
du pavillon du quinzième siècle  
l'Expo92.

jamais seuls, ils se voient, téléphonent, ~~sortent~~ le soir, de ~~bar~~ : les jeunes ~~sees~~ se ~~ren-~~  
rendent-vous à minuit, rentrent  
petit matin. Ils travaillent, por-  
tant, même si l'énergie vitale  
tourne ~~vers~~ ~~la~~ chose que  
sont ~~les~~ professionnelle, la réalité  
du ~~mon~~ travail. « Un peuple  
l'esprit rapide, qui comprend vi-  
vement ne prend pas le temps d'  
profondir », note Juan Gil, é-  
crivain et professeur à l'Universi-  
té de Madrid. « C'est ~~un~~ bio-rythme,  
dit-on, dormant peu, mangeant

■ peine, boivent plutôt : de la manzanilla, du « fino » (le Xérès) avec des bars à tapas, du bon whisky dans les bonnes familles ; en fait, ils se nourrissent de mots. « On se reçoit sur un volé dehors, on s'invite surtout, on désespère, pendant le Feria. » Tels sont les toques, qui, à la faveur des films, ont été africain durant la moitié de l'année, rendus à la nuit son territoire.

« Vous, le travail, ça rend glorieux : pas nous ! », disait un jour François du Sud, excédé, à un Parisien. Les Andalous se sont tisés — philosophie de la mauvaise réputation qu'on leur faisait dans le reste du pays. « A leurs yeux, dit une Française qui habite et connaît bien la ville, le travail est dégradant, pas éhémentiel, mais éhémentiellement. Ils l'accomplissent, vite et bien. Pour passer à autre chose, prendre le temps de vivre, de parler, de tourner un complice, de rencontrer les autres, de leur partitition — c'est le concert social, et se conduire, quel que soit leur rang, comme un *senorito*. » Une ville, en, qui avait la tête ailleurs. Q

Ici, «l'inconscient collectif est très fort», note Elisabeth Burgos, qui fonde l'Institut français. Il me semble qu'il l'est de place en place : l'inconscient collectif. Car on dit tout, et les fantasmes s'expriment au grand jour». Le visiteur étranger est étonné de voir mise en scène la Passion du Christ dans la vitrine d'un opticien et il lui paraît «curios» (gros cul-dros) quand on lui conduit dans un bar à la mode où régnent l'éclectisme, la musique religieuse et, sur le comptoir, des coussins d'oreilles rouges et d'iris en reposoir... «antique» Vivre en gloire et une de Christ baroque.

**De notre envoyée spéciale**  
**Michèle Champenois**  
*Lire 10 000 pour 22*

Lire également pages 114-115 le reportage de Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux, « L'Andalousse en... » de... ».

# Islande

L'ISLE NATURE



**ICelandair**  
Vol




SCANDITOURS  
1992

**La qualité et le choix !**  
**Découverte de l'Islande**  
**Circuits accompagnés**  
**Voyages-aventure**  
**Circuits-camping**  
**Combinés Islande-Groenland**

**Formules en liberté**  
**Avion + voiture**  
**Buss-pass**  
**Réservation d'hôtels**  
**Chèque-Hôtels et Auberges**

BROCHURES GRATUITES

1992

## SCANDITOURS

POUR TOUT LE NORD DU MONDE

**Brochures dans toutes les**  
**Agences de Voyages et à La**  
**Maison de la Scandinavie et**  
**des Pays Nordiques**  
**36 rue Tronchet**  
**75009 Paris**

**Tél : 47 42 38 65**

info gratuite 1 811 00 05 11 05













EXPO'92

L'exposition était une chose, Séville en était une autre. La cité andalouse le savait, comme elle savait qu'il lui faudrait faire bonne figure et ne pas tarder à remettre son passé à jour tout en modernisant ses équipements. Tout sera en place à l'heure dite. Une rénovation réussie.

AVEC sans Exposition universelle, Séville la ville de toutes les magies - de tous les siècles aussi - où se côtoyaient les témoignages du monde d'or espagnol de l'Exposition universelle de 1929, sans parler de ce grand bâtiment blanc, la-bas, la « manufacture de tabac », comme l'appelle, dans les versions, le brigadier de Carmen, « qui aime l'imagination, écrivait pourtant Valéry Larbaud (1) au tout début de ce siècle, l'Espagne néo-européenne qu'annonçaient les pierres blanches et les fontaines monumentales d'Alhambra qu'il y avait dans ces choses et toutes les vieilles rues prêtes à s'éloigner de nous et à prendre place aux musées : l'Andalousie de Musset, l'Espagne d'est encore l'Orient, l'homme à la carabine... »

Splendeur exotique, grâce aux traces des califats qui s'y succédèrent jusqu'en 1248, fourmillante de souvenirs de sa période conquérante, celle-là même qu'on célèbre avec le cinquième anniversaire de la « découverte » des « Indes locales », de soleil - elle se trouve à la hauteur d'Alger, - elle était l'âme sourde et d'une amabilité nocturne qui n'aurait tues ni le flamenco ni le taurinisme, la capitale de l'Andalousie méritait bien ce rôle majeur que l'opéra, de Figaro à Carmen, lui avait dévolu (2). Si le thème de ces cartes postales est toujours valable - la « ville des banlieues » - plus, avec l'un des taux de criminalité les plus élevés d'Espagne, - quatre années de « terreur » colossales auront transformé la ville profondément. Avec pour lui laisser espérer un avenir moins sombre que celui promis par son statut de capitale de la province la plus pauvre et la plus peuplée d'Espagne avec ses millions d'habitants.

Séville n'est pas la seule ville de la péninsule ibérique à avoir connu quatre années d'« terreur », d'une telle importance, Barcelone grâce aux Jeux olympiques a fait l'objet d'une transformation radicale. Mais si l'on en parle moins, Madrid a connu, de manière plus empirique, les



Le Parlement andalou installé dans l'hôpital Cinco-Ligas.

grands chantiers qui la rendent habitable, mais cette taille réduite dans une Europe dont elle est pour cette année la « ville culturelle ».

Séville n'a guère que 650 000 habitants, mais cette taille réduite offre l'opportunité et la clé d'un changement d'échelle tourné vers le futur. Avec l'Expo'92, elle a récupéré le rôle de la capitale d'Andalousie et donc la possibilité d'un nouveau développement urbain, la technopole qui doit prendre la suite de la manifestation dans ses promesses. Le Guadalquivir lui-même avait été réaménagé pour la rendre propice à la navigation commerciale. Le vieux cours a été ramené. La voie ferrée qui se dirigeait vers l'approche au sud de la ville a été supprimée. Ses berges ont été somptueusement aménagées, et la belle gare du Cordoue maintenant en centre d'exposition. Ce fut l'occasion, aussi, d'insérer quelques bâtiments contemporains et variés dans les quartiers anciens. Peu ou prou les

plans, le classement et la reconstruction urbaine, les restaurations, la construction de quelques édifices majeurs sont les trois axes de la traversée que l'on peut lire les « grands travaux » de Séville, en marge de l'Expo.

Même si, par sa symbolique culinaire (le nettoyage des « rues d'Andalousie »), le Guadalquivir insinué peut apparaître comme le plus spectaculaire des travaux de reconstruction urbaine, il n'est qu'un élément. On peut d'ailleurs l'estimer inachevé, puisqu'à la place du chemin de fer se trouve l'autoroute citadine et venue perpétuer la coupure de la cité et de son fleuve. Il est vrai que, dans l'attente, il faut se résoudre à l'entente, à la recherche d'une solution pour drainer la circulation de la ville ancienne, où deux voies principales majeures de circulation ont été supprimées au profit de vastes zones piétonnes - avec les inévitables gémissements des commerçants locaux. La cité historique se trouve ainsi entourée d'une première série de « boulevards des marchands », que l'on trouve, au-delà, doublés, triplés,

puis quadruplés de rondes, autoroutes et larges artères qui promettent une éternelle fluidité à la ville du futur. A défaut de la « rue » en cœur historique, il est certain que l'on s'attend d'ailleurs, pendant l'Exposition, à d'énormes embouteillages de promeneurs assoiffés.

Le réseau routier, écrit ou rénové, doit mener à l'Expo au million de km que l'Andalousie met à la disposition des visiteurs d'Expo'92 : 80 000 à quatre-vingt-dix minutes, 600 000 à plus de deux heures de route. A cette distance, on ne peut franchir la frontière portugaise... A peine plus loin, il y a Madrid : un TGV baptisé ici AVE met désormais l'Andalousie à un peu moins de trois heures de la capitale espagnole, là où il en fallait naguère.

L'AVE aura deux gares, l'une à Séville, l'autre à Cordoue. Les toiles tendues à l'Expo'92, l'autre au centre-ville, à Santa Justa. Toutes les activités historiques légendées par l'histoire ont été réaménagées dans ce bel objet plat, large, un peu

traps - il rappelle les plus belles gares de l'Andalousie - et qui révèle, à l'intérieur, des espaces de circulation somptueux par leur qualité même : au-dessus des quais, une batterie de vitres d'une élégance et d'une respiration à vous couper, si l'on peut dire, le souffle... Due aux architectes Antonio Cruz et Antonio Ortiz, elle est sûre d'entrer dans l'histoire au moins pour la qualité de ses espaces et la virtuosité avec laquelle la lumière y est domptée, en attendant de servir ses qualités techniques, pratiques et esthétiques.

La grande place qui lui fait face - 22 000 m<sup>2</sup>, à la jonction de la ville ancienne et des quartiers récents - apparaît passablement désertique pour l'instant. Et il est peu probable que la végétation ait suffisamment densifié d'ici l'été pour s'épargner un sursaut du genre « l'Expo ». Car les Andalousiens ont ce genre de plaisanteries, comme les édifices de l'Exposition en fait l'expérience (le pavillon andalou baptisé « soutien-gorge », l'auditorium, le « grill »). Les nouvelles constructions de la ville

« échappent pas au sens populaire. Comment, en effet, ne pas adopter le sobriquet donné à la Maestranza - « l'Andalousie » ? Que peut-on espérer de cet énorme théâtre de 1 300 places, signé Luis María de Terán et Aurelio del Roso, grosse forme indolente et ronde située au bord du fleuve, sinon de bonnes prestations techniques ?

Car Séville, dans un ardeur sans relâche, voit pousser des monuments partout. A commencer par les sept nouveaux ponts qui, ponctuant le Guadalquivir, marquent à Séville une silhouette radicalement nouvelle. On se souvient de citer ici le pont de la Barqueta et surtout l'œuvre exceptionnellement lyrique de l'architecte Santiago Calatrava : le pont d'Alamillo. Lyrique au sens figuré comme au sens propre, tant il rappelle une harpe avec son immense arc de 140 mètres de haut, incliné vers l'Avila comme par l'effort d'un d'out partant les câbles qui soutiennent son effleurement. Belle réussite, le nouvel aéroport international. Mais ici, son auteur, Rafael Moneo, a privi-

## Sévilan avant tout

Suite de la page 25

Il croyait connaître les limites du goût et oublier l'ampleur du syncrétisme propre à une ville qui a assimilé toutes les religions et plusieurs civilisations, qui a été romaine, phénicienne, juive, musulmane et castillane et qui a peut-être répondu par la dévotion de l'« exco » à ceux qui voulaient forcer son âme. En devenant « plus catholique que le pape », comme l'écrit Michel del Castillo à propos de l'Andalousie (3), elle blanchit sur laquelle ses conquérants écrivirent leurs mythes et leurs légendes.

Les Andalous, qui anchoient un même mouvement la pitié la plus extrême, la plus exaltée, la plus théâtralisée, celle de la Semaine sainte, et les fêtes les plus antiques, les corridos et la Feria, la danse, sept jours sept nuits durant, vivent, leurs traditions au présent. « Ce n'est pas du folklore, c'est du vécu », rappelle Elisabeth Burgos. Une culture d'avant la culture avec une majuscule. « Toutes les fêtes de la Semaine sainte, le culte d'As-tur, les saturnales des Romains », estime Rodrigo de Zayas, historien

et musicologue. Intégration, initiation, les jeunes, les étudiants, sont de plus en plus nombreux à vouloir participer aux confréries, comme s'il fallait en être pour être.

La Semaine sainte, note l'éditorialiste de Diario 16, le quotidien sévilan, « d'abord un « d'urbanité ». Une communion de la ville avec elle-même, une effusion urbaine, un feu d'artifice de vivre ensemble, d'accompagner un sang qui circule dans les veines et de saluer la saison nouvelle.

Ces Andalous que l'on dit insaisissables, fléchés avec les pendules (se presser, pour quoi faire et pour aller où ? « pero no importa », à quoi bon ?), « ponctuels pour les choses essentielles » assure Rodrigo de Zayas, « la vie, la mort, les baptêmes, les enterrements... et les rendez-vous fixés par la confrérie ». Dans celle du Gran Poder, l'une des plus importantes, à laquelle il appartient et qui « dans la nuit du Vendredi saint pour marcher en procession (et en silence) durant sept heures, « chacun connaît sa place et la prend sans discuter » ; c'est une « discipline collective consentie autour

rituels de « cité », et il ajoute : « L'homme a inventé la ville il y a huit mille ans, en Asie Mineure. Ici, près de l'embouchure du Guadalquivir.

« Cette ville s'était endormie à partir du dix-huitième siècle sous le règne de Charles III et les lieux communs de l'« importation » de Washington Irving à Ravel. Mais elle a su se réveiller de vivre ni abandonner ses codes de relations. » Issu d'une grande famille andalouse émigrée au dix-neuvième siècle au Mexique et d'une mère américaine, élevé en France, Rodrigo de Zayas est, avec son épouse Anne Perret, Française et musicienne, une figure de la vie sévilane. Et la maison à petit qu'ils ont sauvée de la démolition et qui contient une bibliothèque de 45 000 ouvrages, 12 000 manuscrits, un véritable centre culturel privé, dédié à la musique baroque dont ils ont exhumé et réédité des trésors du Siècle d'or sévilan - qu'ils éditent et qu'ils produisent, avec le concours de chanteurs et de musiciens qu'ils ont formés depuis une dizaine d'années, l'« atelier Zyriah », très apprécié dans les festivals internationaux. Ce qui laisse à Rodrigo de Zayas sinon le loisir, du moins l'énergie d'écrire une « Exposition des maurisques, ou le racisme d'Etat » (qui paraît prochainement aux éditions de La Différence).

« C'est toujours un mauvais calcaire d'exposer les minorités », confirme l'historien, qui s'est penché sur le martyre des six cent mille musulmans convertis de force au christi-

nisme et, malgré cela, jugés indésirables un siècle plus tard, au début du seizième siècle, et chassés dans des conditions telles que les trois quarts d'entre eux ne survécurent pas. Comme s'il fallait à encore rappeler à l'Espagne tout entière, en même temps qu'à l'Andalousie, la complexité de ses origines. Et mesurer d'où elle tient ce don de mêler le sacré et le profane dans une même exaltation. L'arc tendu du toreo, ou le cat tendu des chanteurs. Quand, dans une église, pour un concert à voix nées, se souvient Anne de Zayas, deux hommes et deux femmes se répondent, « avec une technique en quatre de ton qui ferait mourir d'envie tous les Pavarotti du monde », et lancent vers la Vierge ou vers le Christ une « sueta », une « fleche » et qu'une « foule de trois mille personnes les accompagne en retenant sa respiration aussi longtemps qu'eux ». Dans un silence absolu.

« Etre sévilan, c'est savoir se concentrer, regrouper ses forces pour se forger un style et « quedar bien », se tenir bien, au sens propre rester bien, dans la mémoire des témoins », affirme Michel del Castillo. Séville retient son souffle.

De notre envoyée spéciale  
Michèle Champenois

(3) Andalousie, « Points-Planètes », Seuil, 1991.

**UNE SEMAINE EN FLORIDE**  
à partir de 5 910 F\*  
- PARIS/ORLANDO/PARIS.  
- Une voiture de location en kilométrage illimité.  
- Une location de villa.  
\* Prix pour 4 personnes minimum.

**CONTACTOUR**  
30, rue de Richelieu - 75001 PARIS  
Tél. : (1) 42-94-02-25

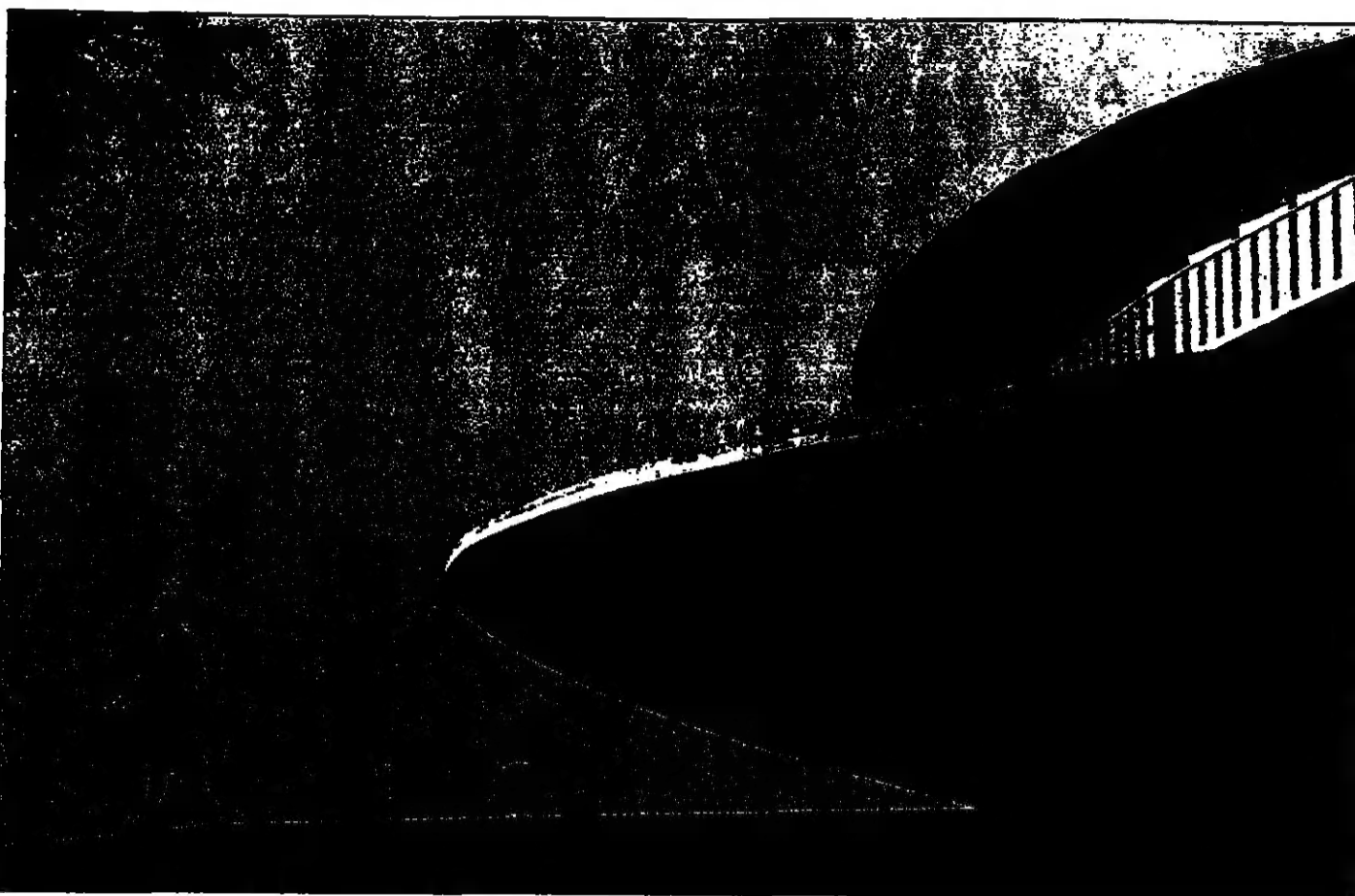
**Le Monde**  
**RADIO TELEVISION**  
**SPÉCIAL EXPOSITION DE SÉVILLE**  
**LA TÉLÉVISION ESPAGNOLE**

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ TOURISME GASTRONOMIE**  
Renseignements : 46-62-73-75

مكتبة النخيل



SANS VISA  
VOYAGE



La nouvelle gare centrale de Santa-Justa.

# Andalouse en habit de lumière

légère l'austérité et la lumière sévillane, qui filtre à travers des formes étonnamment régulières. Cette architecture n'a rien d'une épique futuriste, comme dans tant d'aéroports dits « internationaux », mais, souvent aussi, de leur style. Le noir, le blanc, la lumière, des volutes presque traditionnelles ici, ailleurs de grands volumes simples, le tout dans une enveloppe rythmée, réservée, ocre comme la terre : rien ne préfigure les éclats tapageurs de l'Expo, tout rappelle au contraire que Séville doit retrouver demain, dans six mois, le calme et la sérénité d'une cité vouée à la chaleur et au tourisme.

Dans la ville ancienne, à quelques jours de l'ouverture de l'Exposition universelle, le symbole de Séville était sûrement la brasse et le pot de peinture. Les pots vides, par milliers, encombraient les rues, attendant l'envolée. Les pots sont devenus si familiers et si obsessionnels que certains magasins en font le thème de leurs vitrines. Partout en effet, dans les vieilles rues, on voit des profes-

sionnels - ou des amateurs - jouer du pinceau pour enduire les bâtiments d'une couche d'ocre jaune, de bleu de prusse, de vert céladon ou tout simplement de blanc, la couleur dominante. Sur ces pages lissées se lisent les jaillages des grilles et les vides des embrasures. La lumière du ciel tombe le long des murs, accrochant au passage les balcons à boules de cuivre. Derrière les portes ajourées, on entrevoit les patios ornés de colonnes, de mosaïques et de fleurs en pot. L'opération, entamée depuis des mois, atteint cette semaine son point culminant. La cité andalouse doit être irréprochable pour accueillir les dix-huit millions de visiteurs qui se bousculeront sur l'île de la Cartuja à partir du 20 avril.

Parfois le badigeon hâtivement appliqué recouvre mal les crevasses d'un mur délabré, mais depuis 1988 des travaux autrement plus lourds ont été entrepris pour rénover de fond en comble le patrimoine monumental de Séville : 1 284 millions de pesetas ont été dépensés pour ce lifting en profondeur. Le commissariat général de

l'Exposition, la région autonome d'Andalousie, la municipalité et des organismes privés comme des banques ont chacun participé au financement de l'opération. Les églises et les couvents, souvent en triste état, ont été les premiers à bénéficier de la manne.

La cathédrale, d'abord, la merveille de Séville. On sait que le chapitre qui en ordonna la construction résuma son plan dans cette phrase : « Eleve un monument qui fasse croire à la postérité que nous étions fous ». Custine, dans les années 1830, la comparait à « une montagne creuse, une vallée renversée ». Quelques années plus tard, Théophile Gautier était frappé par ses « piliers gros comme des tours et qui paraissent frères à faire frémir, s'élançant du sol ou retombant des voûtes comme des stalactites d'une grotte de géants ». Ses chapelles (celle de la Vierge de la Antigua notamment), ses sculptures et ses énormes retables dorés qui déroulent leur scénographies compliquées ont été décaissés. Ses tableaux, dont certains signés Herrera, Pacheco, Murillo, Zurbarán ou Goya sont nettoyés. La formi-

dable quincaillerie ecclésiastique brille de tous ses feux. La girouette géante - une effigie de la Foi, avec palme et étendard - gît dans un coin. En haut du clocher une réplique, neuve, a pris sa place.

D'autres travaux plus lourds ont été engagés. A commencer par la rénovation des fragiles toitures, celle de la porte du Pardon et de la Bibliothèque colombienne, qui s'était quasiment effondrée, il y a quelques temps. La cour des Orangers, au pied de la Giralda, retrouve sa géométrie, après des fouilles archéologiques qui ont permis de mieux repérer les contours de l'ancienne mosquée sur laquelle la cathédrale est bâtie. Mais le parti pris de l'architecte des monuments historiques est vivement critiqué dans la ville : il a voulu respecter - ce qui est théoriquement louable - les traces des états successifs du bâtiment. Or, ici comme ailleurs, les remaniements sont si nombreux, se chevauchent tant qu'à tout vouloir privilégier on n'apporte plus qu'un mélange incompréhensible d'arcs plus ou moins brisés, de matériaux hétérogènes, d'ouvertures disparates, à demi

débouchées. Enfin la charpente métallique qu'il eût ostensiblement placée sous le toit de la galerie n'est pas non plus du plus bel effet.

Le monastère San-Clemente, à deux pas du Guadalquivir, a profité, lui aussi, du grand chambardement. Le bâtiment construit du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle abrite toujours une petite communauté de sœurs cisterciennes et contient, entre autres, un cloître magnifiquement planté. L'ensemble était très dégradé. Il a fallu reprendre une partie du gros œuvre, refaire les couvertures, restaurer fresques et tableaux, sans oublier les dorures. L'établissement sera largement ouvert au public pour des expositions temporaires, dont le cycle est inauguré par un colossal étalage d'argenterie sévillane.

Le couvent de Sainte-Inés, avec sa salle capitulaire arabe, son église gothique-mudéjar, son cloître Renaissance et ses azulejos, était à peu près dans le même état de décadence. Il a été restauré lui aussi, avec la même minutie. L'ancien dortoir sera à son tour une salle d'exposition. Presque tous les édifices religieux, grands ou petits,

ont été soigneusement retapés : églises de la Magdalena, de San-Marcos, du San-Salvador, couvent San-Leandro, basilique de la Macarena, avec sa vierge capotonnée de satin brodé, couverte de bijoux, chapelle de l'hôpital de la Caridad (dont la fondation est attribuée à don Miguel de Manara, grand seigneur libertain, modèle de Don Juan), une des plus belles créations architecturales du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui contient la célèbre allégorie masquée d'Antonio Valdés. Ce grand nettoyage permet de redécouvrir un baroque espagnol, plus sombre, plus angoissé que ses manifestations italiennes ou allemandes, avec ses vierges raides sous leurs justaucorps de velours, ses christes sanglantes et ses madones évanouies au pied des calvaires, un réalisme tragique encore capable d'engendrer chez les Sévillans une véritable émotion religieuse.

Les grands édifices civils ont eux aussi été assésés, puis réparés, lavés, repeints. L'ancienne fabrique de tabac est depuis longtemps le siège de l'université. Elle a été néanmoins soigneusement poncée. Le vieil hôpital Cinco-Llagas, de l'autre côté des vestiges de l'enceinte crénelée, était plus qu'à moitié croulant. Ce qui a pu en être sauvé abrite depuis le 29 février le Parlement andalou de la région autonome. Les architectes ont d'ailleurs discrètement signalé ce qui relevait de la restauration et ce qui appartenait à la reconstruction.

Le palais San-Telmo, ancienne résidence du duc de Montpensier, était devenu un séminaire, ce qui ne l'avait pas arrangé. Il sera désormais la résidence du chef de la Junta de Andalucía - le président de la région autonome. Le 21 avril, le roi Juan Carlos doit « inaugurer » le vieux bâtiment. La restauration ayant pris du retard, différents corps de métier tâchent de cohabiter en poussant au maximum leurs travaux respectifs. La réflexion des plafonds et la pose des verrous vont de pair avec les essais de peinture sur des plâtres encore frais. Ici on patouille dans le ciment tandis qu'à côté on redore des boiseries. Les électriciens et les charpentiers se disputent les uns pour fixer leurs pinthes, les autres pour casser leurs fils avant qu'il ne soit trop tard. La décoration initiale (du XVIII<sup>e</sup> siècle) n'ayant pas été retrouvée, les architectes ont décidé de reprendre celle de la seconde moitié du siècle suivant : les jus maron, les plafonds fleuris de couleurs acides et les glaces bruniées ne sont pas exaltants. Restent les façades avec leurs portes et leurs balcons qui disparaissent sous un envol d'angelots baroques. Mais les travaux ne concernent que la moitié de l'énorme quadrilatère. L'autre morceau est toujours en possession de l'église, qui ne le quittera qu'après la construction du nouveau séminaire, à la périphérie de la ville.

Depuis les dernières élections, la nouvelle municipalité (coalition autonomistes-Parti conservateur) n'est plus de la même couleur politique que la région (PSOE). Cela n'empêche pas cette dernière d'avoir largement contribué au renouveau de la cité. Le repavage des rues, entrepris systématiquement dans le quartier San Bartolomé, par exemple, est financé grâce à un emprunt consenti par la région à la ville. L'hôtel de ville a reçu lui aussi la visite de tous les corps de métier. L'ayuntamiento (la mairie), aux belles croisées à meneaux qui ont vu les noces de Charles Quint et d'Isabelle du Portugal, est un bâtiment composite, curieux avec son arborescence Renaissance, inachevée par endroits, ses bossages bruts destinés à recevoir la décoration et son autre façade classique, plus rigoureuse. On est en train d'aménager l'intérieur pour l'alcade et ses services. Sur la plaza Nueva, juste en face, le trou d'une amorce de métro a été rebouché, la construction d'une galerie souterraine s'étant avérée impossible à cause des sous-sols gorgés d'eau. Pas de quoi s'annoncer, c'est le seul véritable échec enregistré par les rénovateurs de Séville.

De nos envoyés spéciaux  
Frédéric Edelmann  
et Emmanuel de Roux

(1) Bleu, blanc, jaune, Gallimard éd.  
(2) Les éditions Autrement viennent de publier, dans la série « Mémoires », *Séville, XVI<sup>e</sup> siècle de Colomb à Don Quichotte, entre Europe et Amérique, le cœur et les richesses du monde*. On l'a écrit tout sur la plus glorieuse période de la Séville catholique.

## COURRIER

### Mende se rebiffe

L'article sur Mende, publié dans « Le Monde sans visa » du 14 mars, n'a pas laissé insensible M. Dominik Debut, habitant de cette ville à « l'ennui tranquille » qui nous écrit.

Mende, 12 113 habitants, chef-lieu et préfecture de la Lozère, vous remercie de votre visite, et de votre article, monsieur l'envoyé spécial. Il n'y a pas de doute, vous êtes venu à Mende. La gare, ce ne s'invente pas, le Lot non plus, et le petit pont de pierre, encore moins. En outre, vos références à l'histoire sont exactes, votre sens de l'observation aigu et vos remarques pertinentes.

Permettez au vieux Mendois que je suis de compléter l'information du grand reporter que vous ne devez pas manquer d'être. D'ailleurs, peut-être en être autrement lorsque l'on est choisi pour une mission aussi périlleuse et délicate dans cette enclave « arriérée ». Reprenons, je viens de la gare et je cherche à entendre la voix suave et toute en broderies vocales de Lucien Jeunesse, non, décidément, je n'ai pas l'ouïe fine car je n'entends rien, je referai le parcours, ce qui compte c'est « le parfum de qualité de la vie » qu'exhale ce quartier, je le sens, je le sens même très bien.

Ah, pas d'oreille mais du nez ! Je n'aperçois pas de taxi-ambulance-break ployant sous un amoncellement de cantines et paniers

d'osier, pas de famille en noir non plus. Ah ce journaliste ! il a dû en rajouter, ça devait être pour « coller » avec le saut à rebours dans le temps, les premiers congés payés... A moins que ce ne soit l'exode. Assez plaisant, le sujet est grave, ce doit être un « fait de société » pour justifier une page dans le Monde. Imaginons plutôt le retour de notre héros dans sa rédaction parisienne après cette plongée dans la France profonde.

Notre « Cousteau du pauvre », ethnologue hexagonal, a dû être accueilli chaleureusement par ses collègues.

« Hé les gars, incroyable mon reportage en Lozère, figurez-vous que j'ai vu des gens qui jouaient aux boules à 5 heures de l'après-midi, qu'il n'y avait pas d'embouteillages, pratiquement pas de feux rouges, par contre il y a des jeunes et ils portent des jeans. Il y a aussi des affiches pour des matchs de foot et des bals. J'ai aussi vu des cafés avec des gens dedans, et ils buvaient, si si. Mais c'est idiot ce que tu nous racontes-là, c'est comme partout, sauf pour les embouteillages et les feux rouges. Moi je connais Mende et la Lozère, j'y vais souvent en vacances. Tu pourrais parler du ciel qui y est si souvent plus bleu qu'ailleurs, de l'absence de pollution industrielle, des paysages, des sites exceptionnels comme les gorges du Tarn... »

« Ah oui, c'est vrai qu'en regardant

les taxis et les bistrot, j'ai oublié de lever la tête et de regarder le ciel, et puis, les gorges du Tarn, je croyais que c'était dans le Tarn. De toute façon, le sujet c'est Mende et je suis sûr qu'on s'y ennuit, quoique, à la réflexion, c'est vrai que c'est la ville la plus sportive de France dans sa catégorie, qu'il y a un cinéma avec plusieurs salles, et puis les promenades ne manquent pas, je n'aurais peut-être pas dû puiser la moitié de mes informations dans un manuel d'histoire, oh, ce n'est rien, pour l'article je vais m'arranger. Bon, je dois rentrer chez moi, j'ai encore deux heures de métro et train de banlieue, et la ne veux pas rater « Sacré soirée » à la télé. »

Votre article est sympathique, monsieur, mais il est partiel, voire partial. Vous avez la critique des envieux, et puis vous êtes Parisien. Vous avez la tour Eiffel, nous avons la montagne. Vous avez la pollution, nous avons l'air pur. Vous avez le stress, les embouteillages, nous avons le calme. Vous avez les théâtres, vous regardez la télé. Vous courez, nous vivons.

Rectificatif. - Dans « Corbu, soupe, savon et saut » (« Le Monde sans visa » du 11 avril), il convenait de lire non pas que « la surface vitrée était teintée et filtrante à 60 % », mais que 60 % de la surface vitrée avait été remplacée par des parois peintes.

Anka Muhlstein

une biographie de

## Cavelier de La Salle

du Canada à la Louisiane  
(1667-1687)

Grasset



# Bridge

n° 1481

## LE BAISER D'ARGINE

Voici une variante rare du Baiser à la Reine, un coup technique assez classique. Il a été réussi par l'italien Fabio Rosati au cours du match Grèce-Italie au championnat d'Europe de 1989.

Ann. : O. don. N.S. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
X. 10 20 30 40  
contre passe passe passe

Quest a entamé l'As de Carreau coupé par Sud qui a tiré l'As de Pique (pour le Roi de Pique sec d'Est) et a joué le Valet de Pique. Quest a pris avec la Dame et a contre-attaqué son singleton à Cœur (le 9). Le déclarant a mis l'As de Cœur, et il a joué le 4 de Carreau sur lequel Est a défaussé un Trèfle. Après avoir coupé avec le 2 de Pique, comment Rosati en Sud a-t-il gagné QUATRE PIQUES contre toute défense ?

### Réponse :

Après avoir donné la Dame de Pique, le problème est d'éviter de perdre trois Trèfles. Or le déclarant peut reconstruire exactement la distribution d'Ouest : quatre Piques, un Singleton à Cœur (car Est n'aurait sans doute pas contre 2 Cœurs sans avoir cinq Cœurs), sept Carreaux (puisque Est n'a pas fourni au second tour) et par conséquent un seul Trèfle. Après avoir fait tomber les atouts d'Ouest, comment ne perdre que deux Trèfles quand la distribution est la suivante :

♠ x ♠ 9 ♠ xxx  
♠ A 8 6 2

Si le singleton d'Ouest est un petit Trèfle, le déclarant ne pourra empêcher Est de faire trois Trèfles avec R D 10 x. Il faut donc espérer que Ouest a un honneur. Si c'est le 10, il suffira de jouer le 2 de Trèfle, puis le 6 de Trèfle pour affranchir A 8, mais si Ouest a le Roi ou la Dame de Trèfle, que faut-il faire ? Rosati a donc joué non pas l'As, mais le 2 de Trèfle. Ouest a pris avec la Dame et il a tiré le Roi de Car-

reau. Mais Rosati, au lieu de couper, a défaussé le 6 de Trèfle. Alors Ouest, qui n'avait plus que des Carreaux, a dû continuer Carreau pour la Dame du mort et la défaussé du 8 de Trèfle !

## LUTTE CONTRE UN GRAND BARRAGE

Les enchères de barrage sont toujours gênantes pour les adversaires et plus le barrage est élevé, plus il est efficace. Voici un exemple spectaculaire. La donne a été distribuée au cours du précédent championnat de France par paires.

Ann. : N. don. Pers. vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
X. 20 30 40 50  
passe passe passe

Quest ayant pris l'heureuse décision de ne pas entamer Carreau, mais le 9 de Trèfle, comment Michel Rosati en Sud a-t-il gagné le PETIT CHELEM A SANS ATOUT contre toute défense ?

Noté sur les enchères  
L'ouverture de « 2 Trèfles » était artificielle et forçait pour un tour seulement. Elle promettait une main de 20 à 23 points d'honneurs ou de 8 à 9 levées de jeu (ce qui était le cas). La surenchère de « 5 Carreaux » était un barrage qui garantissait au moins huit Carreaux. Que pouvait dire Sud avec ses 13 points ? Toute annonce au palier de cinq, comme par exemple « 5 Piques », n'aurait jamais montré une main aussi forte, et Sud se jeta à l'eau à « 6 SA ».

COURRIER DES LECTEURS  
L'Oscar du joueur (n° 1475)  
P. Gilbert, qui a trouvé la ligne de jeu gagnante (en faisant la dame d'atout sèche « en passant »), a calculé que la réussite du chelem était de moins de 30 %.

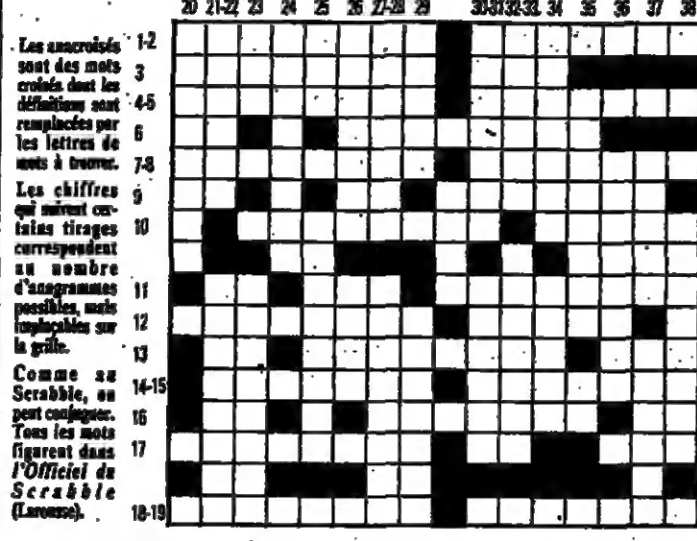
A l'autre table effectivement on s'était arrêté à la manche à Cœur, et le déclarant n'avait fait que dix levées.

Philippe Brugnon



# Anacroisés

n° 712



Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à deviner.

Les chiffres qui suivent ces lettres correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais indiqués sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut composer avec les lettres figurant dans l'Officiel du Scrabble (Lamotte).

**HORizontalement**  
1. BELOSTU. - 2. ADDFIT. - 3. HORRUSU. - 4. ABEINRS (+ 4). - 5. EORRUS. - 6. BEIMQRUU. - 7. AEGSSU (+ 1). - 8. ACEOSQU (+ 1). - 9. EORRTU. - 10. ABEERTX (+ 1). - 11. AAGLNNOO. - 12. ACDHNP. - 13. EEMNRTT. - 14. ABEORU (+ 1). - 15. BEETUV. - 16. EELPSUX. - 17. BEIMRRS. - 18. ADEELRZ. - 19. EBMRRZ.

**VERTICALEMENT**  
20. BDEGIRRU. - 21. AEIOSU. - 22. ABEIMNUV. - 23. ABEINRS (+ 4). - 24. BEILONS. - 25. BEINSUV (+ 1). - 26. EINSUUX. - 27. EENRTTU (+ 1). - 28. ABEIMNRT (+ 3). - 29. EENORFX. - 30. ABEIRQU. - 31. BIMSNU. - 32. DEISQU. - 33. ABEFLOS. - 34. DEESTU. - 35. EILORST. - 36. ABEIRQU. - 37. ABEINT (+ 3). - 38. EENORST.

**SOLUTION DU N° 711**  
1. ARTHUR. - 2. CALTAIS (LACATS TALAIS). - 3. OMBRIER (facteur d'orgue (IGNORERA ROGNERRA) ROGNERRA). - 4. JAPONAIS. - 5. LATENCE (CALENT). - 6. DRAPAMES. - 7. MANOQUE. - 8. PEDI.

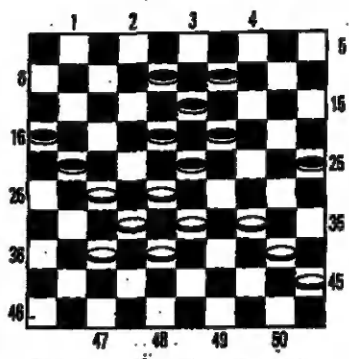
Michel Charlemagne et Michel Dugnet

# Dames

n° 429

LE COIN DU DÉBUTANT  
(mécanismes de coups classiques de base). LE COUP DU RICOCHET. Une prise en entraîne une seconde par effet de rebondissement.

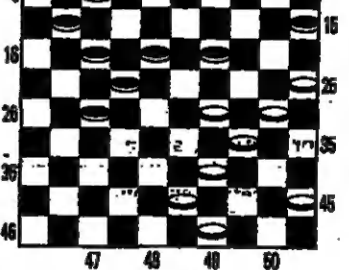
Schéma



Les Blancs jouent et gagnent.

SOLUTION : 27-22 (18x27) 34-30 (25x34) 40x18 (13x22) 28x26, +1.

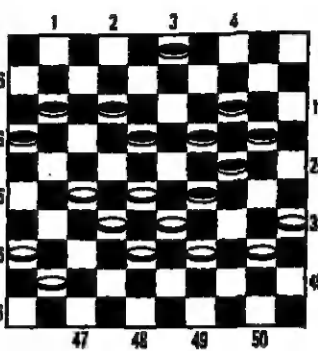
Exemple d'application.  
Comme pour tous les mécanismes classiques, le thème du ricochet est riche d'innombrables applications. Voici un exemple assez simple, sur lequel les débutants feront porter leurs efforts avant, pour nombre d'entre eux, de se reporter à la solution.



Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 30-24 (19x30) 29-23 (18x40) 25x34 (demi-ricochet) 40x29 39-33 (29x38) 43x1, dame, +.

L'UNIVERS MAGIQUE.  
A.K.W. DAMME, Le bien-nommé, champion des Pays-Bas en 1921, 1928 et 1929, ancien rédacteur en chef de la prestigieuse revue « Met Damspel », signant, en jouant, en mars 1930, sa victoire par le coup DAMME.



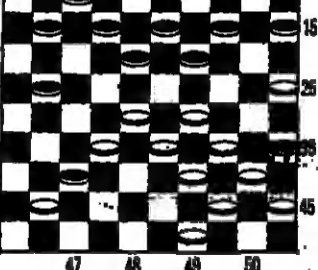
Les Blancs jouent et gagnent.

Solution : 27-22 (18x27) 32x21 (16x27) 28-22 (27x18) 35-30 (24x44) 33x22 (44x42) 22-17 (11x22 ou 12x21) 41-37 (42x31) 36x7, +1.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 428

GARLOPEAU (1992)  
Blancs : pions à 25, 28, 31, 32, 33, 37, 41, 43, 47, 48, 50.  
Noirs : pions à 8, 9, 10, 12, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 40.  
26-21 (17x26) 28x17 (12x21) 32-27 (21x32) 37-28 (26x46) 47-41 (46x49) 48-43 (43x48) (des dames de rêve) (49x29) 50-45 (23x32) 45x5 (telle six pièces et dame) (24-29) 5x37 (29x33) 37-32 (33x39) 32-49, +.

PROBLÈME GARLOPEAU (1992) (Rochefort 1992)

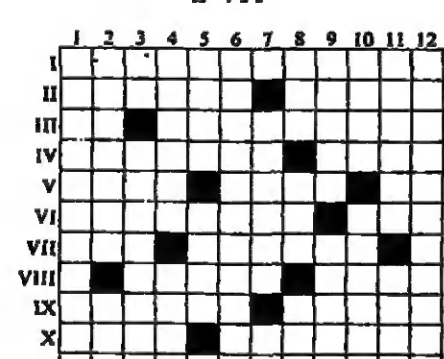


Les Blancs jouent et gagnent.

Solution dans la prochaine chronique.  
Les lecteurs qui trouveront la solution peuvent, dans les 10 jours, adresser directement leur marche de gain à Jean Chaze, 6, rue Ampère, 07000 PRIVAS.  
Les problèmes peuvent, pour publication dans « Le Monde », adresser leurs problèmes inédits (ou supposés tels) directement à Jean Chaze.

# Mots croisés

n° 711



**HORizontalement**  
I. Il est plutôt pour le patron malgré son nom. - II. Forcément repoussant. Nous met dans de beaux draps. - III. Au théâtre. Forcément repoussant. - IV. Ceux qui nous y mettent nous inquiètent. Rivière. - V. Agréable si on joue la bonne carte. Ne fait pas le poète. Article. - VI. C'est bien pire qu'une blaise. Interjection. - VII. Personnel bégayé. Rêveur. - VIII. Le chef les a en main. Fais des heureux. - IX. Dans le Gers. Peut faire le point. - X. Ce n'est pas lui qui peut le moins. Fait souffrir. - XI. Sont apparus après la Grande Guerre mais avant le Front populaire.

**VERTICALEMENT**  
1. Aïcoche. - 2. Plait au plus grand nombre. Elle est parfois sans personne. - 3. Conjonction. Pour eux les bancs ou peut-être les bans. - 4. C'est ôter tout éclat. Ah ! ses yeux. - 5. Vous font marcher. Avec lui, on sait en tout. - 6. N'a plus rien d'un bûche. - 7. Se disent. Se passe, comme à l'habitude. - 8. Ça ne fait pas beaucoup de sous, mais c'est un début. Des gens d'ailleurs. Il est bien beau, mais va-t-il parler ? - 9. Une vieille terre. Suris parfois nécessaire. - 10. Fia disparaitre. Va disparaitre, chez Rimbaud. - 11. Va avec une fonction. Si accessible, de nos jours, et encore si exotique ! - 12. Mises en garde.

**SOLUTION DU N° 710**  
Horizontalement  
I. Déconstruction. - II. Epatai. Grossi. - III. Manette. Area. - IV. Out. Oudis. Ai. - V. Clos. Largeurs. - VI. Rénova. Un. SSE. - VII. Naira. INA. - VIII. Triplicata. Fi. - IX. Eitel. Seu. Bile. - X. Surelévation.

Verticalement  
1. Démocrates. - 2. Epaulé. Rtu. - 3. Cantonner. - 4. Ote. Souple. - 5. NATO. VII. - 6. Titularise. - 7. Era. Acév. - 8. AG. Dm. Ana. - 9. Craignit. - 10. Tarse. Nabl. - 11. Ise. USA. Io. - 12. Oscars. FLN. - 13. Nialiser.

François Dorlet

# Echecs

n° 1484

Championnat du Portugal, Lisbonne, 1992.  
Blancs : R. Damaso.  
Noirs : L. Galego.  
Défaite sèche.

1. e4. 2. e5. 3. Cxd5. 4. Rb8. 5. Cc3. 6. Dd5. 7. Dd5. 8. Cc7. 9. Dd2. 10. b4. L'avance 7... e5 pose le problème du pion g4.

Le CFS ne peut revenir en e3 défendant le pion g4 puisque la case e3 est occupée par le F. A partir de cette position, le maître hongrois Petya a expérimenté, en 1978, le gambit 9. g5. g5 : 10. e3 ! mais il n'est pas certain que les Blancs aient une compensation suffisante après 10... d5 ! 11. Df3, d4 : 12. 0-0, Dg7 (ou aussi 12... Cb-d7) : 13. Txd4, dxd4 : 14. Fxd4, Fg5 : 15. Fd3, Cg5 : 16. Fd4, Dd7 : 17. g6, Dd5 ! 18. Td1, Fd5 ! 19. Td5, dxd4 : 20. Td1, Dd5 mûle. Gipska-Rasentis par cor. 1988-1989) : 13. g6, dxd4 : 14. Dd5, Fd3. D'où cette idée étonnante, proposée par le joueur hongrois Tolnai en 1989, du développement du F-R, indifférent au sort du C-R.

La partie Tolnai-Gavrikov (Berlin-Ouest, 1989) est importante pour cette variante : 9... d5 ! 10. Fg5, g5 : 11. Cxd5, Fd7 (ou 11... Dd5) : 12. Fd2, Dd5 : 13. Fg5, Dd5+ nulle ; 12. Fd6, Fd6 : 13. d5, b5 : 14. b3, Fd7 : 15. Dd2, l'ogé : 16. l'ogé, Txd4 : 17. Fxd1, Fg6 : 18. 0-0, Fd5 : 19. Fd5, Fd5 : 20. Rb1, Dd7 : 21. Td1, Cd7 : 22. Td7, 0-0-0 : 23. T-d7, Rb6 nulle mais rien n'est clair. Selon Gavrikov 13... Fd7 est meilleur que 13... b5.

On 10... b5 : 11. b3, l'ogé : 12. l'ogé, Txd1 : 13. Fd1 (Sklansky-boevich-Sax, 1973) ou 7. F4. En entrant dans une sorte d'Attaque Keres retardée, les Blancs se lancent déjà dans un jeu tactique signifié par un sacrifice de pièce purement positionnel, une variante peu jouée qui exige des nerfs solides de part et d'autre.

NOTES  
a) La « défense Paulsen » laisse aux Blancs un large choix : 6. Fd2 ou 6. g3 ou 6. Fd4 ou 6. Fb5 ou 6. Fg5 ou comme id 6. Fd3.

b) On 7. Df3, Cb-d7 (7... Cg6 et 7... Dg7 sont également bons) : 8. 0-0-0, Fd7 : 9. Fd2, Dd7 : 10. g4, Cc5 : 11. Dd3, b5 : 12. g5, Cb-d7 : 13. b4, b4 : 14. Cb1, Cg4 : 15. Fg4, Dxd4 : 16. b3, Dd7 : 17. g4, Cb1 (L'ogé-boevich-Sax, 1973) ou 7. F4. En entrant dans une sorte d'Attaque Keres retardée, les Blancs se lancent déjà dans un jeu tactique signifié par un sacrifice de pièce purement positionnel, une variante peu jouée qui exige des nerfs solides de part et d'autre.

Le retour à l'Attaque Keres est envisageable : 7... b6 ; 8. Tg1, Fd7 : 9. Dd2 ou 9. b4. L'avance 7... e5 pose le problème du pion g4.

Le CFS ne peut revenir en e3 défendant le pion g4 puisque la case e3 est occupée par le F. A partir de cette position, le maître hongrois Petya a expérimenté, en 1978, le gambit 9. g5. g5 : 10. e3 ! mais il n'est pas certain que les Blancs aient une compensation suffisante après 10... d5 ! 11. Df3, d4 : 12. 0-0, Dg7 (ou aussi 12... Cb-d7) : 13. Txd4, dxd4 : 14. Fxd4, Fg5 : 15. Fd3, Cg5 : 16. Fd4, Dd7 : 17. g6, Dd5 ! 18. Td1, Fd5 ! 19. Td5, dxd4 : 20. Td1, Dd5 mûle. Gipska-Rasentis par cor. 1988-1989) : 13. g6, dxd4 : 14. Dd5, Fd3. D'où cette idée étonnante, proposée par le joueur hongrois Tolnai en 1989, du développement du F-R, indifférent au sort du C-R.

La partie Tolnai-Gavrikov (Berlin-Ouest, 1989) est importante pour cette variante : 9... d5 ! 10. Fg5, g5 : 11. Cxd5, Fd7 (ou 11... Dd5) : 12. Fd2, Dd5 : 13. Fg5, Dd5+ nulle ; 12. Fd6, Fd6 : 13. d5, b5 : 14. b3, Fd7 : 15. Dd2, l'ogé : 16. l'ogé, Txd4 : 17. Fxd1, Fg6 : 18. 0-0, Fd5 : 19. Fd5, Fd5 : 20. Rb1, Dd7 : 21. Td1, Cd7 : 22. Td7, 0-0-0 : 23. T-d7, Rb6 nulle mais rien n'est clair. Selon Gavrikov 13... Fd7 est meilleur que 13... b5.

On 10... b5 : 11. b3, l'ogé : 12. l'ogé, Txd1 : 13. Fd1 (Sklansky-boevich-Sax, 1973) ou 7. F4. En entrant dans une sorte d'Attaque Keres retardée, les Blancs se lancent déjà dans un jeu tactique signifié par un sacrifice de pièce purement positionnel, une variante peu jouée qui exige des nerfs solides de part et d'autre.

La partie Tolnai-Gavrikov (Berlin-Ouest, 1989) est importante pour cette variante : 9... d5 ! 10. Fg5, g5 : 11. Cxd5, Fd7 (ou 11... Dd5) : 12. Fd2, Dd5 : 13. Fg5, Dd5+ nulle ; 12. Fd6, Fd6 : 13. d5, b5 : 14. b3, Fd7 : 15. Dd2, l'ogé : 16. l'ogé, Txd4 : 17. Fxd1, Fg6 : 18. 0-0, Fd5 : 19. Fd5, Fd5 : 20. Rb1, Dd7 : 21. Td1, Cd7 : 22. Td7, 0-0-0 : 23. T-d7, Rb6 nulle mais rien n'est clair. Selon Gavrikov 13... Fd7 est meilleur que 13... b5.

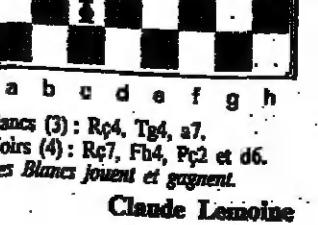
On 10... b5 : 11. b3, l'ogé : 12. l'ogé, Txd1 : 13. Fd1 (Sklansky-boevich-Sax, 1973) ou 7. F4. En entrant dans une sorte d'Attaque Keres retardée, les Blancs se lancent déjà dans un jeu tactique signifié par un sacrifice de pièce purement positionnel, une variante peu jouée qui exige des nerfs solides de part et d'autre.

On 38... Dd5+ : 39. Dxd5, Cxd5 : 40. Fd7 et les Blancs gagnent.

Si 40... Rg6 : 41. Dxd7 et si 40... Rf7 : 41. Dxd7+ : 42. Rf8-D, Dg2 : 43. g7.

**SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1483**  
N. KOPAIEV (1947)  
(Blancs : Ra6, Td5, Ff6 et b6. Noirs : Rg8, Th7, Pd7 et e6.)  
1. Rb6, Rb8 (et non 1... Txb6 ?) : 2. Tg5, Tg8 : 3. Tg7, Th8 : 4. Tg6 ! : 5. Tg7, une nouvelle étude commence, 6. Rg5, d4 : 7. Rg4, d6 ! : 8. Rg3, Rg8 : 9. Rg4, d5 : 10. Rg3, Rg7 : 11. Rg4, Rg6 : 12. Rg5, Rg7 : 13. Rg5 ! : 14. Rg6, d2 : 15. Rg7, d1-D : 16. g6-D, Rb6 : 17. Dg6 mat.

**ÉTUDE N° 1484**  
Z. BIRNOV (1947)



Blancs (3) : Rg4, Tg6, a7.  
Noirs (4) : Rg7, Fb4, Fc2 et d6.  
Les Blancs jouent et gagnent.  
Claude Lemoine

Ora

Semain

La Trinité

GASTRO

EL PICADOR

INI

LA VILLA CROIX

DESSIRIER



SANS • VISA

TABLE

Dames

# Oranges



# sévillanes

UN matin, un bateau venant d'Espagne, fortement poussé par les vents d'est, atteignit Tayside, en Ecosse, et déposa une cargaison d'oranges. Parmi ceux qui se pressaient sur le quai se trouvait James Keiller. Les oranges étaient bon marché; il fut tenté d'en acheter une grande quantité. Inconsidérément car, en raison de leur goût très amer, il fut incapable de les vendre. Sa jeune épouse, économiste - et pleine de ressources trouva une solution. « On peut supposer qu'elle était douée pour faire des confitures et des gelées », écrit F. Marian Mc Neil (Blackie, 1929), mais elle ne pouvait imaginer que le résultat de ses expériences serait un produit mondiallement connu.

Cette anecdote se situe dans les années 1790. Un siècle plus tard, rapporte David Mabey, la revendication écossaise sur la marmelade fut battue en brèche par les Anglais, en particulier par la femme d'un épicer d'Oxford. En 1870, M<sup>me</sup> Cooper « vendait de la marmelade aux collègues », mais, pour faire face à la demande, les Cooper installèrent bientôt une fabrique.

Aujourd'hui, la plupart des fabricants de marmelade - Keiller et Cooper inclus - utilisent de la pulpe stockée dans de grandes boîtes stérilisées ou infiltrées de dioxyde de soufre de façon à la conserver pendant le voyage

entre l'Espagne et la Grande-Bretagne. « La plupart des fabricants artisanaux, ou les particuliers qui font leur propre marmelade, reconnaissent que les résultats sont meilleurs », indique l'auteur de *Everything in the Larder* (1). A juste titre. Le contraste est grand entre la texture de la gelée, de l'écorce dans la marmelade faite à partir du fruit par comparaison avec la pulpe, qui produit des résultats « sans intensité de goût et sans caractère ». Voilà pourquoi de la fin janvier à fin mars, chaque année, les écossais - à Londres, à Glasgow comme à Paris - se précipitent chez les rares épiciers qui disposent d'oranges de Séville.

Avant 1914, les plus anciens se souvenaient que, le « joujou du pauvre », c'est l'orange qui est le seul cadeau de Noël des enfants d'ouvriers, enveloppée précieusement dans son papier de soie. L'orange est aussi un des « treize desserts » du soir de Noël en Provence. Les oranges sont originaires de Chine, *Citrus sinensis*. Ces fruits dorés des Hespérides furent décrits par les auteurs latins, dès le premier siècle avant Jésus-Christ. En Méditerranée, c'est la bigarade, ou orange amère, qui est connue la première. Le mot provençal *bigarrado* apparaît dans la langue, vers 1651. Car bigarrade est l'orange amère, avec ses couleurs tranchées. Ce qui n'explique pas

l'étonnante image: « La terre est bleue comme une orange » de Paul Eluard!

L'orange amère la plus anciennement connue est la *narandja* des Arabes et le *citrangum* des moines simplicités du Moyen Âge; son écorce mamelonnée et raboteuse a une odeur fortement aromatique et une saveur poivrée. Son jus est aigre et amer. Jusqu'à ce qu'arrive en Europe l'orange douce. L'acidité de l'orange amère fait sa supériorité en confiserie, soit comme ingrédient pour la cuisine, soit pour les fruits confits et la marmelade.

Cette dernière, à l'origine, est une confiture de coings. Le mot anglais *marmalade* dérive du portugais *marmelo*, le coing utilisé en Grande-Bretagne pour le breakfast avec les toasts et le beurre. Les feuilles et les fleurs du bigaradier sont appréciées

pour leur essence et leur parfum. Un extrait donne la liqueur de Curaçao. L'Espagne, bien entendu, est le plus grand producteur d'oranges amères. D'où le nom d'oranges de Séville, mais qu'il est bien difficile de trouver sur les marchés andalous. Elles rehaussent pourtant de leurs chaudes couleurs les sousbassements de la Giralda. « La plus grande glace à la pistache du monde », persifle Jean Cau.

Les diététiciens et autres phytothérapeutes disent, comme le bon Henri Leclerc (2), que la marmelade d'oranges ne se recommande pas seulement pour sa saveur exquise, mais que c'est un aliment des plus digestes, que l'on peut conseiller à tous les malades atteints de troubles hépatiques. L'écorce d'orange, celle qui provient du bigaradier

- que l'on trouve aussi entre Beaulieu et Menton - est un apéritif des plus efficaces en cas d'anorexie et facilite le flux biliaire. Qui a prétendu que la marmelade d'oranges de Séville démodée, un gadget réservé aux vieilles dames de Falzant ou bien au goûter d'Alice, selon Lewis Carroll?

C'est un romancier espagnol, Manuel Vazquez Montalban (3) qui nous livre les *Recettes de Carvalho*, le Maigret catalan, dont il est le père. « La marmelade, dit-il, dans Recettes immortelles, est hautement nutritive pour la peau, for de quoi elle peut-être utilisée, tant comme after sun que comme before love, de préférence aux Carottes, mais pas seulement. » A la veille de l'Exposition universelle de Séville, l'Espagne de la Movida ne recule devant rien pour promouvoir l'orange amère, plus

abondante d'ailleurs - à la saison - sur les marchés parisiens.

Pour découvrir les marmelades: Wilking and Son Ltd, Tawny Marmalade (Chez Menes), une merveille! Marmelade d'oranges (chez Menes), bon. Soleilou (Menes), bon goût français! Bon choix à l'épicerie du Bon Marché. Chez Izrael, la meilleure Eisenham Collection. La plus mauvaise et la plus vendue: Nelsons. Classique: Roses's. Ecologique: Thursday Cottage.

Jean-Claude Ribaut

- (1) *Everything in the Larder*, de David Mabey, BBC Books, 1990.
- (2) Henri Leclerc, *Les Fruits de France et des colonies*, Legrand et Cie, 1938.
- (3) Manuel Vazquez Montalban, *Las Recetas de Carvalho*, Planeta; *Recettes immortelles*, Mascaré, 1988.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côtes-d'Armor

##### BRETAGNE

#### CHATEAU-HÔTEL DE COATGUELEN \*\*\*

Situé dans un parc de 100 ha avec piscine, tennis et golf, 17 chambres de charme et une cuisine imaginative. Détente et gastronomie dans les Côtes-d'Armor 22290 Ploëmel. Tél.: 96-22-31-24.

#### Côte d'Azur

##### NICE

#### HÔTEL VICTORIA \*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo 06000 NICE - Tél.: 93-98-39-60. Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, cîble. Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

#### 74380 BONNE - HAUTE-SAVOIE

#### Hôtel Hexagone\*\* Neuf

au pied des stations et tout près des nombreux golf de la région. Idéal pour vos w.-c. sportifs. Accueil familial et savoyard. Renseignements: 16 (1) 50-39-20-19. Fax: 16 (1) 50-39-26-80.

#### 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

#### HYES-ALPES - STATION VILLAGE

#### A 5 km de Saint-Véran

#### HÔTEL LE CHAMONIS \*\*\*

Soleil, calme, ski de fond, piste. Pension, demi-pension. Tél.: 92-45-83-71. Fax: 92-45-80-58.

#### Paris

#### PORTE DES LILAS

#### HÔTEL LILAS GAMBETTA \*\*

223, avenue Gambetta Tél.: 43-62-85-60. Tél.: 211838. Fax: 43-61-72-37. Chambres lumineuses (310 F à 360 F). Petit déjeuner à 25 F. TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### SORBONNE

#### HÔTEL DIANA \*\*

73, rue Saint-Jacques. Chambres avec bains, w.-c. Tél. direct. TV couleur. De 300 F à 450 F. Fax: 46-34-24-30. Tél.: 46-34-92-55.

#### Provence

#### MAS DE GARRIGON \*\*\*

Un hôtel et un restaurant de charme, face à Roussillon et au Lubéron. Bibliothèque. Feu de cheminée. Promenades. Itinéraires romans. ROUSSILLON, 84228 GORDES. Tél.: 90-05-63-22. Fax: 90-05-70-01.

#### Sud-Ouest

#### PÉRIGORD-DORDOGNE

#### AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS

\*\*\* LOIS DE FRANCE. TENNIS - PISCINE CHAUFFÉE. 24550 VILLERANQUE-DU-PÉRIGORD. Tél.: 53-39-54-94 - Fax: 53-38-42-96.

#### Italie

#### VENISE

#### Hôtel LA FENICE

ET DES ARTISTES \*\*\*. San Marco N. 1936. Tél.: (41) 52-32-333 Fax: 52-03-721.

et son Restaurant nouvelle ambiance « bohème » TAVERNA LA FENICE. Tél.: (41) 52-23-856 Fax: 52-37-866.

#### TOURISME

Home d'enfants à la montagne (Jura 900 m altitude prise frontalière suisse).

#### PRINTemps - ÉTÉ

Agrement jeunesse et sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans anc. ferme XVI<sup>e</sup> s. confortablement rénovée. 2 ou 3 chambres avec s. de bns w.-c. Située au milieu des pâturages et forêts. Accueil volont. limité à 15 enfants, idéal en cas 1<sup>er</sup> séparation. Ambiance familiale et chaleur. Activ.: VTT, jeux collect., peinture s/bois, initiat. échecs, fabric. du pain: 2 080 F semaine/enfant. Tél.: (16) 81-38-12-51.

## Semaine gourmande

### Savoie

C'est le type même du bistrot de quartier, avec sa fidèle clientèle qui, après avoir serré la main du patron, en passant devant le zinc, sait qu'elle va trouver, dans le large couloir, des habitués puis la petite salle du fond, « sa » cuisine. Savy est de l'Aveyron, cela se retrouve dans ses petits « farous » d'entrée, son foie de veau à l'auvergnate, le fromage de Salers et la glace aux noix. Mais on se réglera aussi, bonnement, du tartare, des moules farcies, de l'andouillette grillée pommes pailles, arrosés d'un caboss, par exemple. Service rapide et aimable sous l'attentif regard de M<sup>me</sup> Savy, et ce jusqu'à 23 heures le soir. Compter de 250 F à 300 F.

► Savy, 23, rue Bayard (8<sup>e</sup>). Tél.: 47-23-46-98. Fermé samedi midi et dimanche. Parking François-I<sup>er</sup>. CB. Chiens acceptés.

### La Truffière

Une telle enseigne annonce de savoureuses spécialités. Au quartier Mouffattard ce n'est point si commun (aussi ne la cherchez pas sur le Gault-Millau !). Maison au

décor rustique, aux plafonds de poutres, à la cave voûtée comme une ancêtre « sud-ouestissime ». Menu à 100 F, 162 F et 210 F et à la carte compter de 350 F à 400 F pour un régal de foie gras cuit au torchon, de cassoulet, d'ail guillottes de mûlard aux pruneaux, d'émincé d'oignon sauce foie gras, avec aussi l'original velouté de potiron au gingembre et œufs de caille, ou le soufflé d'artichauts et de fromage au beurre blanc. Cette maison de la pérennité (M. Ch. Sainsard la mène depuis des lustres) vous sera une découverte pent-être.

► La Truffière, 4, rue Blainville (8<sup>e</sup>). Tél.: 46-38-28-82. Fermé samedi midi et dimanche. Parking Soufflet. AE-CB-DC. Chiens acceptés.

### La Table de Pierre

J'avais annoncé l'arrivée de Pierre (Darcieumerliou) dans ce cadre élégant de l'ancien Comby. J'ai plaisir à confirmer la qualité du chef Bruno Stril, la gentillesse de l'accueil et l'intérêt du menu à 190 F (choix d'une entrée, un plat et un dessert). Avec aussi un menu basses calories (220 F) qui pour-

rait être un modèle en la matière: salade de langoustines vapeur aux algues, suprême de volaille au coulis de pipérade et son riz basmati, soupe d'agrumes à la menthe fraîche. Les suggestions du jour font honneur à la cuisine du pays basque. Découvrez le fromage ardi gasna et le gâteau basque aux cerises « comme à l'assou ». Belle cave. Compter à la carte de 300 F à 450 F.

► La Table de Pierre 116, boulevard Péralre (17<sup>e</sup>). Tél.: 43-90-88-68. Fermé samedi midi et dimanche.

### Les Trois Quartiers

Une nouveauté. Dans les nouveaux Trois Quartiers, le groupe Prouant-Traiteur vient d'ouvrir un restaurant-salon de thé. Avec un espace de restauration rapide *La Passerelle*, une formule « Escalier » (95 F café compris). Au restaurant à la carte (supervisée par le chef de Druant, L. Grandard), compter de 200 F à 250 F.

► Les Trois Quartiers, 23, boulevard de la Madeleine (8<sup>e</sup>). Tél.: 42-98-10-81.

## Miettes

Dalloys. Pourquoi, m'écrit un gourmet américain habitant Paris et proche de la célèbre maison du faubourg Saint-Honoré, Dalloys a-t-il renoncé à fabriquer son gâteau Alhambra? Il était, comme le Dauphinois, lui aussi disparu, une des gloires de la maison. Question transmise...

Bonnes adresses signalées par le lecteur: Jean-Luc Barbanet (14, qui de la République, à Auxerre). Le Bellet, restaurant de Sophia-Antipolis (Valbonne). Le Carré long (32, rue Pasteur, à Gap).

Honneur aux fromages. Au restaurant, c'est un hommage assez rare. Souignons alors que Claude Terrail joint à sa carte de la Tour d'Argent un dépliant instructif sur les fromages qu'il propose, leur origine, leur « bonne époque », leur bonquet. Le Petit Bouffé. Jean-Paul Hévin, le meilleur pâtissier-chocolatier de sa génération selon Christian Constant ainsi que Le Petit Bouffé (16, avenue de la Motte-Picquet, tél.: 45-51-77-45). Salon de thé (non fumeur) et, aux djeûners, de lunch « à la Russe » (koulbiac, pirojki, saumon, blinis).

L. R.

## GASTRONOMIE

**EL PICADOR**  
Dans son nouveau cadre Spécialités espagnoles: paella valencienne, zarzuela, vins d'Espagne. 34 ans de renommée parisienne. Fermé lundi-mardi. Cité par les guides. 80, bid des Batignolles, 17<sup>e</sup>. Tél.: 43-57-28-87.

**LE SOUFFLÉ**  
Menu à 190 F et menu soufflé. 30, rue de la Montagne. Tél.: 42-88-27-58. Fermé le dimanche.

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE BRUT MILLÉSIMÉ ET ROSÉ**  
à la propriété des Almanachs Dubois P/F 51480 Ventuyl (près d'Épernay). Tél.: 26-58-48-37. Fax: 26-58-63-46. Vin vieillit en foudre de chêne. Tarif sur demande. Cuvée du Rédempteur: médaille d'argent Montréal 1986.

**CHAMPAGNES SANGER & VAUBECOURT**  
Lycée Viticole - 51190 AVIZE. Prestige - Millésimes - Rosé Blanc de Blancs - Brut - Demi-sec. Tarif sur demande. Tél.: 28-57-79-78. Visitez des caves sur rendez-vous.

## INDEX DES RESTAURANTS

### Spécialités françaises et étrangères

| CRÉOLES  | FRANÇAISES TRADITIONNELLES  | ALGÉROISES   | ETHIOPIENNES   | ITALIENNES  | VIETNAMIENNES   |
|--|---|--|--|---|---|
| <b>LA VILLA CRÉOLE</b> 19, rue d'Artois, 2 42-44-92. Marmite d'or de la cuisine Créole.  | <b>RELAIS BELLMAN</b> 37, rue François-I <sup>er</sup> , 47-23-54-42. Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant. Fermé sam., dim.        | <b>LE DEY</b> 109, rue Croix-Nivert, 15 <sup>e</sup> arr. Tél.: 48-28-81-64. Cuisine traditionnelle: Bourq, Chouja. Choix de coquecos et tagine algériens. | <b>ENTOTTO</b> 45-87-06-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Nordman, 13 <sup>e</sup> . Dorowott, Beyanestout av. l'Indjara.                                 | <b>L'APPENNINO</b> 61, rue Amiral-Mouchet, 14 <sup>e</sup> . 45-89-08-15. Rdim., lundi. EMILIO-ROMAGNE. | <b>NEM 101</b> 101, r. du Ranelagh, 16 <sup>e</sup> . 45-27-76-92. F. sam. soir et dim.                                       |
| CRUSTACÉS-POISSONS   |   | DANOISES ET SCANDINAVES  | INDIENNES  | THAÏLANDAISES   |   |
| <b>DESSIRIER</b> 111. Huîtres, coquillages, crustacés. Spéc. de poissons, viandes. 9, pl. du Mal-Juin (7 <sup>e</sup> voiturier). 42-27-82-14 - 43-80-30-72. | <b>LA COUR COLBERT</b> 12, rue Hôtel-Colbert 5 <sup>e</sup> . 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII <sup>e</sup> authent. PMR 220 F. | <b>COPENHAGUE FLORA DANICA</b> 1 <sup>er</sup> étage. 142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.  | <b>MAHARAJAH</b> 43-54-26-07. 7 jours sur 7. 72, bd St-Germain. M <sup>me</sup> Maubert. SCE NON-STOP: 23 h 30. Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux. | <b>BANKOK CITY</b> 13, r. Montagne-Sainte-Genève. 43-26-22-19. F. dim.                                  | <b>NEM 66</b> 66, rue Lauriston, 16 <sup>e</sup> . 47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine Vietn. Grand choix de grillades. |



# « Tu nous manques, Charles !... »

Reposer en paix n'est pas toujours commode dans les cimetières parisiens. La présence des grands hommes attire plus de curiosité que de pleurs, apporte plus d'animation que d'oubli. Ici on prie Bandelaire de revivre, là on succombe encore aux charmes de la dame aux camélias, ailleurs on se libère de haines tenaces contre Oscar Wilde et ses provocations...

LES grands de ce monde trouvent la paix des cimetières. Assagés une fois pour toutes, bien alignés dans leurs concessions, ils tirent encore le fincoul à eux. De leur vivant déjà, ils dérangeaient l'ordre et la tranquillité des familles. Morts, ils se moquent du repos mérité des « époux chéris » et des « mères sublimées ». Leurs deux mètres carrés ne leur suffisent pas, comme aux autres. Ils piaffent dans les allées, ils claquent dans les divisions. Un coin tranquille est tout de suite retourné par la présence, même discrète, d'un champion ou d'un fantasiste. Un caveau respectable devient un lieu de pèlerinage. On descend « le génial beau-fils du général Aupick », et bientôt des adolescentes enjamberont les tombes pour lui offrir des poèmes sur des cahiers d'écolière (1). Stendhal arrive, le « happy few » du voisinage ne connaît plus de répit. Les admirateurs de la dame aux camélias, qui l'étouffent de fleurs et reculent d'émotion, pèlent des sépultures d'honnêtes femmes ou de putains. Les morts ont aussi de petites douleurs.

Sans ses « orléans », le cimetière de Montmartre, triomphe du XIX<sup>e</sup> siècle, serait un paradis provisoire, néo-gothique, avec ses beaux quartiers et ses demeures modestes, un miroir voilé des vanités, une comédie bourgeoise, évidemment moins endiablée qu'en surface, mais enfin confortable et respectueuse des règlements. Sympathique aussi. L'égale force de leur tempérament leur libéralisme et flâtré leur souci d'économie, les inconnus ont, entre eux, de touchantes délicatesses. Ils n'écraient plus leurs voisins de leurs titres : quelques décorations de bureau, quelques blasons de fausse noblesse, trois fois rien. L'orgueil affleure à peine : un mètre de plus en élévation, un peu plus d'art funéraire au-dessus, mais partout ce même goût de marbric, ce style épigraphique, ce même air impersonnel qui les protégeait autrefois quand ils dissimulaient leurs avoies sous l'habit de Monsieur Prudhomme. Dans l'allée de Montmorency, les Champs-Élysées du cimetière, seuls trois ou quatre tombeaux monumentaux affrontent un siècle qui ne craignait plus assez la mort pour y investir à fonds perdus. Dans cette affaire, la dernière, il fallait encore éviter la faillite et n'oser que des placements sûrs.

Propriétaires à perpétuité, bourgeois jusqu'aux os, ils sont ici majoritaires ; leur sommeil doit

être épargné. Ils font leur éternité comme ils ont fait leur temps, sans histoires, en famille, entre deux dates dans la pierre trop tendre de Paris. Parfois, sur la liste gravée, le nom d'une étrangère indique à peine un désordre amoureux rentré dans le rang. Leur prudence les avait préparés à une mort sans illusions, sans profits, sans Dieu pour valeur sûre. Le *Requiescant in pace* des formulaires leur suffisait.

C'était compter sans les célébrités, sans la cohorte des révoltés, des scandaleux, des poètes qui dévastaient leur champ de repos comme après le passage des taupes. Qui se serait méfié quand le cortège de Stendhal entra suivi de quelques proches, sans bruit ? Pourtant, il avait eu comme eux son agonie, il avait payé au guichet ses heures de souffrances. Du jour où, visitant une exposition à la villa Médicis, il étouffa net devant un ange aux ailes coupées, à l'instant où, rue Neuve-des-Capucines, il mit en vieux grognard la main à son gilet et s'effondra. Beyle, sûr de sa fin, avait douté de la postérité. Pourtant, quand, à son tour, Heine, rongé par un cancer, léger comme une plume, fut inhumé en bordure d'allée devant sa femme qui n'avait jamais lu ses œuvres, qui n'avait que lui et son perroquet, et devant Bandelaire égaré dans les gloires posthumes, les tambours et les trompettes ne réveillèrent pas les voisins.

Aujourd'hui, le tombeau de Stendhal, sous sa célèbre épigraphe « *Arrigo Beyle, Milanese, scrisse, amo, visse* » (2), attire les amants

follement radicaux, les femmes hardies, qui n'hésiteraient pas à caresser la jolie tête brune d'un amant décapité, la foule des stendhaliens. Dans sa division, Heine, « brave soldat de la guerre pour l'affranchissement de l'humanité », attroupe toujours les siens et continue le combat. Ses livres avaient été brûlés. Sous l'Occupation, sa tombe était gardée par des sentinelles allemandes pour empêcher les Werthers de la Wehrmacht d'y déposer des fleurs. « *Enrichissez-vous, mais... d'art et d'amour* ». L'immobilité doit peser aux propriétaires perpétuels, qui de leur vivant se sont plaints de ces deux subversifs.

Des morts de cet acabit ont tôt fait de transformer un cimetière en souvenir vivant, de donner au désastre final, à la défaite humaine, un tour revanchard, qui ne convient pas à la laideur honnête et compassée d'une nécropole. Peut-être même, au printemps, quand reverdisent les symonores, leur présence autorisée des ébats amoureux dans les chapelles et des folâtreries de chats. C'est en tout cas grâce à eux que, par-dessus les murs, des jeunes filles peuvent sourire à leur fenêtre en posant leur regard sur des sépultures ensoleillées, sans

ombres noires. La curiosité, le respect des célébrités finirait par l'emporter sur le respect des morts. Au Père-Lachaise, les fans de Jim Morrison ont couvert sa tombe de graffiti et « taggés » tout le carré environnant.

Mais il est des offenses plus graves. Avec les turbulents, les familles perdent leurs droits au recueillement. Tandis que, devant les chers disparus, elles chuchotent en langue funéraire, comme on bâillonne avec des enfants, dans leur dos montent de vibrants monologues, de ferventes conversations. Un passant, pas même un parent, se souvient, et ne s'en remet pas, du jour où Juliette mourut du choléra : « *Il y avait plus de quatre cents femmes à son enterrement. Elle avait été la plus jolie du siècle, la mieux aimée. Elle repose ici avec Monsieur Récamier et Ballanche, son ami, pour qui elle se rendit aveugle et qui, au moment d'expirer, n'obtint d'elle qu'un seul baiser* ». Un autre, presque un témoin, se rappelle la mort accidentelle de Zola. Il en sait plus sur le romancier que sur sa propre famille. Ici, c'est particulièrement injuste.

Les plus tapageurs restent les victimes de la répression, les indociles politiques à qui les idéolo-

gues ou les amis de la liberté portent de provocantes couronnes. Ils traversent la foule des conservateurs pourrissant pour des hommages qui, en d'autres temps, auraient mérité la mitraille des Versaillais. Sous le Second Empire, les républicains se réunissaient sur la tombe du député Baudin, tué sur les barricades en décembre 1851 pour « 25 francs par jour » ; ils se bécotaient alors pour prononcer leurs discours sur des caveaux de trépassés qui, de leur vie, n'avaient jamais imaginé un meilleur monde que le leur. Le tombeau de Godefroy Cavaignac surmonté d'un gisant de Rude, en alliant le courage à l'art, militait pour la vie et frise l'insolence.

Chaque année, le cimetière reçoit des milliers de visiteurs qui n'ont pas même une pensée pour les dormeurs sans gloire. Que peut éprouver une veuve de fraîche date avec son arrosoir devant le spectacle d'un groupe agglutiné sur la sépulture d'un immortel ? Là-haut ils faisaient parler d'eux, ils recommencent entre-tombe. Certains réussissent même leurs obsèques. Au moment où le corbillard de Verlaine passa sous l'Opéra, l'ange de la poésie se détacha du toit. Quand Berlioz fut conduit à sa dernière demeure, les chevaux, fantastiques, s'emballèrent, crinière au vent. Alphonsine Plessis, la dame aux camélias, mourut un jour de carnaval. Paris était en fête, il pleuvait.

Ont-ils encore des relations souterraines ? Tiennent-ils salon sous la lune ? Dumas fils repose près de sa femme, née Régner, de la

Brière, sous une épigraphe médiocre où « la vie ne fait partie que du temps, la mort de l'éternité », mais trois divisions à peine le séparent d'Alphonsine. Depuis, bien des soupirants ont pris le relais. Près de la tombe de la dame, deux fosses sans inscriptions attendent leurs propriétaires qui durent longtemps manœuvrer pour qu'on leur concède enfin de s'allonger à ses côtés.

Tous n'ont pas que des admirateurs. Comme ils font durer les querelles, le tombeau de Thiers est régulièrement couvert d'injure. Au cimetière de Picpus, le gardien roule tous les soirs sous son lit le drapeau américain qui flotte sur le monument de La Fayette pour qu'on ne le vole pas. Sur la pierre de Charles Fourier, l'utopiste des phalanstères qui devait, comme Newton, son système à l'observation d'une pomme, un fin connaisseur a déposé une poire. Le tombeau d'Oscar Wilde, qui représente un sphinx au visage du poète, a été sauvagement mutilé par une vieille Anglaise. Les débris, les parties mâles de l'animal, ont longtemps servi de presse-papier au conservateur du Père-Lachaise. Réparties alertes, critiques acerbes, haines et admirations défilées, vandalisme, l'ennui n'est pas mortel du côté des extravagants.

Que seraient sans leurs célébrités les nécropoles parisiennes ? Autrefois, la ville vivait au milieu des trépassés. Le cimetière des Innocents débordait de cadavres qui empuantissaient l'air. Partout on respirait la mort, sous le pavement des églises, dans un carré de choux. On se bouchait le nez et on oubliait. De temps en temps un ivrogne tombait dans une fosse commune et mourait au milieu des cadavres. On passait plus vite, plus naturellement, plus effroyablement. Depuis la création des grands cimetières parisiens, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les défunts sont frappés d'oubliement, sauvés d'un absolu anonyme, mais enrégimentés. À lire les tombes, leurs vies furent toutes exemplaires. Dans ces champs tristes et monotones, parmi ces litanies de guimauve plus utiles que le néant, se défait le souvenir d'existences réelles qui sont allées guidées dans l'autre monde, comme elles allaient dans le monde. Les artistes leur apportent de la visite, et sans doute des regrets : ils ne peuvent plus ni rire, ni almer, ni taper du balai pour faire taire l'arrogante jeunesse qui danse éternellement.

Christian Colombani

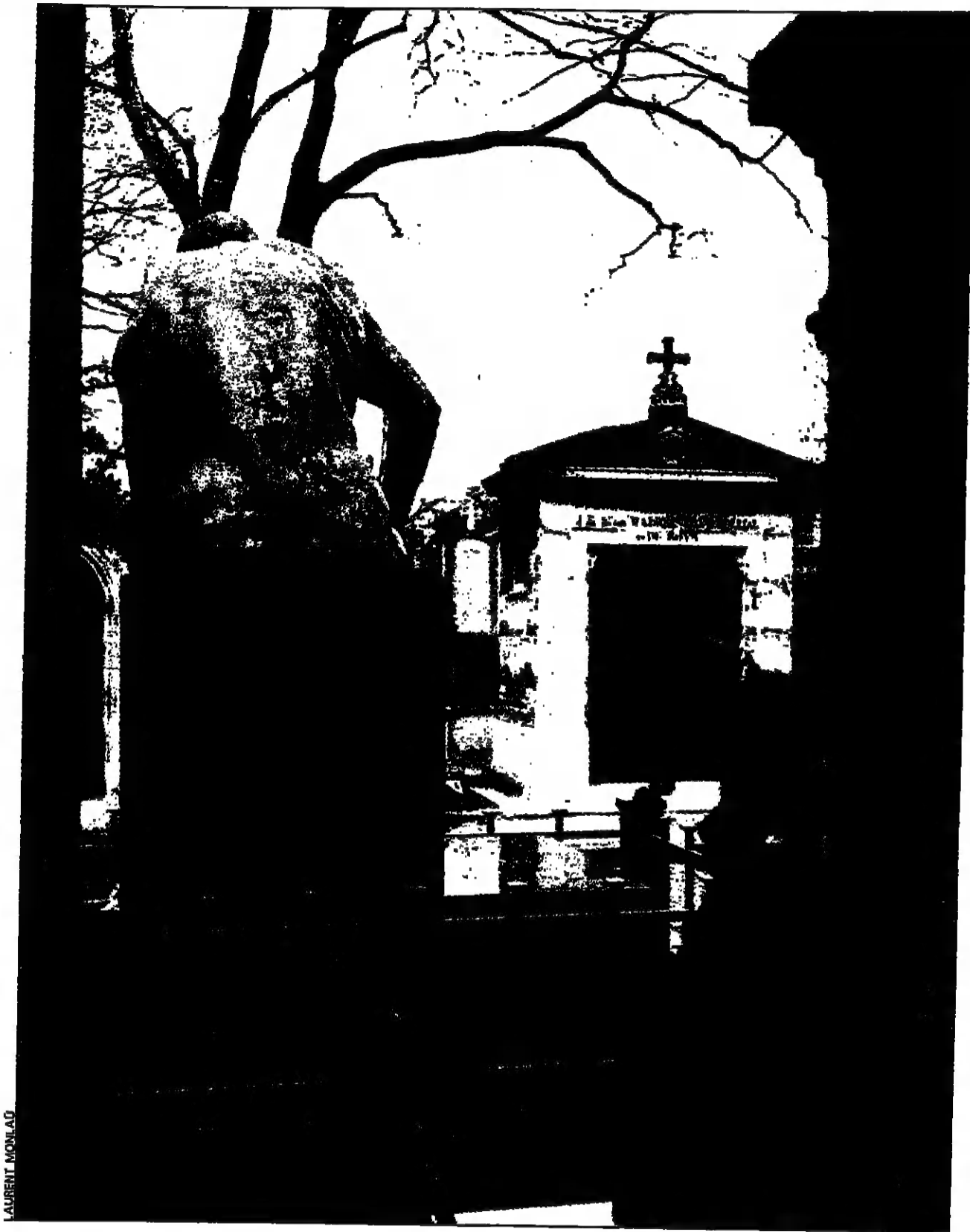
(1) Hommage lyrique piqué sur la tombe de Bandelaire au cimetière du Montparnasse : « *J'aurais tant voulu le connaître car j'avais compris si les autres ne peuvent pas. Tu es mon inspiration, tu nous manques, Charles ! Reviens !* »

(2) Henry Beyle, Milanais. Il écrit, il aime, il réagit.

► *Guide des cimetières de Paris*, de Marcel Le Clère, Hachette, 223 p., 98 F.

► *Au Père-Lachaise*, de Michel Danseil, éd. Fayard, 315 p., 130 F.

► *Les Cimetières de Paris*, de Michel Danseil, éd. Denoël, 217 p., 150 F.



## ... Reviens ! »

L'isolement de la Serbie

Le

La

Le re

Le re

Le re

Le re

Le re

Le re

وكان من المقرر